15083 1955

DERNIÈRE ÉDITION 2

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - Nº 13091 - 6 F

Fondateur: Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 1 ~- LUNDI 2 MARS 1987

Le coup d'éclat de M. Pérès

M. Pérès a tenu perole. En cédant la direction du pier, è son rivel de droite, M. Itzhak Shamir, pour occuper le portefeuille des affaires étrangères. le dirigeant travailliste avait assuré qu'il entendait vraiment conduire la diplomatie d'Israēl et poursuivre la recherche de la paix dans la région. Il vient de le faire avec éclat à l'occasion d'une visite officielle au Caire. Celle-ci s'est soldée, vendredi 27 février, per la publication d'un communiqué commun israéloégyptien appelant à la tenue cette année d'une conférence internationale sur la peix « conduisant à des négociations directes entre toutes les perties concernées sur la bese des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations unles ».

C'est la première fois qu'israil se prononce ainsi en faveur d'une telle conférence. Or, pour le parti de M. Shamir (le Likoud), te sujet est tabou, à plue d'un titre : parce que estte conférence réintroduirait l'URSS sur la scène proche-orientale, et parce que les résolutions 242 et 338 stipulent que la paix ne sa fera qu'en échange « de > ou « des > territoires occupés par l'Etat hébreu, ce dont la Likoud, partisan inconditionnel du Grand israël, ne veut pas entendre caries.

Pour M. Shemir, la provocation ne fait pas de doute, d'autant qu'il avait expressément prévenu M. Pérès qu'il n'était nullement mandaté pour engager le gouvernement dans tel ou tel processus de paix.

Le communiqué du Caire

risque-t-il de sonner le glas d'un gouvernement d'union nationale (Likoud-travailliste) eu pouvoir depuis plus de deux ans et demi ? Rien n'est moins sûr. Dans un camp comme dans l'autre, on redoute l'épreuve des élections, et M. Shamir s'est jusqu'à présent refusé à com-menter à chaud le voyage de son ministre des affaires étrangères on Egypte.

Une chose en revenche est certaine : les Israéliens ont conscience que la paix avec les pays arabes et le règlement de la question palestinienne sont désormais au cœur du débat politique. Et là, M. Pérès a sens doute marqué un point, isolant encore un peu plus le Likoud dans son opposition à cette conférence, qui rallie de plus en plus de suffrages sur la scène

Les Etats-Unis ont « applaudi » au communiqué du Caire, et rappelé, par la voix du porte-parole du département d'Etat, que s'ils estimaient que seules des négociations directes entre Israël et ses voisins arabes pouvaient conduire à la paix, il convenzit aussi que tous les moyens de parvenir à ces négociations devaient être examinés, y compris une conférence internationale. L'URSS ne peut qu'acquiescer à une formule qu'elle a toujours défendue et que les Douze de la CEE viennent à ieur tour d'approuver.

Il reste que le communiqué du Caire laisse bien des points en suspens : Moscou peut-li partici-per à une talle conférence sans avoir d'abord renoué ses relations avec lerael ? Qui représentera les Palestiniens dans les négociations ? Autant de questions qui font encore douter que 1987 sera l'« année de la paix » comme le souhaitent et M. Pérès et le président Mouberak.

Malgré le réquisitoire mesuré de l'avocat général

Georges Ibrahim Abdallah a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité

condamné, samedi matin 28 février, à la réclusion criminelle à perpétuité par la cour d'assises spéciale, composée uniquement de magistrats. Elle a répondu « oui » aux trois questions posées, estimant que l'accusé était complice des assassinats de Yacov Barsimentov et de Charles Ray et de la tentative d'assassinat contre Robert Homme, et lui a refusé les circonstances atténuantes. Ce verdict -

Georges Ibrahim Abdallah a été contre lequel Me Jacques Vergès a annoncé qu'il ne se pourvoirait pas en cassation - va à l'encontre des réquisitions de l'avocat général, M. Pierre Baechlin, qui, la veille, avait « conjuré » la cour de s'en tenir à une peine «qui ne soit pas supérieure à dix ans », « Toute condamnation sévère transformerait la France en otage», paraissant confirmer la volonté du tielle.

ration d'Abdallah afin d'éviter une nouvelle vague d'attentats. La condamnation à la réclusion criminelle à vie de Georges Ibrahim Abdallah entraîne le maintien en détention pour au moins quinze ans, en application du code de procédure pénale, sauf si M. François Mitterrand se décidait avait-il ajouté, son réquisitoire à lui accorder une grâce présiden-

Un sursaut d'honneur

par Daniel Vernet

Le procureur Baechlin a expliqué la substance de son étonnant réqui-sitoire par les informations recueillies, de toute évidence, dans les milieux gouvernementaux, au cours des derniers jours. La cour d'assises spéciale composée uniquement de magistrats professionnels, censés être moins sensibles qu'un jury

populaire aux menaces terroristes, ne l'a pas suivi dans son raisonnement qui, dans sa crudité, semblait résumer la position du gouvernement: Georges Ibrahim Abdellah doit être condamné à une peine suffisamment légère pour qu'il puisse être libéré rapidement afin d'éviter à la France une nouvelle vague d'attentats terroristes.

LIRE PAGES 6 et 7

Le compte rendu d'audience per JEAN-MARC THÉOLLEYRE par BERTRAND LE GENDRE La tentation du sanctuaire

par EDWY PLENEL

"S'agissait-ii d'honorer la «perole donnée» per un ministre socialiste contre la libération de Gilles Sidney Peyroles en 1985, de se conformer à un «accord» passé à l'automne demier pour obtenir une trêve dans les attentats qui ensanglantsient Paris, ou plus simplement d'en prévenir d'autres, la France achetait le calme avec un déni de justice.

Le calme payé de ce prix risquait de sa révéler illusoira. Si Georges Ibrahim Abdallah avait dû être rapidemant élargi, quelle crédibilité auraient eue désormais les affirmations péremptoires de fermeté ? La conclusion aurait été que les terroen liberté que dans les prisons d'un Etat démocratique et que le zèle policier à vouloir les arrêter est plus génent que rassurant dans la mesure où la justice est défaillante ou impossible. Quelle menace aurait pesá alors sur les terroristes, aux arrières assurés, tentés d'opérer en France parce que, comme le disajent avec cynisme ses geôliers à Peyroles, « C'est plus facile » ?

Quels qu'aient été les souhaits du gouvernement, les magistrats ont apporté une preuve de leur indépendance et délivré un message qui, en ces temps de cynisme, a qualque chose de réconfortant : la justice est au-delà de la raison d'Etat. Il reste à souhaiter que ce ne soit oas un cimple sursaut d'honneur au'une nouvelle vagus d'attentats terroristes suivie d'une grâce présidentielle pour Abdallah réduirait à un effet de manche.

L'assassin du colonel Gouttière arrêté à Beyrouth

Le président Gemayel a informé samedi l'ambassadeur de France à Beyrouth de l'arrestation par les autorités de l'assassin du colonel Gouttière.

Howard Baker remplace **Donald Regan**

Un républicain modéré devient secrétaire général de la Maison Blanche.

PAGE 3

Les combats au Sahara

En lançant sa dernière opération le Polisario a voulu démythifier le « mur » marocain.

Le sommaire complet se trouve page 16

Le projet de transfert de la capitale argentine

A la conquête de la Patagonie...

BUENOS-AIRES de notre correspondante

Il ne manque plus que l'approbation des parlementaires - qui serait imminente – pour que le grand dessein du président argen-tin Raul Alfonsin se réalise : « transférer la capitale vers le sud, vers la mer, vers le froid, pour développer la Patagonie. » Le chef de l'État a déjà pu consulter les projets de plans de la nou-velle capitale qui doit être instal-lée dans l'agglomération Viedma-Carmen de Patagones, à un millier de kilomètres au sud de Buenos-Aires. Les travaux devraient commencer cette année.

S'appellera-t-elle San-Martin on Cruz-del-Sur on encore Carmen-del-Sur? Il reste un peu moins de trois ans aux législateurs pour se mettre d'accord. Car en décembre 1989, le président a prévu de prendre sa valise et de refaire le trajet historique de ses illustres prédécesseurs, Don Fran-cisco de Viedma, un conquistador espagnol fondateur en 1779 de la ville qui devrait accueillir la future capitale, et le général Julio Argentino Roca, qui, un siècle plus tard, diriges l'historique campagne du désert » qui liquida les dernières traces de résistance indigène.

Cette fois-ci ce ne sera plus à la tête d'une armée mais entouré de son gouvernement et de ses fonctsomusires que M. Alfonsin partira à la conquête du désert... et de la gloire. « Un président ne passe pas à la postérité seulement pour avoir éliminé l'inflation », auraitil dit. Ce n'est pas la première fois que l'idée surgit de déplacer la capitale. C'est même dès sa naissance que Buenos-Aires a été

Principal centre de commerce de la viande et des céréales - les denx mamelles de l'Argentine grâce à son port, le plus important

du pays, elle concentrait déjà à tapis cette idée qui hui tient à l'excès toute la vie économique et politique de l'Argentine au détriment des régions délaissées du Nord tropical et du Sud antarctique. Ce déséquilibre n'a fait que s'accentuer avec le temps. Aujourd'hui, avec ses six millions d'habitants, soit un tiers de la population, Buenos-Aires rassem-ble tous les inconvénients des mégalopoles : problèmes de circulation, de pollution, de logement, de délinquance et toujours une concentration économique absurde et le poids d'un appareil administratif pléthorique et inef-

Alors qu'à 1000 kilomètres de là, à la frontière sud de la province de Buenos-Aires, commence le paradoxe patagonien: 800'000 kilomètres carrés (une fois et demi la France), soit un tiers du territoire national, de plus en plus dépeuplé à mesure qu'on avance vers la Terre de Feu, vers le bont du monde. En Patagonie, il y a en moyenne 1,2 habitant au kilomètre carré.

Un jour de février 1986, le président Alfonsin a remis sur le

cœur depuis toujours : décentraliser le pays. Non seulement pour commencer à l'industrialiser sérieusement tout en renforçant le fédéralisme, non seulement pour mener à bien sa réforme constitutionnelle qui passe per l'assainis-sement et la réduction de l'appareil administratif, mais aussi pour consolider la démocratie. Car il a constaté que la concentration des pouvoirs économiques et politiques a toujours été dans l'histoire argentine synonyme d'autoritarisme. Il veut, au contraire, rapprocher géographiquement le pouvoir du peuple pour qu'il y ait accès, qu'il le contrôle vraiment.

Et aux sceptiques alarmés par le coût d'un tel projet à un moment ou le pays vit la crise économique la plus grave de son his-toire, il répond que - les grands projets naissent justement pendant les crises, parce que quand tout va bien on ne songe pas à changer quoi que ce soit ».

CATHERINE DERIVERY. (Lire la suite page 3.)

Aboutissement d'une longue querelle

FR3 Corse «normalisée»

AJACCIO

de notre envoyé spécial

Du plafond de la salle de rédaction pendent, en guirlandes, les pétitions de soutien. Toutes les heures, quelqu'un risque sa vie pour monter sur une mauvaise échelle accrocher les dernières feuilles arrivées de Propriano ou de Corté. Lugubres et abattus, les journalistes de FR 3 ont cessé de commenter entre eux ce record désormais inutile : dix mille signatures dans l'île contre la mutation du rédacteur en chef de la station, M. Sanpierro Sanguinetti. Nul ne songe même plus à plaisanter sur le nom de son successeur, M. Yves Rambaud, attendu lundi 2 mars, et abondamment caricaturé sous les traits du super-héros américain sur tous les murs de la

L'amertume qui règne ici est à la mesure du soulagement, plus ou moins discret, qui a envahi bon nombre de bureaux officiels d'Ajaccio et de Bastia. Car, même si la présidence de FR 3 se refuse

obstinément à le reconnaître publiquement, c'est avant tout un concert de critiques et de récriminations venues de l'île qui a eu raison de M. Sanpierro Sanguinetti. Une certaine Corse vient de gagner une manche dans le bras de fer qui l'oppose depuis sa création, en décembre 1982, à la station régionale de télévision.

Une certaine Corse, mais laquelle ? Là, tout commence à se brouiller. Une Corse conserva-trice, assurément. Mais au sens large, - de tous ceux qui ont des positions à conserver », explique M. Vincent Carlotti, maire (PS) d'Aleria. Suivez mon regard du côté de Bastia et, plus précisément, de M. François Giacobbi, tout puissant président (MRG) du conseil général de Haute-Corse, ennemi déclaré de la station depuis le début.

« Il ne nous a jamais pardonné nos émissions sur la fraude électorale à Bastia », assure M. Sanpierro Sanguinetti. « Pas du tout. rétorque M. Giacobbi, cela ne me gêne pas que l'on parle de la fraude, mais il ne faut pas oublier qu'il y a moins d'élections annulées en Corse que partout

Ce qui gêne beaucoup M. Giacobbi, en revanche, c'est que la télévision régionale e privilégie systématiquement les séparatistes anti-français . Et surtout, qu'elle lui ait infligé ce qu'il considère comme l'affront suprême : à plusieurs reprises, le journal de FR 3 a diffusé les images de ses interventions à l'assemblée régionale, après en avoir coupé le son et l'avoir remplacé par un résumé journalistique... en langue corse; et dans un corse macaronique, qui a fait sursauter tous les vrais Corses », fulmine M. Giacobbi.

DANIEL SCHNEIDERMANN.

(Lire la suite page 5.)

Plus qu'un roman! **IBRAHIM SOUSS** Un texte chargé de messages... une écriture élégante et pudique. François d'Alançon - La Croix BRAHDM SOUSS Souss arrache à son passéun avenir possible... Alain Chemali - Le Matin Se lit d'un trait, tant l'histoire dans l'Histoire nous retient. Françoise Chipaux - Le Monde EDITIONS LIANA LEVI

Dates

RENDEZ-VOUS

Pékin: visite du secrétaire d'Etat américain George Shultz.

Lundi 2 mars. - Bruxelles . visite de M. Jacques Chirac: Strasbourg: 185º session de la Commission européenne des droits de l'homme; Bologne : reprise du procès des militants d'extrême droite accusés de l'attentat à la gare en 1980.

Mardi 3 mars. - Australie: visite de M. Chevardnadze ; Italie : démission du gouvernement Craxi. Jeudi 5 mars. - Bonn visite du roi Hussein : Grasse: procès civil de

« Baby Doc ». Samedi 7 mars. — Tokyo visite de M. Jean-Bernard Raimond (jusqu'au 9).

Le Monde

Télez MONDPAR 650572 F Télécopieur : (1) 45-23-06-81 Tél.: (1) 42-47-97-27

Edité per la S.A.R.L. le Monde Gérant :

André Fontais

Anciens directeurs : Habert Beave-Méry (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982) Amiré Laurens (1982-1985)

> Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944, Capital social: 620,000 F

Société civile • Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, I a Monde-Entreprises MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondate

> Administrateur glaéral : Bernard Wouts. Rédacteur en chef : Daniel Vernet. Corédacteur en chef: Claude Sales.



Tel: (1) 45-55-91-82 on 45-35-91-71 Telex MONDPUB 286 136 F



....

Reproduction interdite de sous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437

et publications, nº 57 437 ISSN: 0395 - 2037 Le Monde

TÉLÉMATIQUE Composez 36-15 - Taper LEMONDE

ABONNEMENTS Tel.: (1) 42-47-98-72 6 mais 9 mais 12 mais

FRANCE 672 F 954 F 1 200 F TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messageries)

BELGIOUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS
19 F 762 F 1 089 F 1 380 F Par vote atriesse: tarif sur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provincires: son abonnés sont invités à formuler four demande dous semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Venillez avoir l'obligature d'écrire tous les nous propres en capitales d'imprisocrie. except Sandays for \$ 460 per year by La Mondo n/o Speediappez, 45-45 39 th Street, LGL, R.Y. 11104. Second chan postage paid at New-York, N.Y.

DANS NOTRE PROCHAIN NUMERO

Le Monde

ÉCONOMIE

Il y a vingt-cinq ans en Birmanie

Le «bogyoke» Ne Win prend le pouvoir

PERSONNE n'avait prévu le putsch. C'était la marie putsch. C'était la première fois qu'une telle chose nous arrivait », se souvient un des journalistes de premier plan de la Birmanie d'avant Ne Win. Vingt-cinq ans plus tard, à Ran-goon, on dirait que le temps n'a pas vraiment repris sa marche depuis ce 2 mars 1962 où il semble s'être arrêté, lorsque la radio annonça qu'un «comité révolution-naire» présidé par le chef des forces armées avait pris le pouvoir.

La démocratie parlementaire n'avait que quatorze ans. Elle n'était pas venue an jour dans les meilleures conditions. Les Britanniques avaient décolonisé la Birmanie à la va-vite, dans la grande braderie que fut le démantèlement de l'Empire des Indes - au point, du reste, que Churchill, alors dans l'opposition, avait vertement critiqué cette précipitation.

Non seulement les Birmans n'avaient jamais appris, par le passé, à vivre ensem-ble, à faire cobabiter leurs différentes ethnies (quatorze groupes ethniques distincts et quarante-cinq sous-groupes par eth-nie...), mais les Britanniques avaient pendant un siècle joné à leur profit sur les antagonismes tribauz. Résultat : sitôt proclamée la naissance de l'Etat birman, le 4 janvier 1948, les tensions ethniques étaient devenues le facteur prédominant de toute la vie publique. A celles-ci s'était ajoutée une insurrection communiste un temps assez forte pour menacer Rangoon - et qui, quarante ans plus tard, demeure la principale force d'opposition armée au

Le militaire providentiel

Les difficultés s'amoncelant, le jeune régime birman s'était retrouvé prisonnier de l'esprit de clan qui a traditionnellement régné au sein de l'intelligentsia. Le premier ministre U Nu avait beau être un des plus proches compagnons d'Aung San, le père de l'indépendance, il ne pouva constater chaque jour les progrès de la paralysic affectant le régime. « Non seulement le petit peuple, qui

n'avait tiré aucun profit de l'Indép dance, mais tous les autres secteurs de la société étaient éconurés par la classe politique», raconte, anjourd'hui, un témoin privilégié des événements. « Les hommes olitiques semblaient avoir perdu tout sens des réalités», pourtant évidentes dans un pays alors peuplé de vingt-cinq millions d'habitants (la Birmanie en compte treize de plus de nos jours), vivant, pour la plupart, dans la semipenvreté. « Quiconque disposait d'un peu d'argent devenait instantanément un homme politique, se mettait à pérorer sur la place publique en se zouciant comme d'une guigne des véritables problèmes du pays. En fin de compte, sur le moment, le coup d'Etat de Ne Win fut relativement bien accueilli. »

Non pas que Ne Win fût personnellement populaire, du moins hors des casernes. Le bogyoke (généralissime) avait, certes, ses lettres de noblesse : lui aussi comptait parmi les «trente camarades - d'Aung San qui, pendant la seconde guerre mondiale, avaient enfour-ché le cheval des Japonais contre les Alliés, pais s'étaient retournés contre le Mikado lorsque les promesses d'indépendance de ce dernier ne s'étaient pas maté-

Mais Ne Win, devenu chef de l'armée à l'indépendance, n'avait rien du tribun brillant susceptible de rallier les foules. Orateur médiocre, il affectait au contraire de n'être à l'aise qu'avec la troupe, loin des salons. Même dans l'armée, sa réelie aura avait quelque chose de mystérieux, émanant probablement de la source de son pouvoir : les services de renseignement militaires, dont il était l'architecte. Ce sont ces services qui allaient servir d'épine dorsale au futur régime militaire né du putsch de 1962.

La situation, en tout cas, offrait à Ne Win l'occasion de jouer le rôle classique du militaire providentiel face aux politi-

ciens déconsidérés. U Nu - lui-même loin d'être l'homme à poigne que les circons-tances auraient peut-être exigé - donnait depuis des mois la preuve qu'il ne parviendrait plus à traduire dans la réalité politique les idéanx confus qui avaient présidé à la naissance de la Birmanie moderne.

Déjà, en 1958, U Nu - privé de majo-rité à la Chambre - avait fait appel à Ne Win pour remettre de l'ordre à la tête d'ungouvernement provisoire de salut public. Le bogyoke s'était alors acquitté de sa

rendu compte que le dispositif de contrôle était plus ample qu'à l'accoutumée, reconte encore le journaliste, qui venait de boucler son journal de fin de soirée. Mais personne n'a été capable de me dire ce qui se passait avant le lendemain à l'aube. >

milieux de la contrebande, puis je me suis

C'est alors que la radio annonce la prise du pouvoir par le « conseil révolutionnaire » à titre « provisoire ». L'appellation que se donne, en langue birmane, le nouvel organe du pouvoir n'a aucune connota-



ission avec mention très bien : « Il avait nettoyé la capitale d'une bonne partie de ses innombrables parasites, mendiants, voleurs à la tire, contrebandiers en tous genres », raconte un témoin. Il avait crôé les premiers faubourgs de Rangoon dotés d'un début d'infrastructure industrielle. fondé des entreprises, démarré un semblant de modernisation.

« Autre bon point, Ne Win avait tenu son engagement en restituant le pouvoir aux civils, comme convenu, en février 1960 - non sans avoir fermement exhorté les politiciens à faire preuve de responsabilité à l'avenir, dans un discours qui, déjà, avait une connotation menaçante pour le régime parlementaire.

Le fait est en tout cas que, à l'aube du 2 mars 1962, alors que la radio égrenait les premiers édits du comité révolutionmaire, Ne Win jouissait de la réputation d'un homme respectueux des règles du jeu. . Tout le monde était convaincu que nous allions vivre une nouvelle période transitoire avant le retour à la normale ». raconte le journaliste.

« Ancene goutte de sang »

La date du coup d'Etat avait pourtant quelque chose de symbolique : peu avant, le gouvernement avait annoncé la nationaation de tout le secteur du commerce extérieur au 1º mars. Bientôt, c'est toute l'activité économique du pays qui allait être nationalisée, et avec une détermination infiniment plus grande que celle de U Nu. Celui-ci avait quelque peu précipité sa chute en décrétant, avec un rien de démagogie, que le bouddhisme ferait désormais office de religion d'Etat, pour faire marche arrière peu après devant les protestations des ethnies non bouddhistes, et tomber alors dans les pièges du clergé bouddhiste qui n'attendait qu'une reculade de sa part pour l'accuser de trahison.

Le 1e mars au soir. l'armée se met en place à travers tout Rangoon. . J'ai cru d'abord qu'il y avait une rafte dans les

tion militaire. Elle signifie simplement : «Comité ayant pris le pouvoir par la force pour quelque temps - - les mots habituellement employés par les voisins de Thatlande, par exemple, contumiers des putsches. Mais, à la différence de la Thatlande, la Birmanie n'a pas de tradition dans ce domaine.

Sur le moment, rien ne permet de prédire que ce coup d'Etat aura pour conséce d'isoler un pays entier du reste du monde pendant un quart de siècie su moins. Tout se passe en douceur. Pas de défilé militaire, pen de matériel en vue. La population, d'instinct, reste chez elle, et rares sont ceux qui constatent que quelques artères du quartier gouvernemental ont été interdites à la circulation. « Encore aujourd'hul, le régime est fier qu'aucune goutte de sang n'ait été versée à la prise du pouvoir par Ne Win », entend-on dire souvent à Rangoon. Un atout, bien sûr, dans un pays aussi fervent dans la prati-que du bouddhisme.

La plupart des hommes politiques en vue et des intellectuels participant à la vie publique sont cependant emprisonnés. Dans les trois ans, tous seront libérés. Mais vingt-cinq ans plus tard, aucun d'entre eux n'a retrouvé la moindre influence dans les affaires du pays. U Nu. exilé, fera bien de la figuration, un temps pour le compte de la CIA sur la frontière de la Thaïlande, à la tête d'un vague mouvement de restauration nationale, mais finira par mettre les pouces et rentrer au pays. Il s'occupe désormais de traduire les écritures saintes» du bouddhisme en anglais, et ne fait plus parler de lui.

Comment ce coup d'Etat à caractère exclusivement militaire, privé de toute participation populaire active, a-t-il pu donner naissance à un régime se proclamant à la fois socialiste et anticommuniste, et comment cette savante salade idéologique tempérée d'un bouddhisme fervent a-t-elle pu s'imposer aussi durablement? Les historiens (tous anglo-saxons, tant les universitaires français ont ignoré ce pays, pourtant voisin de l'Indochine)

n'ont pas encore trouvé d'explication satis-faisante à ces questions.

Les choix de la première heure relèvent de l'urgence : « Sur le moment, raconte un témoin, il y a eu un grand vide idéologique. Un grand silence... La population attendait de voir ce qui allait sortir de la nouvelle donne, mais la radio se contennouveue aonne, mais la ragio se conten-lait d'énoncer des décrets à caractère administratif. Cela renforçait l'impres-sion que nous avions affaire à un gouvernement de transition. »

L'incertitude dura deux mois. Le 30 avril, le régime rendit publique sa plate-forme politique, sous le titre explicite de « la voie birmane vers le socialisme ». « Une douche froide », selon les mots d'un des prisonniers politiques de l'époque. Le programme en question combine, sous une forme austère, loi martiale et socialisme; une mixture plutôt incongrue pour ce pays où religion, farmente et tolérance semblent les seules valeurs profondément ancrées.

Fondateur de l'armée moderne

D'où Ne Win sort-il ces idées? Sur le moment, personne n'en a la moindre intrition. . Le jour du coup d'Etat, poursuit le même témoin, le nouveau régime n'avait aucun plan dans ses tiroirs. Dans le contexte tiers-mondiste de l'époque, Ne Win se tourna naturellement vers la seule alternative possible au cirque des políticiens : l'héritage vaguement marxiste d'Aung San. »

D'antant moins embarrassé que son propre bagage politique était limité, le chef militaire allait renvoyer dos à dos, pour des décennies, le communisme, synonyme d'insurrection, et le parlementa-risme, synonyme de «chienlit». Le programme de « voie birmane vers le socialisme » fut rédigé — symptomatique improvisation — en quarante-huit heures par le département de la guerre psychologique de l'armée de terre...

«C'est en juin 1962 que nos dernières illusions sur le ceractère provisoire du régime se sont effondrées. Lorsque la régime a rendu publique la création du Parti du programme socialiste birman, nous avons compris qu'il ne restituerait jamais le pouvoir aux hommes politiques civils. » Le nouveau parti – unique par décret - est presque exclusivement composé d'officiers d'active. Les hants responsables de la lutte anti-insurrectionnelle s'adjugent tous les postes-clés.

Entre-temps, le système des comités de quartier, directement inspiré du modèle communiste, s'est mis en place à travers tout le pays. La séparation des pouvoirs s'est diluée, l'autorité policière a pénétré les arrière-cours des résidences. Les natiomilisations suivrost. Il faudra attendre douze ans avant que Ne Win ne se décide à engager une normalisation constitutionnelle, et sept ans de plus pour qu'il abandonne le poste de chef de l'Etat à un de ses fidèles seconds, San Yu.

Est-ce à dire qu'il s'est laissé entraîner sur la même voie que Mao ou Kim IIsong? Oui et non. Pouvoir personnel, certes, celui de Rangoon l'est fortement. Mais sans véritable culte de la personna-

Sa biographie (il a autorisé un polygraphe du régime à la publier) est, certes, imprimée sur les presses du département gouvernemental des affaires religionses... Mais la présence du «vieil homme», comme on l'appelle à Rangoon, ne se signale que dans les grandes affaires, pas dans la vie quotidienne. Conscient, sans doute, des risques en ce domaine, Ne Win a fait courir une anecdote significative : lorsqu'une publication militaire l'a présenté comme le «fondateur de l'armée birmane », il aurait convoqué les sycophantes pour leur rappeler que ledit fondateur n'était autre qu'Aung San. Ne Win, lui, se contente bien volontiers de l'étiquette de « fondateur de l'armée bir-

FRANCIS DERON.

"GRAND JURY" RTL- Le Monde dimanche 18 h 15 en direct sur animé par Henri MARQUE avec André PASSERON 🥆 et Jacques GRALL (Le Monde) Paul-Jacques TRUFFAUT et Dontinique PENNEQUIN 'RTL

La nomination de ! au secrétariat général est bien accoeilli

BEET SECTION SECTIONS 10 miles The state of the s

= 12 -

green to a single

a fire a market service

The state of the s

森林県海岸 ローン・デー

₹ 3°5;

This Parer a

KINE

collective.

A town over

The second second

Harrison Andrews

Sem District of the

2

A A Property of the Sec. Sec.

The last of the la

San Property St. S.A. Com Land

See Property of the State of th

The same of the same

The state of the s

September 19 19 19 19 19

1

The Late of the la

The last have been as the same of the same

The Real Property of the Party of the Party

See to the second second

State Day of the State of the S

Service of the servic

The state of the s

A COLUMN TO SERVICE

The state of the state of

a the state of the

THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE OWNER.

The Table of the Park

Bing & sea or

THE PART

i presenent

医克莱尼克

THE STREET

The same of the THE THE PARTY OF THE PARTY. 🛫 : rai i i ti i i i i i i

Enhance non d 19 March Brights - Arrival & Co. A CONTRACTOR

to the second dispersion of Flagger to the second of the late **் ம**ாவும் மாக காட்டிக THE PERSON NAMED IN THE PARTY OF THE REST OFFICE 2004年 新 1000年 Partie bei in tent an ----California editoria 2 in which the part of For the A harm a mark A Market and the second of the street, blingster.

> -A STATE AND -BANKS OF SHIPPING A NO IS PROPERTY. 李 对明明明明, THE PROPERTY OF AT AP A PROPERTY TO 7744 WE W M programme by the

> > THE PERSON NAMED IN , - tale 100 miles

printer & up t SHAPE WITH SPECIES

Liben I BVILLIA

Print to plants Party Alexand in Carrelling Spinish St. Schoolsteil, in Se proper de la company de la Park an inter-

tre series Plan

ACC. NO. 65 07 ETATS-UNIS: le remplacement Gran Donald Regan

THE UNIVERSITY OF JORDAN

LIBRARY

La nomination de M. Howard Baker au secrétariat général de la Maison Blanche est bien accueillie à Washington

la publication du premier rapport officiel sur l'« Irangate », M. Reagan a place, vendredi 27 février, au secrétariat général de la Maison Blanche, un honne, M. Howard Baker, qui n'a que des amis au Congrès et dans la presse.

WASHINGTON de notre correspondant

Marie Santana

-7

Républicain, né dans une famille de républicains, ancien sénateur du Tennessee et chef de la majorité reaganienne an Sénat jusqu'en 1984, M. Baker est ce qu'en appelle aux Etats-Unis un modéré. Il n'est pas assurément ce qui se fait de plus à ganche dans son parti, il n'a rien à voir non plus avec la nouvelle droite dont M. Reagan est - ou a été - le

Bref, c'est l'homme qui fait profession de bon sens et affronte avec tant de bonhomie la sauvagerie des mœurs politiques que du sénateur Kennedy, le plus célèbre des démocrates libéraux, à l'ancien sénateur Paul Laxalt, archétype des conservateurs et confident du couple Reagan, tout le monde a applandi à sa

fallu « environ une seconde à Howard Baker pour mettre son veto aux ventes d'armes à l'Iran ». Quant à M. Lazalt, c'est hi qui aurait glissé le nom de Baker à l'oreille d'un président dont tout laisse penser qu'il est sérieusement dépassé par la crise dans laquelle il est plongé depuis trois mois. Généreux en interviews, les trois mem-bres de la commission Tower ont ainsi expliqué, depuis la publication de leur rapport, que M. Reagan était tout simplement tombé des sues' lorsqu'ils lui avaient fait part de la sévérité de leurs conch heure à peine avant de les livrer à la

> L'étounement du président

Cet étonnement du présiden américain ne signifie pes obligatoi-rement qu'il ait été totalement ignorant de tout ce que ses collaborateurs entreprenaient en plein accord avec ses options politiques priori-taires. Mais M. Reagan, dont le lyrisme idéologique n'a d'égal que la pragmatique prudence, n'avait sans doute jamais réalisé que le respect de la loi n'était pour beaucoup d'hommes de son entourage qu'un obstacle à contourner, qu'il était

sa présidence était ainsi mise en

Quoi qu'il en soit, M. Reagan a fait, vendredi, le meilleur choix pos-sible en faisant appel à un homme qui s'était opposé à lui dans les pri-maires républicaines de 1980. Il n'a pas hésité pour cela à précipiter la démission de M. Donald Regan devenu, à juste titre, le symbole du « chaos » de la Maison Blanche.

Il ne pouvait mieux ouvrir un nonveau chapitre de sa présidence, puisque tombe ainsi aux oublicttes Phomme qui faisait si hautainement profession de « laisser Reagan être Reagan - et qu'entre en scène un politicien parfaitement à même de s'entendre avec la majorité démocrate du Congrès.

Il est kein d'être sûr que cela pourra suffire à remettre cette présidence à flot, alors même que les enquêtes du procureur spécial et de deux commissions parlementaires débutent seulement et pourraient bien déboucher sur des poursuites judiciaires. Si de nouvelles révélations le mettant directement en cause n'ébranlent pas plus encore M. Reagan, il tient avec M. Baker la possibilité d'éviter la paralysie au cours de ses deux dernières années

BERNARD GUETTA.

ARGENTINE : les poursuites contre les violations des droits de l'homme

La comparution en justice du lieutenant de vaisseau Alfredo Astiz mécontente les militaires

Le lieutenant de vaisseau argentin Alfredo Astiz et onze antres responsables de la marine ont été placés, vendredi 27 février, en détention préven-tive par décision du tribunal fédéral de Buenos-Aires. La com a pris cette décision dans la cadre d'use information ouverte sur les cas répétés de violations de droits de l'homme commises par les officiers de la marine argentine.

BUENOS-AIRES de notre correspondante

Le lieutenant de vaissean Alfredo Astiz a compara jeudi 26 février devant le tribunal fédéral de Buenos-Aires, dans le cadre de l'instruction du procès de l'Ecole supé-nieure de mécanique de la marine (ESMA), transformée sous la dicta-ture (1976-1983) en camp de déten-tion et de terres de la comp de détention et de torture. C'est la troisième - et dernière - affaire pour laquelle Astiz est appelé à rendre des comptes à la justice. Deux fois, déjà, il a été absous.

Pour sa conduite dans la guerre des Malouines, d'abord : le tribunal militaire a estimé qu'il n'avait pas commis de faute en se rendant aux Anglais sans tirer un seul coup de feu. En décembre 1986, des juges civils l'out exempté de toute pour-suite dans l'affaire Dagmar Hagelin — cette jeune Suédoise calevée à

(Suite de la première page.)

Selon les estimations officielles

enos-Aires en 1977 et disparue depuis, - estimant qu'il y avait pres-

Cette fois, Astiz est sompcomé d'avoir participé à de nombreux enlèvements suivis de tortures puis de disparitions, alors qu'il servait à l'ESMA. Parmi les victimes, deux religieuses françaises, Alice Domont et Léonie Duquet, qui, fin 1977, étaient venues en Argentine assister moralement les familles de disparus.

Tortures

Selon l'accusation, Astiz - alors infiltré dans les organisations de défense des droits de l'homme - les personnellement désignées à l'attention des services de sécurité de la marine. Enlevées en pleine messe, emmenées à l'ESMA, tortu-rées, selon plusieurs témoignages, elles ont disparu sans laisser de traces, en dépit des interventions du gouvernement français.

An total ce sont dix-sent officiers de marine, un préfet naval et un sous-officier de la préfecture qui devront très certainement répondre des crimes commis à l'ESMA, crimes commis à l'ESMA, crimes pour lesquels les chefs des juntes ont déjà été jugés et condamnés en tant qu'inspirateurs des méthodes appliquées lors de la répression. Aujourd'hui, la justice s'en prend aux participants, à ceux qui, à leur dire, n'ont fait qu' « exécuter les ordres ».

C'est bien cet aspect du problème qui fait hurier les forces armées

Le projet de transfert de la capitale en Patagonie

d'indignation. Elles avaient accepté avec résignation le procès des chefs des juntes, elles avaient applaudi la loi dite de « point final » censée mettre un terme dans le temps aux procès. Mais, paradoxalement, cette loi a aussi accéléré les choses. Certains dossiers ont été définitivement classés mais les plus importants, qui dormaient depuis trois ans dans les tiroirs de la justice militaire, sont maintenant aux mains des juges

Et parmi les quelque cent qua-rante militaires appelés à comparaî-tre, beaucoup d'officiers intermédiaires ou subalternes qui ne comprennent pas qu'on puisse leur tenir rigueur d'avoir « obéi ».

La colère était telle, notamn dans la marine - l'arme la plus traditionaliste et conservatrice - que le chef d'état-major, l'amiral Ramon Arosa, est monté au créneau. Il a qualifié la situation de « gravisime . Il a réaffirmé que c'était toute l'armée qui avait combattu le * terrorisme subversif * et que tous ses hommes pouvaient compter sur lui pour les défendre.

Au moment où, en année électorale importante (les législatives auront lieu au dernier trimestre), le président Raul Alfonsin doit à nouveau affronter la crise économique, une fronde de l'armée s'ajoutant à celle des syndicats et - dans une mesure plus discrète - de l'Eglise catholique le mettrait dans une situation préoccupante.

Un homme non dénué d'ambitions

Lorsque M. Reegan l'a appelé, jeudi soir, en Floride pour lui proposer le secrétariet général de la Maison Blanche, M. Howard Baker discutait en famille de sa propre campagne pour l'élection présidentielle en

Sans hésitor (e.Je ne vois pas comment j'aurais pu refusera), il a . les commandes d'un navire en perdition, meis ajouté qu'il ne serait pes condidat, car il aveit maintenant à travailler à plain temps.

Peut-Stre M. Baker a-t-li été séduit per le défi et a-t-il, à sobænte et un ans, préféré un tiens à deux tu l'aures. La bataille pour l'investi-

. CA

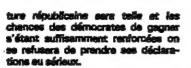
BOLIVIE

Démission collective du gouvernement

L'ensemble du gouvernement bolivien a présenté, jeudi 26 février, sa démission au président Victor Paz Estensorro. Dans une lettre expliquant leur geste, les dix-neuf minis-tres signataires ont qualifié leur charge de « très difficile et plein de er -, en particulier en raison de risquer », en particulier en raison de la lutte que mêne le gouvernement contre le trafic de cocalhe et l'inflation galopante. . Il est temps d'entalement du gouvernement national », out-ils indiqué.

Le gouvernement bolivien démissionnaire avait été formé en janvier 1986 après une démission semblable du précédent cabinet.

Cette démission intervient dans un contexte toujours très difficile pour la Bolivie. La politique de rigueur menée par le président enssoro a entraîné un nombre considérable de licenciements. A la suite de la crise mondiale de l'étain, une des principales exportations du pays, 70% des mineurs de la société d'exploitation minière d'Etat COMIBOL avaient été mis au chômage. L'obligation de réduire le budget de l'Etat avait aussi conduit au renvoi de quinze mille enseignants du secteur public. Le trafic de cocaîne a, lui, repris de manière importante, en dépit de l'opération coup de poing » menée dans le pays au cours de l'année 1986 par les Etats-Unis. Selon certaines sources, cette démission serait l'illustration des problèmes rencontrés par les autorités dans ce domaine, notamment per le ministre de l'intérieur, M. Fernando Barthelemy, parfois accusé de « faibiesses - envers les trafiquants. La réussite de la lutte contre l'inflation, qui n'est plus qu'à deux chiffres avoir fréquemment dépassé les 10000% et les perspectives d'élections municipales en décembre devraient être l'occasion pour le nouveau cabinet d'un assouplissement de sa politique de rigueur, qui provoque toujours d'importants mouvements socianx



' il n'en reste pas moins que ce fils et petit-fils d'élus républicains, sénateur du Tennesses pendant dis-huit ans et chef de file des républics Sénet depuis 1977, avait décidé en 1984 de ne pes se représenter pour mieux se préparer à se lancer dans la course présidentielle - pour la deuxième fois puisqu'il avait déjà bri-

On ne fait pas ai vite une croix sur une aussi longue quête et M. Baker pourrait bien avoir considéré qu'il n'avait, comme républicain, aucune chance en 1988, si le blason de son parti n'était pas redoré d'ici là : que ses atouts personnels étaient suffisante pour tenter l'impossible ; qu'un éventuel succès, même pertiel, ferait de lui la personnalité la plus en vue de Washington; que ses deux principaux rivaux, le sénateur Dole et le vice-président Bush sont bien partie pour s'épuiser l'un l'autre - en un mot, que le Maleon Blanche était peut-être le plus court chemin... vers Maison Blanche.

Conciliant mais mancurrier

Car, pour souple et affable que soit le nouveau secrétaire général, il est tout sauf un invertébré. Conciliant, largement apprécié pour sa modération et son humour, il a toujours eu l'élégance de laisser oublier l'une de ses nombreuses qualités : il n'est pas aussi piètre manœuvrier qu'il le laisse peraître.

M. Baker pourrait d'autant mieux présider à un tournant qu'il a longtemps été membre de la commissi des affaires étrangères du Sénat, qu'il connaît bien les dossiers inter-nationaux, qu'il s'y intéresse (con-dib-neuf jours de détention. — (AFP.)



qu'il est connu surtout pour être pertisan du réalisme dans les rapports sunc l'Elvion aquiétique.

Que M. Resonn en soit conscient où non, son nouveau secrétaire géné-ral pourrait prêter la main de façon décisive à ce que pourrait être - s'il en est encore temps - le seul grand auccès de sa présidence : la signeture d'un accord de réduction des armements.

 Amnesty adopts en prison-nier de conscience américain. — Pour la première fois depuis 1979, Amnesty international a annoncé vendredi 27 février, l'adoption d'un Unia. Il s'agit d'une jeune femme enceinte, Stacey Lynn Merkt, condamnée pour violation des lois américaines sur l'immigration dans le cadre de ses activités en faveur de réfugiés salvadoriens. La jeune femme, de confession méthodista accomplit depuis le 29 janvier au

l'investissement sur dix ans, délai prévu pour l'accomplissement des travaux, devrait de situer aux alentours de 4 milliards de dollara, dout plus de la moitié serait prise en charge par le secteur privé et le reste par l'Etat, avec de la Banque interaméricaine de

Il ne semble donc plus y avoir d'obstacle pour que le bourg de Viedma, - trente-cinq mille habitants, pour la plupart fonction-naires, -capitale de la province de Rio-Negro, du nom du fleuve qui la traverse (deux cinémas, un théâtre municipal, quinze taxis, un hôpital, trois hôtels et deux journaux devienne un jour une vraie grande ville agitée et polluée, augmentée de quelque cent mille nouveaux habitants de

Viedma, c'est déjà la Patagome. Une casis au milieu de la pampa inhospitalière, balayée par « un vent qui rend fou », brîlée par un solcil qu'aucun arbre ne vient atténuer. Autour de Viedma, c'est - le désert » comme l'appelaient les premier colons sans tenir compte des Indiens, nomades pour la plupart, qui le parcouraient et en vivaient,

avant le génocide. Aujourd'hui, il reste en Argentine deux cent mille indigenes parlant encore la langue de leurs encêtres, dont dix mille au Rio-Negro et deux mille à Viedma ou à proximité. Eux n'out que faire de la décentralisation. L'histoire leur a prouvé qu'ils n'avaient rien de bon à attendre des « Blancs ». Même s'ils out autrefois commercé avec eux, échangeant peaux et bétail volé contre tabac, sel, farine et alcool. Et même si les survivants sont pour la plupart intégrés, de gré ou de force,



employés dans l'administration ou main-d'œuvre bon marché.

Les Mapuches (« hommes de la terre ») vivaient de pêche et de chasse jusqu'à ce que, en 1778, le roi Charles III d'Espagne décide d'y envoyer ses conquistadores, pour éviter que les marins anglais. français ou hollandais qui pêchaient la baleine ou le phoque dans l'Atlantique sud ne soient tentés d'occuper les étendues

quasi désertiques de la Patagonie. Pour protéger les colons espa-gnols contre l'« agressivité » des indigènes, il a fait construire des forts tout le long de la côte. Mais le manque d'eau douce y rendait la vie impossible. C'est alors que Don Francisco de Viedma est

parti vers les rives du rio Negro à la recherche d'un site plus accueillant. A 30 kilomètres de l'embouchure, il a trouvé l'idéal : - des plaines sertiles au sud et des marais salants au nord. »

Ainsi fat construit en 1779 le fort de Nuestra-Senoradel-Carmen, dont il reste aujourd'hui la tour de Guet, surplombant la colline où s'accroche le village de Patagones, sur la rive gauche du fleuve, le double historique de Viedma, mais beaucoup plus typique avec son musée et ses canons de la marine espagnole pointés vers le fleuve, ses vicilles maisons coloniales et sa cathédrale toute blanche.

CATHERINE DERIVERY.

A TRAVERS LE MONDE

Liban

Le camp de Chatila ravitaillé

pour la première fois

Le camp palestinien de Chatile a été ravitaillé vendredi 27 février. pour la première fois depuis trois mois, alors que l'armée syrienne contrôle désormais tous les accès de la bankeue sud chitte de Seyrouth, où se trouvent des fiefs du Hezbolish (Parti de Dieu, Intégriete pro-iranien).

L'UNRWA (Office de secours des Nations unies aux réfugiés de Palestine) a réussi à fournir aux qua-tre mille Palestiniens de Chatila, encerciés depuis le 26 novembre

16 tonnes de farine et 4 tonnes de lait en poudre. Amal a, toutefois, coriflequé un chargement de médicaments car, seign un de ses responsables, « l'accord [de ravitaillement] n'inclusit pas de produits médi-

D'autre part, l'armée syrienne a

continué le « nettoyage » de Bevrouth-Quest. Elle a vidé seot nouveaux dépôts de munitions et fermé sobtente-quinze permanences et appartements occupés par les milices. Cette remise en ordre n'est pas sans bavure. Un gendarme libeneis en civil qui porteit son ainte sur lui a été tué. Un cadre du Front de salut national palestinian, Farid Abdellah Seid, qui avait été vu dans un carnion militaire syrien a été 1986 par la málice chitte. Amai, retrouvé à la morgue de l'hôpital de faire la tumière sur la fusillade qui

américain. Plusieurs sources font état de confiscations de maisons et d'appartements dans la zone de la cité sportive qui joucte le camp de

D'autre part, le général Kanaan, chef des services de renseigneme syriens su Liban, a indiqué que Dames n'interviendrait pas militairement pour libérer les otages occidentaux qui, salon lui, ne se trouvent pas dens les régions sous contrôle synen.

Philippines

L'enquête sur la fusillade du 22 janvier

La commission d'enquête citamée

avait fait au moins douze morts et soixante-quatorza blessés le 22 janvier à Manille, lors d'une manifestation paysanne au pont Mendiola près du palais présidentiel (le Monde du 24 janvier), a recommandé, dans son rapport publié vendredi 27 février, que le chef des manifestants soit inculpé pour sédition. Mais alle a également estimé que les torts étaient pertagés entre les paysans et les forces de l'ordre.

La commission de trois membres formée par M^{ne} Aquino immédiatement après l'affrontement a, de ce fait, également recommandé à la présidente d'imposer des sanctions administratives aux officiers de police et de l'armée responsables des unités qui avaient ouvert le feu. La commission ne s'est toutefois pas

prononcéa sur la question de savoir d'où était parti le premier coup de fau et a demandé que le Bureau national d'investigations, un organisme civil, poursuive l'anquête.

D'autre part, M. José Diokno,

figure de proue de la défense des droits de l'homme aux Philippines et ancien chef de la commission chargée de négocier avec la guérille communiste, est décédé, vendredi, à l'âge de soixante-cinq ens. Il était atteint d'un cencer. M. Diokno avait démissionne de ses fonctions de négociateur au lendemain de la fusillade du pont Mendiola. Ancien secrétaire à la justice, longtemps sénateur, M. Diokno était considéré comme un des hommes-clés qui avaient permis l'éviction de M. Marcos en 1986. Mr Aquino a ordonné un deuil natio-

Le poker menteur de la démocratie chrétienne et du Parti socialiste

de notre correspondant

 Chronique d'une crise annoncée » : ainsi pouralt-on résumer les événements du vendredi 27 février à Rome. Vers 13 h 30, au terme d'une longue réunion des secrétaires des cinq partis de la coalition au pouvoir depuis 1983, la rumeur de la ville est devenue information : le 3 mars, M. Bettino Craxi se rendra au sis Madame, siège de la Cha bre haute, pour expliquer aux sénateurs les raisons pour lesquelles la situation ne peut plus durer. Puis il se randra aussitôt au Quirinal présenter au président de la République la démission de son

Dans les explications qu'il a fournies à ses pertenaires, le leanovembre de l'an demier l'origine de la crise. Lors d'une réunion de Parti républicain membre du e pentaparti » avait alors posé la question, par la voix de son secré-taire, la ministre de la défense M. Glovanni Spadolini : y a-t-il encore une majorité ? Au début de 1987, les sociaux-démocrates, puis les libéraux, ont exprinté semblable scepticisme. Quant à la démocratie chrétienne (DC), dans son obsession de récupérar la direction du gouvernement, elle menaçait de reti-rer ses ministres du cabinet. Bref, selon le président du conseil, il ne restait plus guère que les accia-listes pour croire à l'alliance (

La réalité est que, aux appro-ches du moment convenu pour la stafetta (passage du relais, c'est-à-dire le rempiscement, en principe fin mers, de M. Crexi per un lémocrate-chrétien au paleis Chigi), le PSI a, suivent une méthode où il est pessé maître, multiplié les petites provocations visant à déserponner M. De Mita, escrétaire de la DC, dans un leu qui tient du poker menteur. dernière trouvaille, le 17 février, avait été de déclarer « abusif » le pacte de la stafetta. Rien de tel, assura ce soir-là M. Craxi à la télévision, n'avait jamais été conclu. Stupéfactio des démocrates-chrétiens, qui exhibèrent le texte écrit que, prudents, ils avaient exigé de leur partenaire l'été demier. Recutant d'un pes après avoir avancé de deux, le président du conseil explique alors que ce qu'il avait déclaré « abusif », c'était l'assurance de la DC que le passage du relais serait e automatique ». Tout était en réalité à renégocier, du programme à la répartition des ministères. Et, de fait, en se reportant à la lettre de l'accord. on constate que ces points avaient été laissés dans le

Les oppositions politiques existent bien évidenment entre les deux partis clés de l'alliance. Elles portent en particulier sur l'éven-tuel arrêt du nucléaire civil en ltale et sur certaines améliorations à apporter à la justice (*le Monde* du 28 février). Les rapprochements entre les points de vue sont pourtent loin d'être inimaginables. lla permettraient en particulier d'éviter des référendums prévus our ces thèmes le 14 juin - et qui verraient selon touts probabilité la DC dans le camp perdant, — ce dont alle na peut évidemment

Partenaires-adversaires

En toute hypothèse, les cinq partis de la coalition ont répété vendredi qu'il n'existait pes d'autre majorité possible que calle à cinq actuellement constituée autour de l'axe PS-DC. Alors pourquoi, pourreit-on se demender un peu natvement, ne pas avoir tenté, sans crise, d'hermoni-ser les positions ? C'est que les deux partenaires inévitables sont en même temps des adversaires irrémédiables : chacun cherche à être à la fois le cœur et la tête de

La PSI est dès fors condamné à l'activisme incessant, parce que sa force, pour décisive quelle soit, est électoralement modeste (11,4 % des voix lors des der-nières législatives en 1983). Quant à la DC, qui — bien que premier parti du peys avec 32,9 % des voix — avait jugé opportun, après trenta-cinq ans de pouvoir ininterrompu, d'aban-donner provisoirement le premier rôle, elle ne peut plus continuer à aveler les couleuvres de M. Craxi, sous peine de perdre sa crédibilité. L'approche des législatives exacrbe bien entendu les ten-

En choisissent de démis

qualques jours avant un débet de confiance à la Chambre réclamé par le PCI, M. Craxi semble avoir voulu éviter l'affrontement direct avec la DC. Mais on remarque aussi que la méthode consistant à expliquer aux parlementaires les raisons de la crise immédiatement avant de remettre son mandat au président de la République est celle qui avait déjà été utilisée par le leader socialiste lors du précédent incident de parcours le 27 juin dernier. Ne semble t elle pes impliquer que le président du consait sortant s'attend à être à nouveau pressenti per le chef de l'Etat — ne serait-ce que pour former un gouvernement qui organiserait des élections anticipées à la fin de ce printemps ? Officielle-ment, le PCI accepte qu'un démocrate-chrétien dirige le pro-chain gouvernement. Mais il a tellement pris tout le monde à que les doutes sont permis, au moins pour l'année qui reste à courir pour l'actuelle législature.

JEAN-PIERRE CLERC.

Le Vatican n'envisage pas d'extrader le prélat

Le Saint-Siège a fait savoir, ven-dredi 27 février, qu'il rejetterait le mandat d'arrêt italien, assorti d'une demande d'extradition, lancé contre Mgr Paul Marcinkus, président de l'Institut pour les œuvres religieuses (1002)

Mais ni le mandat d'arrêt ni la demande d'extradition n'ont fait l'objet d'une annonce officielle de la part des magistrats milanais chargés de l'affaire. Le ministère italien des

saisi d'ancune demande de transmis-sion au Vatican du mandat d'arrêt.

L'absence de traité d'extradition entre l'Italie et le Vatican complique singulièrement l'« affaire Marcinkus». Le traité du Latrau, signé en 1929 entre Pie XI et Mussolini, règle les rapports entre les deux pays. Le Vatican se prévaut de l'article 10 du traité, aux termes duquel « les eccléstastiques qui participent hors du Vatican à l'exécution des actes du Saint-Siège [ne

penvent être l'objet] d'aucune enquête ou d'aucune molestation de la part des autorités italiennes ».

la part des autorités italiennes ».

Les juges milanais pourraient, en revanche, invoquer l'article 22 du traité, selon lequel, « à la demande du Saint-Siège, l'Italie pourra veiller sur son territoire à la punition des délits commis dans la cité du Vatican », et que « le Saint-Siège pourrait remettre à l'Italie les personnes réfugiées dans la cité du Vatican ». Mais Mgr Marcinkus est citoyen du Vatican... – (AFP.)

grade in the the

L'une des ci

🐂 🖛 🚉 معيشب

Sales and

Control of the last of

Company of the Company

i i al Hagilia

24 × #

CONTRACTOR OF THE PARTY OF THE

1 To 1

-

1.75 200

\$ 2.28°

1000 数表 2000 と 1000 で かいかい

The second of the second

grant in the second of the

温度等では、1000円

震震 塩 ボール・・・ エービー

And the second of the second of the second

THE BURN OF STREET STREET

Therefore a second of the bull

The section of the section of the

Birgge mar in the gran 海型(p. 1992 ロッカン)

St. Barrier St. Co.

No the state of the state of

Remarks to the second

in the first of the second

The design of the second

12 m leteral are to the territory

The Administration of the

The Marie State Section of the Section

D 20 30 11 WANT 18 THE RESERVE THE PROPERTY OF THE PARTY OF

THE REPORT OF THE REAL

And and the second

F and the at the said the said

The service of the service

the second of the second of the second

the first devices of a page?

the state of the same of

The manufacture of the contraction of the contracti

the state of the s

-

The state of the same was

The state of the s

The state of the said of the said The standing of the standing o

The property and the same

Voulez-vous de je de Chicorée dans

The second second

Section 19 Section 19

The second secon The state of the state of

The state of the s

The second secon

STATE OF THE PARTY OF THE PARTY

The second second

CO Marie Committee of the Committee of t

522 was more a victor

THE THE STATE OF STAT

Santa erro er er er en er er er er er

Le « gorille » des papes

Mgr Paul Casimir Marcinkus, cont la famille est d'origine lituanienne, est né près de Chicago, à Cicaro, la ville d'Al Capone, en 1922. C'est en 1952 qu'il a débarqué à Rome, après avoir occupé diverses fonctions dans son pays, et aussi en Amérique du Sud. à est devenu au début des armées 80 (avec la protection de l'influent cardinal Banelli), interprète

Un nouveau statut pour les juifs

Rome. - Les trente-cinq mille juifs italiens ont, depuis vendredi 27 février, un nouveau statut réglant les rapports de leur communanté avec l'Etat. Leur présidente, M= Tullia Zevi, a signé avec le président du conseil, M. Bettino Craxi, un accord qui remplace les précédentes lois concernant les juifs de la péninsule, dont certaines discriminations de la précédent de la président de la p toires, mais en fait non appliquées, remontaient à la période fasciste.

remontaient à la persone rascisse.

L'Etat italien reconnaît notamment le droit des juifs au repos sabbatique aussi bien dans les administrations que dans les écoles. Il
reconnaît également toutes les fêtes
juives, permet aux juifs de prêter
serment dans les tribunaux la tête
de de prouvoir disposer converte et de pouvoir disposer d'une assistance spirituelle. Il pré-voit aussi le respect de leurs règles alimentaires — comme celles concer-nant l'abattage des animanx — dans les casernes, dans les bôpitanx et dans les prisons. — (AFP.)

entrepris toute une série de voyages. Migr Marchios a pris peu à peu du poids dans le système d'organisation de ces déplacements, au point d'envenir, vers la fin des années 60. le principal responsable.

En 1970, aux Philippines, c'est kui En 1970, aux Philippines, c'est sa qui, grâce à sa présence d'esprit et à ses quelités athiétiques (ce sportif, grand amateur de goff, mesure 1,90 m), avait arrêté le bras d'un déséquilibré qui voulait poignarder Paul VI. Migr Marcinkus, il est vail se considérais écolomost, se ser vail se considérait également comme le « gorille » du pape, et, à ce time, agissait parfois avec une grande nuclesse envers les journalistes de rudesse envers les journalistes de l'escorte, ce qui acplique aussi en partie qu'il alt toujours eu mauvaise presse. Mais le long voyage asistique de 1970 dont Paul VI était revenu ápuisé deveit être le demier d'un pomificat qui alleit durer teut années encore. Aussi Mgr Marcinkus alfaittrouver du temps pour les fonctions qui vensient de fui être confiées en essument la responsabilité suprême de l'institut pour les œuvres de le religion (IOR). On seit evec quel succès,,,

Jean-Paul 1º, pour trents-trois jours, puis Jean-Paul II depuis octo-bre 1978 ont hérité de l'encombrant évêque. Il n'est pas dans les habi-tudes de la millénaire administration vaticane de faire valser les têtes, et

Mgr Paul Casimir Marcinkus, dont de Paul VI, qui, à partir de 1964. Jean-Paul II y était, moins que qui-famille est d'origine lituanienne, rompant avec le traditionnel confine-t né près de Chicago, à Cicero, la ment des papes au Vatican, avait donc conservé toutes ses fonctions. Ses ennemis assurent qu'il aurait notemment conquis l'estime du pape en feisent pervenir en 1980 des fonds su syndicat poloneis Solidariné, alors en pleine activité.

Gouverneur de l'Etat

En 1981, pourtant, loraque éclate le scandale Ambrosiano, l'étoile du prélat américain commence à pâir. En 1982, lorsque le krach est avéré, il est remplacé dans ses fonctions d'organisateur de voyages, qui, avec Jean-Paul II, avaient évidenment repris un nouveau lustre. Pourtant, Jean-Paul II l'a maintenu dans ses fonctions à l'institut et l'a fait gou-verneur de l'Etat de la cité du Vaticen - une sorte de maire du pelais. Le 25 saptembre 1981, il l'a nommé erchevêque. Le demier annuaire pontifical paru il y a quelques samaines constate nésomoirs discrètement une diminutio espités le concernant : le président de l'IOR set désormais désigné comme président de son t bureau administratif ». Les « vaticanologues y observent d'autre part que, désigné seulement comme « pro-président » de la commission pontificale pour l'Etat de la cité du Vatican, le prélat américain est normalement exclu pour l'evenir de la fonction cardinalics. - J.-P. C.

Afrique

L'attaque des forces sahraouies aux confins algéro-mauritaniens

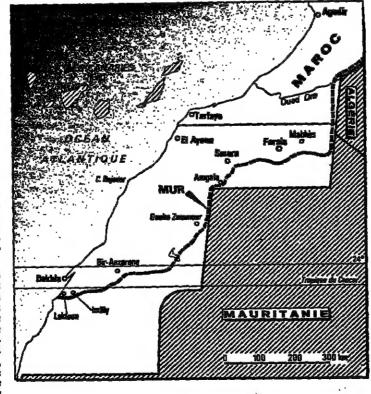
Le Polisario a voulu démythifier le « mur » marocain

An lendemain des combats qui ont opposé, mercredi 25 février, l'armée marocaine au Front Polisario (le Monde du 27 lévrier), cha-cun des adversaires déclare avoir des raisons d'être satisfait. A Rabat. où l'on avait rapidement annoncé une bataille d'une « rare violence », sans attendre le communiqué des forces sairaouies, on estime que le « mur » de défense a fait une nonvelle fois la preuve de son efficacité puisque, même après avoir bénéficié de l'effet de surprise, l'ememi n'a pas pu occuper les lieux plus de cinq heures. On présente comme une « affabulation » l'incursion que le Polisario assure avoir faite « dans les profondeurs du dispositif de défense marocain », cur, dit-on, si l'on peut faire une brèche dans le "mur », on ne peut pas aller très au-delà « sans qu'il se referme sur

Pour sa part, le Polisario estime avoir montré aux soldats marocains que, même après l'édification du r », ils ne sont mille part à l'abri. Jamais une opération d'une telle envergure n'avait été menée depuis l'a offensive Grand Magh-reb » déclenchée en octobre 1984 près de Zag, dans le Sud marocain, où commence le « mur ». Déjà, à cette époque, Rabat avait parlé de « violents combats, souvent au corps à corps », admettant avoir eu

Les pertes subies par l'armée royale out été encore plus impor-tantes cette fois-ci. Le Polisario avait invité des journalistes qui out assisté à l'offensive à quelques kilo-mètres en retrait. Selon le témnignage de l'envoyé spécial de l'AFP, les Sahraouis ont ramené avec eux quatre-vingt-trois prisonniers dont une vingtaine étaient blessés. Du matériel de guerre marocain a été emporté: un char, deux canons et plusieurs mitrailleuses. «L'armée marocaine a engage l'aviation et des hélicoptères», affirme l'envoyé spé-cial de l'AFP, qui fait état d'une intense préparation d'artillerie dans la muit de mardi à mercredi, avant l'assant à l'aube, quelque part entre Mahbès et Farcia.

Le Polisario n'a communiqué à ses hôtes journalistes aucune information sur les effectifs et le matériel utilisés pour l'attaque. De source



marocaine, on affirme que les assaillants étaient environ quatre cents « sur une centaine de véhicules blindés accompagnés de la logisti-que » ; on « pense » que ces hommes vensient de la Mauritanie.

Conjoncture diplomatique

Ce type d'opération, qui implique aussi de lourdes pertes pour le Poli-sario qui doit franchir des champs de mines et neutraliser des points de défense bien équipés, a avant tout un but psychologique. « Nous avons voulu démythifier le mur », nons déclarait déjà un dirigeant sahraoui, M. Bachir Mustapha Sayed, après l'offensive de 1984. Le moment choisi a une signification : trois jours avant le onzième anniversaire de la proclamation de la République arabe sahraonie démocratique

(RASD) et une semaine avant la

D'autre part, une conférence des ministres des affaires étrangères de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) se tient à Addis-Abebs, Les (OUA) se tient à Addis-Abeba. Les attaques des combattants sahraonis comcident souvent avec de telles réunions. Depuis l'admission de la RASD au sein de l'OUA, Rabat estime que celle-ci s'est disqualifiée pour proposer ses bons offices. Mais la diplomatie marocaine semble avoir mesuré les effets négatifs d'une relative absence sur la scène africaine. Les relations, diplomatiques et économiques, sont réactivées avec plusieurs capitales subsahariennes. Le roi Hassan II a reçu sahariennes. Le roi Hassan II a reçu à Fez, le 21 février, M. Denis Sasson Nguesso, chef de l'Etat congolais et président en exercice de l'OUA, qui venait de faire une tournée en Europe. Il s'agissait de la première visite à ce niveau depuis que le Maroc s'est retiré de l'organisation

ture, le Polisario avait tout intérêt à

Il y a maintenant deux poches d'inégale étendue, tennes par les Sahraouis : l'une aux confins algéromauritaniers, où a cu lieu l'attaque du 25 ; l'antre, au sud du territoire, entre la Manritanie et l'Atlantique An nord de cette seconde poche, le «mur» longe la frontière mamita-nienne sur plus de 100 kilomètres mais les Sahraouis continuent à transiter en terre étrangère pour se rendre dans leurs bases de la région de Tindouf, en Algérie.

Sans l'annoncer encore officiellement, les Marocains avaient commencé, à la mi-février, un nouveau «mur» qui descendra encore plus au sud, le long de la Mauritanie, de façon à interdire un jour le littoral an Polisario. Même si la dernière offensive sahraouie a été une mauvaise surprise pour l'état-major marocain, rien n'indique que cette « stratégie des murs » soit remise en

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

e RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE: les parents de Pierre-André Albertini ont rendu visite à leur fils. → Pendant uns vingtaine de minutes, M. et M™ Albertini, les parents de ce coopérant français détenu depuis quatre mois au Ciskai, ont pu voir jeur fils, vendredi 27 février, demière les barreaux d'une prison. Sélon un les barreaux d'une prison. Selon un porte-parole du ministre aud-africain des affaires étrangères, ils sont ensuite partis, de leur plein gré, à l'aéroport de Johannesburg où, ven-dredi soir, ils ont pris un avion pour

e Zinzi Mandels interpellés per la police. — La fille de Nelson Mandele, le « chef historique » de l'ANC (Congrès national stricain), a été interpellée, vendredi 27 février, à Johannesburg au domoicile de sa mère, Mª Winnie Mandela. Conduite dans un poste de police, elle a été interrogée au sujet d'un pistolet de fabrication soviétique qui aurait été trouvé dans le maison. Zinzi Mandela

Asie

Deuxième bombardement afghan en territoire pakistanais

Plus de quarante personnes ont été tuées, vendredi 27 février, au cours d'un nouveau bombardement aérien afghan — le deuxième en deux jours (le Monde du 28 février) — contre des camps de réfugiés aitués dans la région frontalière au nord et au nord-ouest du Pakistan, selon un premier bilan établi par des responsables et des résistants efghans dans la région.

Ca nouveau raid est intervenu alors que le gouvernement pakista-nais réagissait vivement au premier bombardement opéré la veille contre des villages de la région frontalière par l'aviation afghane, qui avait fait en moins quarante morts et près de deux cents blessés. Le bombarde-ment de jeudi, a déclaré le gouverne-ment d'Islamabad, « compromet » les négociations indirectes avec le régime pro-soviétique de Kaboul, qui se déronlent à Genève par entremise des Nations unies. « Le Pakistan se réserve le droit d'une riposte appropriée dont seul Kaboul sera responsable », a ajouté le com-muniqué officiel pakistansis.

Dans l'opération de vendredi, six avions afghans ont laché seize bombes directement sur des camps de réfugiés, détruisant « totalement », selon un responsable pakis-tanais de l'administration locale, le camp de Mattasanga, près de Parat-chinar, et causant d'importants dégâts à celui de Khardand, près de frontière. Le chef du mouvement de résistance Hezb-i-Islami, M. Gulbodin Hekmatyar, a affirmé que les victimes - quarante-trois morts et plusieurs dizaines de blessés appartensient à son organisation.

· Embarras et malaise

Le premier ministre pakistanais, M. Mohammed Khan Junejo, qui était vendredi à Peshawar, près de la frontière pakistano-afghane, a affirmé que ces raids étaient destinés à accentuer la pression sur Isla-mabad pendant ces négociations. Mais, a-t-il ajouté, le Pakistan « ne succombera pas à la pression » et poursuivra « la politique de recherche d'un règlement politique » es

A Genève, où les pourparlers indi-tects se sont poursuivis vendredi

matin au Palais des Nations unies, la nouvelle de ces bombardements a suscité embarras et malaise. La double action de l'aviation afghane ne ble action de l'aviation afghane ne pouvait plus mai tomber, et le ministre pakistanais des affaires étrangères, M. Sahabzada Yakonb Khan, chef de la délégation pakistanaise aux pourpariers, s'est rapidement fait l'écho de la protestation de son gouvernement. : « Cette attaque barbare et gratuite, a-t-il dit, montre qu'au lieu de chercher à créer un climat propice, le régime de Kaboul apprave délibérément la tension et aggrave délibérément la tension et assombrit les perspectives de ces conversations. Cela trahit un manque total de sérieux de sa part. »

Le président de la Cour révolutionnaire d'Afghanistan, M. Karim Shadan, membre de la délégation afghane auprès de la Commission des droits de l'homme des Nations unies a, quant à lui, purement et simplement nie ces bombardements, «Nous n'avons jamais bombarde le Pakistan et le prétendu bombardement de jeudi est une pure invention », a-t-il affirmé. — (AFP.)

Diplomatie

M. Paul Blanc ambassadeur à Beyrouth

Le Quai d'Orsay a annoncé, ven-dredi 27 février, la nomination de M. Paul Bianc, jusqu'alors délégué de la France à la commission Moselle, comme ambassadeur à Beyrouth, en remplacement de M. Christian Gracif.

M. Christian Graeff.

[Né le 12 soft 1924, docteur en droit et breveté de l'Ecole autonale de la France d'outre-mer, M. Paul Blanc est entré au service d'outre-mer en 1946 (devens ministère de la France d'outre-mer en 1956), où il est resté jusqu'en 1960. Intégré dans le cadre des socrétaires des affaires étangères en 1958, il a rejoint l'administration centrale (Afrique-Levant) en 1960. Secrétaire à Ottawa de 1962 à 1966, puis premier conseiller à Fort-Lamy de 1966 à 1969, et deuxième couseiller à la mission permanente des Nations unies de 1969 à 1972, M. Blanc a été ambassadeur à Ouagadougou de 1973 à 1977, à Magnuto de 1977 à 1981, et à Tanansrive de 1981 à 1984.]

Politique

dépôts d'armes par la police.

Bref, une belle empoignade de

chiffres, après laquelle la Haute

Autorité conclut sagement...

qu'on ne peut rien conclure et

que « les conditions d'une infor-

mation incontestée sont difficile-

ment réunies » en Corse, en rai-

son « de l'existence d'activités

illégales et terroristes ». On ne

Sans entrer dans d'insolubles

querelles de chronomètre, force

est de constater que les accusa-tions de M. Giacobbi ne sont pas

sans fondement. Bien souvent, le

journal télévisé est dévoré par la

lecture d'une kyrielle de commu-

niqués soporifiques émanant des

innombrables associations politi-

ques, culturelles on des syndicats

proches de la monvance indépen-

dantiste et autonomiste.

L'enthousiasme journalistique, la

fougue investigatrice indéniables

dont a fait preuve la rédaction

de FR3, se sont trop souvent

Les téléspectateurs corses out

eu droit à des enquêtes incisives

et très achevées, n'ayant rien à

envier à celles des chaînes natio-

nales, sur la fraude électorale,

les multiples méfaits du cla-

nisme ou les vexations subies par

les pensionnaires de l'hôpital psychiatrique d'Ajaccio. Mais on

attend encore des enquêtes équi-

valentes sur l'« impôt révolution-

naire » prélevé sous la menace par l'ex-FLNC ou sur les interfé-

rences entre terrorisme et bandi-

Bref, la télévision n'a jamais

trop cherché à peiner les indé-

pendantistes on les autonomistes.

exercées à sens unique.

saurait mieux dire.

Après la déclaration de M. Pasqua

M. Bérégovoy: «Il n'y a pas de limite à la démocratie»

M. Pierre Bérégovoy a réagi, vendredi 27 février sur TF1, aux propos du ministre de l'intérieur, selon lesquels « la démocratie s'arrête où commence l'intérêt de l'État ». « Je considère pour ma part qu'il n'y a pas de limite à la démocratie. pas de limite à la démocratie. Qu'un gouvernement quel qu'il soit doit respecter le droit et qu'il doit la vérité aux Français. » M. Bérégovoy à ajouté : « S'agissant de cette affaire de faux passeport, il serais bon que l'on sache tout, et je me demande si M. Pasqua n'a pas comfandu l'intérêt du ministre de confondu l'intérêt du ministre de l'intérieur avec l'intérêt national. Dans cette affaire come dans toutes les autres, le pays a droit à la vérité. On doit savoir qui a donné à M. Chalier son faux passeport.» « Il faut que tous les hommes politiques assument leurs responsabi-lités », a-t-il encore affirmé, sonfignant que dans l'affaire Greenpeace il y a eu des erreurs des services et que le principal responsable au

-7

niveau politique, Charles Hernu, qui n'était pas responsable des faits accomplis, en a tiré la leçon en donnant sa démission. C'est une leçon de dignité qu'il a donnée à tous les responsables politiques ».

Pour M. Bérégovoy, « M. Pasqua a, en fait, beaucoup de chance; il a en face de lui une opposition res-ponsable qui sait que sa tâche n'est pas facile et qui ne cherche pas à la lui compliquer .. Le maire de Nevers a réagi vivement aux propos de M. Jacques Toubon après l'arrestation des dirigeants d'Action directe, estimant que le secrétaire général du RPR « s'est déshonoré par sa mise en cause du président de la République. Le terrorisme m'inquiète et je crois que face au terrorisme (...) il faut trois choses : le respect de l'Etat de droit, dire la vérité aux Français et azsurer la cohésion nationale », a conclu

Aboutissement d'une longue querelle

«FR 3 Corse normalisée»

(Suite de la première page.) Depuis quatre ans, le pugilat défraie la chronique insulaire. Pour étayer ses accusations, le

président du conseil général fait établir quotidiemement, par ses services, le relevé minutieux des temps d'antenne accordés à tous les mouvements proches des sensibilités indépendantistes ou autonomistes. En 1984, ce comp-tage étant jugé accablant, M. Giacobbi suscite la venue dans l'Ile d'une commission sénatoriale, conduite par M. Charles

> Affaire de chronomètre

Sur la foi de ces pointages, les sénateurs concluent tout naturel-lement que FR 3 Corse est devenue « le porte-parole des nouve-ments séparatistes ». Saisie, la

Haute Autorité demande en Depuis l'arrivée de M. Sanpierro Sanguinetti, l'a institution colotoute hâte un contre-rapport à niale - que représente la télévi-M. Sanpierro Sanguinetti. Celuici s'aperçoit alors que M. Pas-qua a inclus dans le temps de sion d'Etat n'a d'ailleurs jamais eu à subir le moindre plasticage parole favorable « à l'ex-FLNC de l'ex-FLNC; avant 1982, à et autres nationalistes », une l'époque où tout ce qui était nationaliste était interdit longue interview d'un assureur à d'antenne, les locaux avaient été propos de l'indemnisation des plasticages ou encore des reporplastiqués huit fois coup sur tages sur la découverte de

Rapports tendus avec la police

Avec la police, en revanche, les rapports sont souvent tendus. Soutenn par la Haute Autorité, M. Sanpierro Sanguinetti s'oppose ainsi à la diffusion, au cours du journal, d'un enregistrement de la voix des ravisseurs d'un coiffeur d'Ajaccio. Un compromis est finalement trouvé: l'enregistrement sera diffusé avant le journal. Les journalistes s'opposent encore à la saisie par la police de la cassette d'une cérémonie d'enterrement d'un nationaliste, auquel participaient des militants en cagoule.

Ce petit jeu de Robin des Bois politico-policier n'est pourtant pas la principale cause du rejet de FR 3 par les politiciens traditionnels. C'est peu dire que la création d'un journal télévisé quotidien a fait souffler une bourrasque dans les travées de l'assemblée régionale, qui ne s'est toujours pas remise de l'intrusion en son sein des

L'équipe de FR 3 s'est fait un petit plaisir en compilant, sur une « cassette-sottisier », les agressions dont elle a été l'objet à la tribune de l'assemblée. Un jour, c'est un conseiller qui se plaint de la chaleur dégagée par les projecteurs; il faut donc filmer dans la pénombre. Le lende-main, l'assemblée prend quelques heures sur son précieux temps pour visionner collectivement le journal télévisé de la

veille, afin de vérifier l'honnêteté

du compte rendu de ses augustes

Régulièrement, des conseillers demandent que soit imposé aux journalistes un « cahier des charges » on qu'ils soient, purement et simplement, éjectés de la salle des séances. De toutes ces attaques, le journal télévisé du soir s'empresse d'ailleurs de rendre compte, avec un sérieux imperturbable et, hors antenne, de grandes rigolades aident à supporter ce climat plutôt lourd.

Les hommes politiques, à vrai dire, ne sont pas unanimes à vouer la télévision aux gémonies. Mais les clivages sont ici moins de partis que de générations. Car la relève politique corse, toutes tendances confondues, se sert du petit écran comme d'un fantastique levier pour pousser vers la sortie les gérontes toutpuissants qui, contrôlant les principanx clans, contrôlent l'ile.

«En accélérant un processus de notoriété, les médias permettent de passer au-dessus de la tête de ces relais obligés qu'étaient les clans, les clientèles et les municipalités», explique M. José Rossi, président (UDF) du conseil général de la Corse du Sud à quarantedeux ans, autant dire, à l'échelle insulaire, au berceau. La télégénie est donc devenue un critère d'éligibilité parmi d'autres. La classe politique traditionnelle n'a pas su s'adapter à la télévision, confirme M. Vincent Carlotti, maire d'Aleria. Sa communication est fondée sur le bouche à oreille, lors des fêtes et des mariages. Tolérer une vraie information sur ses pratiques clientélistes reviendrait pour elle à signer son arrêt de mort.

Mais l'impulsion donnée par l'équipe de M. Sanpierro Sanguinetti peut-elle désormais - sauf pour FR 3 à plier bagages en Corse et à se replier sur Marseille – être stoppée?

DANIEL SCHNEIDERMANN.

BIBLIOGRAPHIE

«Chronologie foncière et agricole de la Nouvelle-Calédonie», de Joël Dauphiné

L'une des clés du casse-tête

Voilà un ouvrage documentaire qui tombe bien pour éclairer la lanterne de ceux qui s'interrogeraient encore sur les causes historiques des revendications de la communauté canaque de Nouvelle-Calédonie.

En rassemblent, dans un souci pédagogique, les principsux actes officiels qui ent régi la vie foncière et agricole du territoire depuis la prise de possession> proclamée au nom de la France, le 24 septembre 1853, par l'amiral Febvrier-Despointes, jusqu'an début de l'épo-que moderne, Jost Dauphiné, un métropolitain qui enseigne l'histoire au lycée La Pérouse de Nouméa, fournit en effet l'une des clés d'une bonne compréhension de la question

Pour prendre la mesure exacte du antivodes, les Canaques des caldoches, il suffit de se référer aux effets de la politique coloniale pratiquée, là-bas comme ailleurs, par les pre-miers gouvernants français et dont le souvenir reste vivace dans la mémoire collective des Mélanésia

C'est le gouverneur Bouzet qui expliquait, on 1855, que · lorsqu'une puissance maritime se rend souveraine d'une terre non encore occupée par une nation civilisée et possédée seulement par des tribus sauvages, cette prise de possession annule tous les contrats antérieurs faits par des particuliers avec les naturels de ce pays», et qu'« en conséquence les chefs et les indigènes de la Nouvelle-Calédonie eu, ni ne peuvent avoir le droit de disposer de tout ou partie du soi occupé par eux en commun ou comme propriété particulière »...

C'est sons le gouverneur Guillain que les Canaques, déjà dépossédés de leurs terres ancestrales, sont astreints à de « nombreuses réquisitions ., autrement dit à . un véritoble travail force, pour construire Port-de-France, qui deviendra Nouméa. En 1862, devant le conseil d'administration d'une mission mariste, un «chef de génie» explique : « Pour être conséquents avec nous-mêmes, il faut continuer à considérer les indigênes comme des mineurs incapables de posséder ; ils n'ont fait aucun progrès dans la civilisation; il me semble que le titre de propriété doit être indivichement réel vers nos mæurs... »

C'est en 1868, toujours sous la férule du gouverneur Guillain, que, pour des raisons de commodité poline, les Canaques sont donc con dérés inaptes à toute propriété individuelle, les autorités françaises préférant avoir comme interiocu-teurs des chefs de tribu nommés ou agréés par elles plutôt que de trop nombreux «maîtres de terres» : les tribus sont « cantonnées dans des réserves», dont les terrains « ne seront susceptibles d'aucune propriésé privée ». En 1876, le gouverneur Pritzbuer rappelle que «les tribus canaques continueront à être soumises à des corvées ».

Certaines bonnes âmes s'émen-vent parfois. Ainsi, l'amirai Rigault de Genouilly, ministre de la marine du Second Empire, fait en 1868 quelques remontrances an gouverneur du territoire : « L'équité ne nous permet pas de restreindre le territoire des Canaques sans leur accorder des compensations (...). En enlevant aux indigènes la faculté de deventr propriétaires individuels (...) vous avez voulu écarter les indigènes du mouvement général, perpétuer le maintien de la tribu et l'influence des chefs, et par conséquent gêner l'exercice de notre 158 pages, 85 F.

action civilisatrice sur ces populations... » Pour les libéraux métropolitains de la fin du dix-seuvième siècle, il s'agit en effet, en Nonvelle-Calédonie, de « justifier la politique de caraonnement indigène au nom du drait de conquête, mais d'une conquête française, c'est-à-dire hamaine, libérale, géné-

Le «Caillon» apparaît, en 1894, comme une idéale « colonie de peu-plement » vouée à devenir « une petite France australe ».

Mais, pour les tribus canaques, spoliées des meilleures terres, repoussées dans le brousse, considé-rées comme des « réservoirs de mais-d'œuvre », le pli était déjà donné, et se perpétuera sans grands nents jusqu'à nos jours.

L'autre mérite de ce petit livre est de rappeler que l'histoire de la Nouvelle-Calédonie est jalonnée, depuis 1853, de révoltes collectives et individuelles de la part des Cansques, presque toujours sur fond de conflits fonciers. On ne tire, de ces rappels bienvenus, aucune raison d'optimisme pour le proche avenir.

★ Chronologie foncière et agricole de la Nouvelle-Calédonie, 1853-1903, Joël Dauphiné. Editions L'Harmatten,

«Le Référendum», de M™ Michèle Guillaume-Hofnung

Un instrument imprévisible

trument imprévisible : les effets qu'il produit dans un pays à un moment donné ne se reproduiront pes dans ce pays à un autre nt, ou ne se produiront pas rable. - Ainsi M -- Michele Guillaume-Hofnung, maître de conférences à la faculté de droit de Metz, conclut-elle son ouvrage consacré à cette procédure. L'auteur en donne la définition suivante : « Le corps des citoyens est appelé à exprimer par un vote son avis ou sa volonté à l'égard d'une mesure qu'une autre autorité a prise ou envisage de prendre», empruntée à Julien Laferrière (Manuel de droit

M= Guillaume-Hofmung s'attache, dans un premier temps, à mon-trer comment le débat sur le référen-dum a glissé, depuis le dix-huitième

siècle, du domaine philosophique dans lequel les spécialistes de droit public le cantonnaient, à l'étude pragmatique des difficultés soule vées par sa mise en œuvre. S'ensuit une minutiense description de tous venir dans le déclenchement et le déronlement du référendum, ainsi que des effets engendrés par l'utili-sation de cet instrument de démo-

A la suite de cet exposé théorique, M= Guillaume-Hofmung montre comment les Etats démocratiques ont intégré cette procédure ins tionnelle, notamment la Suisse, les Rtate-Unis et la France.

cratie semi-directe.

Le référendum fait son entrée officielle en France avec la Révolution française et son introduction dans la Constitution de 1793 (si l'on excepte le précédent de 1552 relatif au rattachement de la ville de Metz au territoire national). Mobilisateur sous l'Empire, boudé durant la II^e, la III^e et même la IV^e République, en dépit de son utilisation par le général de Gaulle en 1945, il réapparaît avec l'avènement de la Ve République en 1958.

« Le référendum, selon l'auteur, est et tend à devenir dans les sociétés politiques modernes un phénomène considérable », et l'intérêt de la classe politique française pour cet instrument va croissant. Sous les deux dernières législatures (de 1978 à 1986), « les parlementaires out déposé vingt-huit propositions de révision constitutionnelle tendant à développer le référendum, y compris soux sa forme la plus audacieuse, le référendum d'initia-tive populaire ». Mais il n'a pas été utilisé depuis 1972.

★ Le Référendum, de M™ Michèle Guillaume-Hofnung, Presses universitaires de France, collection «Que sais-

EN BREF

e M. Mestre votera la confiance. — Le député UDF (barriste) de Vendée, M. Philippe Mestre, affirme son intention de voter « sans l'ombre d'une hésitation » en faveur du gouvernement fors du vots de confiance prévu pour le 2 avril prochain. « Je le ferai en avril 1987 comme je l'ai fait en avril 1986. Ce sera une sorte d'anniversaire que je serais même disposé à commémorer tous les mois ou toutes les semaines sains de le demander à se majorité s, sjoute-t-il dans une interview à Ouest-France, publiée samedi

Interrogé sur les récentes observa-tions de M. Edourd Balladur à ceux qui, dans la majorité, critiquent le gouvernement, M. Mastre déclare : € Respectant l'obligation morale d'apporter nos voix au gouvernement, j'accepterais mal tout ce qui semblerait à des rappels à l'ordre ou à des mises en demeure. > « A ceux qui exigeraient notre approba-tion immédiate, béste et automatique, je pose la question suivante : Aurions-nous di applaudir bruyamquet ou à son retrait ou encore aux deux ? >

 Procheine réunion de trevail de l'UDF avec MM. Giscard d'Estaing et Berre. - MM. Valéry Giscard o'Estaing et Raymond Barre participeront avec l'ensemble des dénutés LIDF, le mercredi é mers, à une réunion de travail à l'Assemblée nationale. Cette mini-journée parlementaire, présidée par M. Jean-Claude Gaudin, sera destinée à faire le point de la situation politique avant

MM. Giscard d'Estaing et Barre perticiperont également, avant la réunion de travail, à un déjeuner du groupe UDF de l'Assemblée, à l'invitation de M. Gaudin, Les ministres UDF seront aussi les hôtes du président du groupe à ce déjeuner. Le lendemain, jeudi 5 mars, ce sera au tour des ministres PR exclusivement de se réunir avec les députés du parti de François Léotard à l'Assemblée nationale pour préparer la prochaine sion parlementaire et évoquer les initiatives qui marqueront le dixième anniversaire du PR en juin 1987.

quinquennat. - L'Association nationale pour la fidélité au général

de Gaulle, présidée par M. Pierre Lefranc, estime que *e ceux qui* accepteraient de réviser la Const placeraient en opposition avec les fondements du gaullisme. » « En régime d'Assemblée, its ne seraient plus en mesure de se réclamer du général de Gaulle », poursuit l'association dans un communiqué publié à l'issue de la niunion de son comité

 Démission du meire de Wahagnies (Nord). - M. André Leurent, ancien député (PS) du Nord de 1973 à 1986, a adressé au préfet sa démission de maire de Wahacnies (Nord). M. Laurent a invoqué des expliquer son départ du conseil municipal qu'il dirigeait depuis 1976, date laquelle il avait succédé à son père, M. Marceau Laurent. Ayant l'élection du nouveau maire, les électeurs de Wahagnies devront pourvoir les quatre sièces de conseillers vacants sur les vingt-trois que compte le conseil. deux autres ont également donné leur démission pour raisons person-

en VENTE=



2425F 3925F MANTEAUX ZORINOS VESTES VISON morceaux 4350F

VESTES COYOTE col Renord 6425 F

3950 4850 MANTEAUX VISON morceoux MANTEAUX CASTOR col Mormotte 6375 6875F

12425

VESTES MARMOTTE

MANTEAUX VISON PASTEL 18 750 F **GARANTIE TOTALE SUR TOUS VOS ACHATS**

Les 2 Boutiques Soldes Fourrures de PARIS **BOUTIQUE 55 ~ BOUTIQUE 40**

55, rue François 1°. Paris 8'/40, Av. George V. Paris 8

(Publicité)

Voulez-vous de jolies fleurs de Chicorée dans votre jardin?

Elles sont bleues, simples et délicates. Tot levees le matin elles se referment au milieu de l'après-midi, évoluent du bleu foncé au bleu plus clair suivant les heures de la jour-

née et une plus grande ou plus faible lumière, se renouvellent chaque jour, suivent le soleil en tournant sur leur tige. Leurs graines attireront les petits oiseaux qui en sont friands : mésanges, rouges-gorges, troglodytes et chardonnerets.

Des graines de chicorée sauvage dont les plants sont plus résistants peuvent, pour votre semis, vous être adressées par la Chicorée Leroux 59310 Orchies, sur simple demande de votre part, accompagnée d'une vignette détachée de l'un de ses paquets ou flacons.

L'offre est limitée à l'approvisionnement en graines chicorée sauvage

Société

Le surprenant réquisitoire de l'avocat général au procès

Une supplication « la mort dans l'âme » pour une peine qui ne soit pas supérieure à dix ans de réclusion

major qui doit s'adapter au terrain et à l'événement, Je constate, depuis quelques jours, quelques heures, qu'un espoir, une lueur, apparais-sent au Liban car, comme vous tous, je suit saisi, chaque soir, en voyans les visages de nos compatriotes retenus là-bas. Il vous appartient, monsieur le présidera, messieurs, de rendre une justice responsable. L'indépendance qui est la vôtre n'est pas exclusive de la sagesse. Vous ne pouvez éteindre cette lueur, cet espoir. Dans ces conditions, je crois dans l'intérêt de tous pouvoir vous demander, vous conjurer, vous sup-plier, de ne pas prononcer à l'enconire de l'accusé – et je le dis la mort dans l'âme, mais il est de mon devoir impérieux de le faire, – une peine de réclusion criminelle qui ne soit pas supérieure à dix ans.

Ah l cette péroraison de l'avocat général, M. Pierre Bacchlin, au terme d'un réquisitoire de vingt minutes au procès de Georges Ibra-him Abdallah! On n'a pas fini d'en parler. La voilà assurée de demeurer parler. La volla assuree de dementer dans l'histoire judiciaire française. Qu'elle ait été celle d'un magistrat du parquet contraint de forcer sa nature, qui pourrait en douter? M. Baechlin n'a-t-il pas rappelé lui-M. Bacchin n'a-t-il pes rappeté in-même, au passage, que pareils propos ne furent jamais dans la manière de l'ancien représentant du ministère public de la défunte Cour de sûreté de l'Etat qu'il fut il y a quelques amées? L'homme, c'est une évidence, a été déchiré, pour ne pas dire humilié, au point de se déclarer prêt à envisager une demande de mutation. On l'a même demande de mutation. On l'a même entenda marmurer plus tard : - Que ne faut-il pas faire dans l'intérêt de la France? ».

« Des armes dérisoires »

Car il savait tout ce qui ailait pou-voir se dire et se disait déjà, s'écrire, an sujet de ce discours pourtant si bref, mais dont la brièveté elle-même concourait à la surprise qu'il provoquait. Chacun, c'est sûr, attenver l'expression à ce procès d'un point de vue du gouvernement. auquel le parquet est hiérarchiquement soumis. Il n'empêche que seion l'adage, la parole est libre, et que, si M. Baschlin s'était trouvé en charge d'instructions précises, il pouvait, après les avoir fait connaître, y ajouter l'expression de ses propres senti-ments sur l'affaire et sur l'homme contre lequel il avait à requérir.

Comme ce ne fut pas le cas, on est en droit de croire que M. Baechlin s'est exprimé, de bout en bout, comme il croyait, par devoir person-nel, être teau de le faire. N'a-t-il pas d'ailleurs glissé à ce quiet une phrase significative en précisant qu'il par-lait en magistrat libre, mais responsable et n'ayant pour seule cliente que la République » ?

Cependant, qu'il le veuille ou non, dans l'opinion son propos ne pouvait que donner corps à la version selon laquelle la cessation des attentats de septembre 1986 se trouverait subor-donnée à un « règlement rapide du cas Abdallah - dans les meilleures conditions judiciaires possible, démentant ainsi les proclamations officielles d'une fermeté sans faille à l'endroit du terrorisme.

Mais, trêve ici de considérations incertaines, chacun pouvant juger à la lumière même du discours tenu et dont voici maintenant l'essentiel. Passons sur une première partie juri-dique touchant aux définitions de la complicité, pour estimer qu'une revendication d'attentat qui interdépit de son curactère postérieur, peut, en matière de terrorisme, bei et bien constituer un élément de

C'est ensuite que le réquisitoire a pris son vrai sens : « En examinant comment la justice appelée à inter-venir dans ce conflit larvé qu'est le terrorisme peut agir, quels sont ses moyens, on s'aperçoit d'une chose, devait dire alors M. Baechlia: Celui qui va commettre la pire des crimes sur notre territoire, celui qui a abattu Robert-Charles Ray et Yacov Barsimentov, tenté de tuer M. Robert Homme, savait, au moment où il tirait, qu'au pis, s'il était arrêté, il avait encore un avenir, car la plus grave de nos sanc-tions n'est plus aujourd'hui que la suppression de liberté. Toute condamnation à quelque peine que ce soit, surtout d'une grande impor-tance, transforme le condamné en unice, transforme le contame en martyr et, surtout, fait que le pays qui le détient, en l'occurrence la France, devient un otage, autrement dit que sa condamnation elle-même dit que sa condamnation elle-même devient pour lui une arme contre la France. Ainsi, nous devons combat-tre avec des armes dérisoires. C'est dans ces conditions, dans ces cir-constances, qu'il m'a été donné de préparer ce réquisitoire.»

· Comme toutes les démocraties, la France, pour affronter ce sléau

« Je voulais prendre des réquisi-tions implacables. Mais, à ce poste d'avocat général. Je suis un peu dans la situation de l'officier d'étatavait disparu dans le combat de l'ombre qui est le sien, c'eût été pour lui une fin honorable et d'aucuns auraient pu proclamer que justice était faite. Ce ne fut pas le cas et, aujourd'hui, il faut décider autre chose. »

il ne m'appartient pas de vous dicter, de vous commander un acte de bravoure, a ajouté M. Bacchin, et, reprenant Churchill, de vous dire que je ne peux que vous prometire du sang et des larmes. Je ne sais pas si la France risque d'être victime, demain, de nouveaux attentats aveugles. Je ne peux que vous dire que la justice ne peut avoir qu'un rôle subsidiaire car, son grand avantage, lorsqu'elle est saisie est

possession, c'est l'ensemble du dos-sier. Il y relève l'attitude observée par Georges Ibrahîm Abdallah, qui commença par dire, tant qu'il ne fut pas identifié, qu'il n'appartenait pas aux FARL, mais à un mouvement. inconnu ailleurs, chargé sculement de définir des « cibles ». Par la suite, plus l'on avançait, plus l'on décou-vrait, plus il s'enfermait dans le mutisme qui devait devenir le sien.

M^e Kiejman : dévoiesaest

Aussi bien pour M. Kiejman, on peut affirmer qu'Abdallah était bien membre des FARL et, dès lors, les FARL ayant revendiqué tous les

« Que ne faut-il pas faire dans l'intérêt de la France ? »... La péroraison de M. Baechlin demeurera dans l'histoire judiciaire française.

d'être mise en face de ses responsa-bilités. Il faut bien lui demander alors de participer à un acte politique. On vous a dit scretait M. Kiejman qui l'avait dit dans sa plaidoirie de partie civile] qu'une grâce prési-dentielle peut intervenir à tout moment, ce dont vous n'avez pas à vous soucier. C'est facile à dire. Une décision qui prend autorité des choses jugées devient, qu'on le veuille ou non, un fait politique. Une fois la décision judiciaire rendue, le chef de l'Etat, quelle que soit l'étendue de son droit de grâce, de son pouvoir régalien, ne peut, d'un jour à l'autre, effacer d'un trait de plume un arrêt rendu au nom du peuple français. - Alors, sans vouloir être déso-

bligeant pour la partie civile qu'est lei le gouvernement américain, je peux dire que les moyens pour lutter contre les terroristes sont les plus divers. Les pays démocratiques les plus puissants ont du ranger leur force phénoménale. Les chars ne peuvent rien et les commandos parfois échouent, comme on l'a vu avec la tentative pour délivrer les otages de Tékéran, à tel point que, les méthodes de force classique n'ayant aucun effet, on en vient par-fois, pour obtenir des libérations, à l'emploi de moyens insolites qui sament le déserroi, comme on le voit aujourd'hui aux Etat-Unis avec les ventes d'armes è l'Iran.

Pour un arrêt politique

» C'est pourquot la France n'a de leçons à recevoir de ses alliés, ni même de sa sœur dans la liberté qu'est l'Amérique. Elle a à employer les moyens qui sont les siens, et la justice, alors, peut un jour se dire que face à une crise, à des difficultés graves, elle se doit d'exercer son pouvoir en rendant une décision conforme à l'intérêt de tous. » Sur quoi s'enchaîna la péro-raison déjà citée de M. Baechlin.

Tel fut donc le propos, dans sa construction et son cheminement, construction et son cheminement, achevé par cette supplique pour us arrêt sinon de raison d'Etat, du moins de sens politique. Déjà, les uns en sont consternés, les autres indignés. Car il n'y avait pas assurément matière à se livrer à des exégèses compliquées. Cette peine qui ne soit pas supérieure à dix aus, c'est celle au pourait permettre un farre celle qui pourrait permettre un élar-gissement d'Abdallah dans un avenir pas trop lointain.

C'est précisément contre une telle éventualité qu'avait guerroyé aupa-ravant Me Georges Kiejman, durant deux heures d'une plaidoirie modèle, parce que sans redites et d'un intérêt constant. Tout y parut parlaitement maîtrisé, depuis l'affirmation d'une totale indépendance de l'avocat à l'endroit des Etats-Unis « que je ne rendrat des Estas-Uns « que je ne représente pas lci, mais que j'assiste », jusqu'à l'incitation finale, en passant par l'examen du dostier et des charges, marqué par le présentation d'agrandissements de l'écriture de Georges Ibrahim Abdallah de nature à convaincre que la première revendication signée par les FARL fut bien de sa main et qu'elle ent lieu tout de suite après la tentative d'assassinat à Paris contre un autre diplomate américais, M. Christian Chapman, qui fait actuellement l'objet d'une information contre X au cabinet du juge d'instruction Gilles Boulouque.

« Je n'entends par ignorer, devait dire M. Kiejman, que ce procès a une dimension politique et qu'il y a une almension pointique et qu'il y a icl un enjeu effectif. Mals, contrai-rement à ce qui a été proclamé par la défense, ce dossier n'est pas vide. Aurait-on d'ailleurs recours à des avons comme ceux que nous avons comus et qui avaient pour but d'obtenir la libération de Georges Ibrahim Abdallah s'il s'était agi du petit chef minable que l'on a voulu nous dépeindre si com-plaisamment? Evidemment, je n'ai pas le film ou la photographie mon-

attentats reprochès, on ne peut le tenir pour un simple exécutant, mais bien pour un chef, car il fut toujours celui qui ne monte jamais en pre-mière ligne, mais demeure en posimière ligne, mais demeure en posi-tion de retrait, comme un chef d'état-major. Pour cela, il y a, aux yenx de M. Kiejman, des prouves. Car ce n'est pas sculement le Mos-sad israélien qui a présenté l'accusé comme tel, mais tout antant les ser-vices libanais et algériens. Il s'y ajoute la déposition de M. Gilles Sidney Peyroles, enlevé par les FARL dans l'espérance d'obtenir la libération d'Abdallah en échange de la sienne. Et puis, il y a. bien sûr. la sienne. Et puis, il y a, bien sûr, tout ce qui a été déconvert, toutes ces caches d'armes, ces dépiace-ments, ces mouvements de fonds, et surtout ce pistolet trouvé rue Lacroix - où fut bel et bien Abdallah – et identifié comme l'arme uti-lisée à la fois coutre Robert-Charles Ray et Yacov Bersimentov.

Alors? C'est ici que M. Kiejman devait donner son sentiment sur ce que pouvait avoir à décider la cour d'assises. « Vous pouvez éprouver, en condamnent comme il convient de condamner, la crainte de nouver ettentes meurles Mais tout de condamner, la craînte de nou-veaux attentats aveugles. Mais tout démontre depuis quinze ans que la démission judiciaire, dans toutes les affaires où il a été demandé de s'incliner devant la raison d'Etai, n'a pas arrêté le terrorisme. Je suis parjaitement conscient que, demain, nous puissions subir de nouveaux attentats. Mais je pense qu'il faut mettre fin à cette croyance que la France est deuenue un sanctuaire. France est devenue un sancinaire, que notre pays a renoncé à exercer ses prérogatives. A chacun sa décision. Si le governement veut, après que votre justice aura été rendue, que voire justice dans et remain, comme il convient qu'elle le soit, accorder une grâce, fût-elle importante, fût-elle même totale, c'est l'affaire du gouvernement et il s'adressera au président de la

République. Ce n'est par à vous d'accepter, la première fois où un terroriste important vous est déféré, de faire le service de l'Etat. Sinon, vous entreriez dans un dévoiement qui consiste à innocenter un coupa-ble et qui serait le même, mais à rebours, que celul qui fut demandé aux sections spéciales de Vichy pen-dant l'Occupation, de déclarer cou-pables des innocents. C'est cela le caractère insidieux de la raison la justice et non de rendre des ser-vices. Le seul Etat dont vous ayez à rendre compte, le seul qui mérite par vous d'être respecté, c'est l'Etat de droit.»

de droit. »

Mo Jacques Vergès, qui devait terminer sa plaidoirie samedi, entendait, à sa place de défenseur « revenir aux faits », trop négligés selon lui jusqu'à présent. Il n'en afficha pas moins une belle violence contre « la partie civile américaine. » « En critiquant l'enquête comme l'a fait, dit-il, Mo Kiefman ne vous a-t-il pas donné l'impression de scler la branche sur laquelle il est assis ? Mais, parce que le gouvernement amériparce que le gouvernement améri-cain exige une pelne maximale, parce que Reagan a parlé, il ne res-terait plus qu'à obéir?

Pour Mª Vergès, ce dossier de complicité d'assassinat est donc « totalement vide ». Tout ce que l'on pourrait y tronver a fait l'objet du procès de Lyon, pour association de malfaiteurs, en juillet 1986, et l'on ne peut plus y revenir. Le pistolet, saisi rue Lacroix? A cette adresse, d'autres ont ou se présenter entre le d'autres ont pu se présenter entre le moment où fut arrêté Abdallah (25 octobre 1984) et le jour où l'on y a persquisitionné, quatre mois plus tard. Le plan de Strasbourg où figure un point indiquant la rue où habiteit M. Robert Homme? Les graphologues ne peuvent dire si ce point est de la main d'Abdallah.

La revendication de l'assassinat de Yacov Barsimentov dont Abdal-lah aurait remis le texte à M. Martine Tonlotte à Grenoble en vue de son impression par la Documenta-tion communiste? Si la justice avait la certitude de cette remise. M= Toulotte serait aujourd'hui incuipée d'association de malfai-teurs et non pas simplement de recel semble bien qu'elle ait un jour on un autre rencontré Abdallah. Conclu-sion : « Mon rôle était d'établir que rien n'est établi, vollà qui est fait. » JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

• M. Baechlin a déclaré à l'AFP, samedi 28 février : «Je confirme avoir requis, libre de toutes instructions. Mais je suis un magistrat de haut niveau, capable de se renseigner. C'est ce que j'ai fait au cours des dernières quarante-huit heures, et c'est ce qui a dicté ma conduite. Vendradi matin, j'ai eu accès à des informations -- je n'en dīrai pas plus — et j'ai pris mes res-

Deux extraditions contestées

An Conseil d'Etat

Par une décision du 27 février, le Conseil d'Etat a annulé un décret du 10 avril 1986, accordant l'extradi-tion de M. Memik Fidan, ressortissant turc, à la suite d'une demande

La demande d'extradition était fondée, notamment, sur des faits d'homicides punissables, selon le code pénal turc, de vingt-quatre à trente ans de réclusion, mais il n'était pas exclu que la qualification d'homicide avec préméditation, pas-sible en Turquie de la peine de mort, soit finalement retenue par la justice

Le Conseil d'Etat a estimé que en vertu de l'abolition de la peine de mort en France par la loi du 9 octo-bre 1981, confirmée par l'adhésion de la France, en décembre 1985, au protocole nº 6 à la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme, l'application de cette peine à une personne ayant fait l'objet d'une extradition accordée par le gouvernement français serait contraire à l'ordre public français.

Or, en l'espèce, si le gouverne-ment français n'avait accordé l'extradition que sous réserve d'une non-application de la peine de mort, cette réserve ne pouvait lier les jaridictions turques.

En revanche, par une décision du même jour, le Conseil d'Etat a rejeté une requête tendant à l'annulation d'un décret du 22 avril 1986, accurdant, sur demande des autorités ita-liennes, l'extradition de M. Fiorenzo Tricanato, ressortissant italien, condamné en Italie à plusieurs amées de prison pour vol à main armée et séquestration. Le Conseil d'Etat a estimé que les

condamnations prononcées à l'encourre de M. Tricanato, selon la procédure italianne de communace, ne l'avaient pas été dans des condi-tions contraires à l'ordre public français. En effet, cette procédure, bien qu'elle ne comporte pas de méca-nisme de purge de la contumace, nimilaire à celui du droit pénul francais, prévoit la représentation de l'accusé par un défenseur et lui ouvre une voie de recours contre la

« Condamnez-le pour la forme, sinon... »

M. Albin Chalandon n'a donné e aucune consigne » de clémence à M. Rierre Baechlin, l'avocat général chargé de requérir contre Georges (brahim Abdallah. La pas en donner. M. Chalandon Georges Ibratism Abdallah. La chancellerie l'assure et voudrait qu'on la croie malgré les apperences et la logique.

scénario d'une condamnation pour le forme du chef présumé des FARL aveit pris corps. Le verdict appertenait à des magistrata réputés indépendents, mais il n'était pas interdit au pouvoir politique d'avoir une opinion sur la sanction à infliger à Georges Brahim Abdalleh et de le faire savoir plus ou moins discrète-

Le gouvernement a d'abord eu la tentation de cédar aux menaces. Puis sont vanus les attentats de l'automne, suivis d'une trêve dont checun redou-tait la précarité, trêve assortie de ce mesasage des amis du chaf présumé des FARL : « Jugaz-le vite, condamnez-le pour la

Message reçu. Restait à don-ner à la hâte gouvernementale les apparences d'une justice suivent normalement son cours. Première entorse à cette sérénité affichée, premier symptôme de la nervosité du pouvoir politique : M. Chalandon annonce, fin septembre, que Georges Ibrahim Abdellah sera jugé des le mois de février. Personne ou presque ne croit que ce délai sera tenu. D'ordinaire, la justice prend deventage son temps. Mais on s'active à la chancellorie ainsi qu'à le cour d'appel de Paris et le procès a lieu à la date prévue. Il est vrai que l'ultimatum des amis de Georges Ibrahim Abdallah expirait fin février...

M. Chalandon minimise cette concession en déclarant que le gouvernement est partisen de la formaté. De là à penser que le moment venu le parquet recevre des consignes de sévérité... On a vu vendreti qu'elles n'avaient encore, l'avocat général a paru réclamer — sur ordre — l'indul-gence des juges, Il n'e pes dit qu'un tel ordre lui avait été nis, mais a fait soulement état de son déchirement face à ca dijenyme : céder ou résister, pour conclure en substance qu'il raleit mieux plier.

Checun sait blen cependant que les représentants du parquet n'en font pas qu'à leur tête. lis sont tenus de recuérir selon les consignes venues d'en haut quand cas consignes leur sont données. e il en a pas eu cette fois-oi, affirme la chencallorio, ni

était, dit-on, partisan que la juetice suive son cours sans inter-vention de lui-même. Aux diplo-

Andrew Control of the Control of the

the green has a large High

the training the property

LORD BEE TO

Company & water

-

- - - THE .

The Residence of the Parket

gage & Piperson &

Company of the Confession of t

Andreas States

The same of the party

WHITE PROPERTY.

Burgian grows

of majories . See 1

SPECIAL MARKET

public and Tented

Plateria Built

Parallel Total

-

Americans, 1987

or water of Persons

-

THE PERSON

-

at fullidate the s

A"---

" it distinct

マール 円面

in Title the

-

SHARRING MA

graphic, gary

Die der

-

Balling Print

秦3、秦 为

-

Mark Mar

Man Hills

Printer I

tentation du sant

The second secon

engine weather the Late 13.

sala alma is a le fr

Da agenere er eine.

Sample of Section

National Section 1985

HALLOS FAMILIAN IN BURNING THE

Strong Carlors L

Carameter of the

C: 32 135.358 2-4

#1 هـ سديال يا لان ي

The salver of the second

Company of the property of the

The same summer and a second

ID STRIKE THE PER

With any than the same a second

START BUILD BY TO THE

THE RESERVE THE SECTION OF THE SECTI

Comments of the comments of th

The Barning of the second

County of the county of the county

The state of the state of

12 mg and and and

Con D. Eller S. T. See.

Marie Salament in

Same I was a same

Season of the season of the

THE RESERVE OF THE PARTY NAMED AND

The same of the same

The same of the same

State of the state

Can I a law at 1 and

Mr. S. S. S. S. S. S. S.

State of the state

The state of the s

The same of the same

TOTAL TO SALES

404 52 55- CAN, 0120 . W

Control of the second s

The fact of the party of the pa

the party of Management

The state of the s

STATE OF THE PARTY OF THE PARTY

Scowers James 1 Service And Service Se

Control of the contro

the to the section with

The same of the sa

THE REAL PROPERTY.

D'AL ST. THE

ी का प्रश्नात का

24-1- 4 14 5 C C

Caranga da a sec

T13 1 35"

Cals fait plusiours mois que le

Si cette version est la bonne, avoir choisi M. Baechlin comme avocat général apparaît comme une erreur. Il a en effet accrédité l'idée qu'on lui avait recommandé l'incluigence, ce qui est fècheux si on ne lui a rien dit. Et si une telle recommandation lui s été faite ou s'il a cru qu'on le lui

Un « effet

déplorable »

Bref, un avocat général n'a pas à afficher d'états d'âme comme caux, estimables, dont M. Beechlin a fait étalage ven-dradi. «L'effet est déplorable», commentait peu après un haut fonctionnaire du ministère de la justion, préoccupé par la tournure prise par les événements.

feisait, quelle maladresse dens

Qu'alle ait ou non donné des consignes, la chancellerle est bien embarrassée. La «sortie» de que le perquet de Lyon avait reçues du ministère de la justice lors du premier procès d'Abdalquatre ans d'emprisonnement seulement. De même, le parquet de Paris avait-il régu ordre, peu après, d'étudier un non-lieu en faveur du chef présumé des FARL pour certains faits jugés par la cour d'assisse? Il est vrai qu'à cette époque il n'y avait pas encore eu les attentats aveugles de la capitale, orza morta en quelques jours...

M. Chalendon eyent, depuis, éprouvé les inconvérients qu'il y loir ménager les terroristes, aurait juré qu'on ne l'y prendrait plus. Pas de consignes donc cette foie-ci et pas devantage de résctions officielles après l'inoident Baechlin, sinon pour regretter mazza voce que l'avocat général ait ecraqués au moment où il surait dû faire preuve de le plus grande habileté. C'est melheureusement ce qui peut arriver lorsqu'on leisse un homme seul fece à de telles responsabilités. Et, per son verdict sévère, le Cour d'assises e, à se façon, sanctionné se choix.

BERTRAND LE GENDRE.

En Seine-Saint-Denis

Un commissaire de police écroué pour « trafic d'influence »

Le parquet de Bobigny a ouvert une enquête sur un commissaire de police, M. Alain Parra, trentesix ans, officier de police judi-ciaire du commissariat de Montreuil (Scine-Saint-Denis), inculpé jeudi 26 février de « trafic d'influence » et placé en détention pour avoir soutiré 10 000 francs à un chauffeur de taxi qui craignait un retrait de permis de conduire.

C'est sur dénonciation de la viotime de cette transaction que M. Parra avait été interpellé en flagrant délit, mardi soir, pas ses collègues de l'Inspection générale des services (IGS).

Le chauffeur de taxi s'était ému, dans un bar de Montreuil, d'une menace de retrait de permis de conduire qui pesait sur lui pour conduite en état d'ivresse. Le patrou de l'établissement, M. Alain Slamat, hii avait proposé d'intervenir et avait joné le role d'intermédiaire entre le commissaire et le chauffeur de texi. M. Slamat a été lui-même inculpé de complicité de trafic d'influence et écroné.

 Trois nouvelles expalsions de Basques espagnols ont été expulsée, le vendredi 27 février, à midi, du territoire français (Pyrémées-Atlantiques) vers l'Espagne. M. José Alberdi Puy, trente ans, auteur de plusieurs bandes dessinées e été arrêté en début de matinée à Mau-Mon. M. Francisco Adurriage Per-rondo, trente ans, a été appréhendé à Saint-Jeen-de-Luz et M. Jesus Maria Arrillaga Albisu, trente-trois ans, à Hendaye. De son côté, M. Cères Goyetches, née Edart, trente-cinq ans, interpeliée à Bayonne a été reléchée. Ces trois expulsions portent à

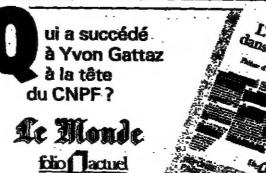
trente-neuf le nombre des réfugiés basques expulsés depuis le 19 juillet 1986; trente sept d'entre eux ont fait l'objet de la procédure d'argence absolue.

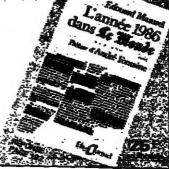
Le Monde

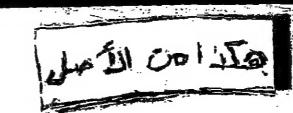
MESSAGES

Pour écrire au Monde. Pour dialoguer. Pour réagir.

36.15 TAPEZ LEMONDE







de Georges Ibrahim Abdallah

«Le gouvernement ne cédera pas au chantage» réaffirme M. Chirac

M. Jacques Chirac a de nouveau souligné, vendredi 27 février, à Pro-vins, que, face à « la stratégie de la violence aveugle, le gouvernement -il l'a prouvé - ne cédera pas au chantage que certains veulent exer-cer sur lui. » Après le succès obtenu par la police, il y a moissa d'une sample de la police, il y a moissa d'une sample de la police de la pol d'une semaine, et au moment où pèsent par eilleurs certaines enaces, je voudrais redire solennellement que nous avons raison d'avoir foi en nous-mêmes, en nos institutions, en nos concitoyens, pour vaincre la barbarie », a ajouté

M. Chirac a tenu ces propos à Provins à l'occasion de la remise, à titre posthume, de l'insigne de chevalier de la Légion d'honneur à Serge Langer, employé municipal de la ville, tué lors de l'attentat à l'explosif qui visait, en décembre dernier, M. Alain Peyresitte.

D'autre part, M. Chirac a précisé que « des projets de loi seront soumis au Parlement des la prochaine session afin de permettre la ratification, souhaitée par le gou-vernement, des conventions européennes pour la répression du terro-

De son côté, M. Charles Pasqua, qui était le même jour à Saint-Omer (Pas-de-Calais), a simplement déclaré : « Je ne suis pas en charge de juger, mais d'arrêser les terroristes. Notre devoir, c'est d'abord d'arrêter les terroristes, et ensuite

de faire en sorte qu'il n'y alt pas

En revanche, M. Jean-Pierre Stirbois, secrétaire général du Front national, a estimé, samedi 28 février, que, « si le chef terroriste Georges Ibrahim Abdallah n'est pas condamné à la peine maximale, cela démontrera que les juges ont prêté l'oreille aux recommandations d'un gouvernement qui a cédé au chan-tage du terrorisme international. Les parents de la quinzaine de viotimes des FARL et du CSPPA souront que ce n'est pas en France que justice leur sera rendue ».

M. Le Pen, président du FN, a parié, hii, d'une «capitulation». «La faiblesse, face au chantage, est un crime . a-t-il dit.

Enfin, M. Georges Sarre, membre du secrétariat national du PS, a déploré vendredi que le réquisitoire du ministère public soit d'une « indulgence stupéfiante ».

« C'est blen un terroriste international que le gouvernement s'apprête à relâcher, j'attends les réactions de Jacques Toubon devant ce recul», a ajouté le député de

Enfin, M. Bernard Delaplace secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), estime, dans un interview au Parisien libéré du 28 février, que si Abdallah n'est pas sévèrement condamné, on se sera déjugé ».

La tentation du sanctuaire

A RRESTATION des dirigeants d'Action directe, procès de Georges Ibrahim Abdellah, Eloge de la fermeté d'un côté, appel à la clémence de l'autre. Lors de la semaine écoulée, en s'empêtrant dans ses propres contradictions, la majorité a oué devant l'opinion la scène de l'arroseur arrosé. Après la violente polémique provoquée per certains responsables du RPR contre la gauche, accusée de lexisme face au terrorisme interne, voici l'inhabituelle invocation de la reison d'État suprès dente, afin de lui suggérer un renoncoment devant le terrorisme international. La gouvernement n'aurait pu souhalter plus mauvais effet, la majorité plus explicite démenti de ses proclamations volontaristes, parfols excessives, en matière de sécurité. Et voici que la cour d'assisse, elle-mème, lui inflige un démenti inverse en se refusant à suivre l'avocat géné-

Le réquisitoire concis de l'avocat général Pierre Bacchiin, assurant que « toute condamnation sévère » d'Abdallah e transformerait la France en otage », fut une surprise... sens en être une ! La conclusion — pas plus de dix ans de prison - n's pas surpris, mais les attendes ont étonné per leur franchise même. Il est Deu coutumier, en effet, qu'un représentant du ministère public reconnaisse ainsi l'impuissance du droit, pranne le risque de discréditer l'institution qu'il représente et conjure implicite-ment la justice de se plier aux enga-gements de l'Etat plutôt qu'aux lois de l'état de droit. D'ordinaire, les formes sont misux respectées, les propos mieux enrobés.

....

5 3 37g

Cependant tout annonçait un semblable réquisitoire : l'effacement de l'avocat général tout au long des débats, laissant à la partie civile américaine le soin de guerroyer sur les faits ; le soudain revirement de la DST, commedisant tout de que son enquête sur les FARL tendeit à prouver, à savoir que Georges Abdellah en était le chef, au moins en Europe ; l'avai donné, sur TF 1, par le ministre de l'intérieur à ce tournant policier, ranforcé d'une mise en garde aux Américains qui « n'ont aucun droit de s'immiscer dans les affaires de la justice française ».

Comment le gouvernament pourrait-il, maigré les dénégations du garde des sceaux, échapper au soupcon d'immixtion dans le cours normal de la justice ? Comment éviter, alors, qu'un autre propos de M. Pasqua. détaché de son contexte, ne devienne l'objet de polémique : « La démocratie s'arrête où commence l'intérêt de l'État » ? La déclaration a été immédiatement critiquée, pour les sociefistes, par M. Pierre Bérégovoy. Au bout du compte, le gouvernement aura géré fort meladroitement, à l'égard de l'opinion et, sussi, envers sa propre majorité, l'engagement qu'il a pris, à l'automne dernier, envers les soutiens proche-orientaux

d'Abdellah. La promesse remonte à l'automne, après la vegue d'attentats de septembre dans des fleux publics de la capitale. Pour les policiers, il ne faisait pes de doute que leur enjeu était le libération d'Abdaliah, par deux fois plus ou moins promise et annulée, en mars 1985 (enlè-

vernant de Gilles Sidney Payroles) en juillet 1986 (jugement clément d'Abdallah à Lyon et non-lieu envisagé à Paris). Une trêve fut donc conclue, per l'intermédiaire, notam-ment, de l'Algérie auprès de la Syrie, Etat mentor du clan Abdallah avec, comme échéance, le jugement fixé à fávrier 1987, au plus tard. Pronce-tic : six ans ferme d'emprisonnement maximum confondus avec la peine lyonneise permettant une libération dans l'amnée, en octobre 1987, Abdalish avent alors effectué la moiremise de peine légale, dont ont bénéficié, en février 1986, sous la gauche, deux membres du groupe Abou Nidal, meurtrier d'Ezzedine Kalek, représentant de l'OLP à Paris.

▼ Petite flamme d'espoir »

Ca choix aura entraîné la France dans un dialogue rentorcé avec l'Etat syrien, M. Hataz El Assad devenant un Interlocuteur priviliégié; et la velles avancées syriennes au Liban, qualifiées d'ailleurs indirectement per l'avocet général de « petite flemme d'aspoir qui semble s'être ranimée depuis quelques jours », des consé-quences favorables sur le sort des otages. Cette tendence à ménager Dames avait déjà été illustrée en novembre 1984 avec l'hommage rendu au président syrien par M. Mitterrand, lors d'un voyage à Damas, malgré l'assassinat, en août 1981, de l'ambassadeur de France à Beyrouth, imputé, sinon à la Syrie, du moins à ses alliés. Mais le majorité actuelle ne saurait oublier non plus qu'en novembre 1983, par la voix de M. Pasqua, au Sénat, elle demandait au gouvernament socialiste ca qu'il attendait « pour rappeler notre ambassadeur en Syrie et pour déclarer les diplomates et les employés de l'ambassade de Syrie indésirables à

Cruel rappel d'une philippique où le futur ministre de l'intérieur accusait la diplomatie française d' « insuffisance, [elle] qui se cantonne dans une attitude défensive et passive quand, pour être efficace, il faudrait qu'elle soit dynamique et offensive ».

Que pouvait espérer le gouvernement en échange de ces ouvertures aujourd'hui déstabilisées par le verdict de Paris ? C'était le question posée par nombre de responsables policiers qui jugent cette politique illusoire. Des libérations d'otages ? Mais ce n'est en rien se prémunir contre de nouveaux enlèvements. La € noo-reprise » des attentats, commè l'a suggéré, vendredi, M. Pasqua? Mais les amis d'autres détenus proche-orientaux ne seront-ils pes tentés de suivre l'exemple du cian Abdallah ? Au-delè, c'est la philosophie même de cette orientation qu'ils mettent en cause : cette tentation du sanctuaire, qu'un porte-parole du groupe Abou Nidel, lié à la Syrie, traduisait, à l'automne 1986, en « politique de neutralisation du territoire français». Une França «nautre», au profit des ambitions syriennes, sous la pression d'un terrorisme qui, sous le couvert de causes qu'il dessert, est avant tout un terrorisme d'Etat.

EDWY PLENEL

PARIS

Le préfet poursuivi par les défenseurs du bois de Vincennes

Le préfet de Paris sera-t-il condamné à verser 1 franc symbolique de dommages et intérêts à l'association Sauvons le bois de Vincennes comme celle-ci le demande au tribunal administratif de Paris? Selon l'association, le préfet n'a pas fait son travail en laissant la Ville ouvrir une carrière illégale au milieu du bois de Vincennes, en février 1986. Il n'y avait eu alors ni enquête publique, ni étude d'impact, ni versement de la taxe sur les gra-mulats. Pourtant, les services préfec toranx avaient laissé la Ville extraire et vendre 600 000 tonnes de sable pour financer le réaménagement en terrains de sport des 11 hectares de la plaine Saint-Hubert.

Non au béton dans le 17°

Phasieurs centaines d'habitants du 17º arrondissement de Paris, groupés an sein de l'association SOS Environnement, viennent d'écrire à M. Jacques Chirac pour lui demander de renoncer aux constructions prévues sur la dalle couvrant la ligne Er-mont-Invalides, près de la place Péreire. Les riverains de la tranche ferroviaire s'aperçoivent publique » plus que discrète, qu'au lieu de la coulée vertde promise on veut élever sur deux étages une crè-L'association réclame au contraire un jardin pour les enfants et les per-sonnes âgees.

Des travaux pour la pureté des eaux

La mairie de Paris annonce qu'elle va dépenser 1,3 milliard de francs en cinq ans pour « améliorer la sécurité de la distribution de l'eau en quantité comme en qua-lité ». Il s'agit de moderniser les usines situées à Ivry, à Saint-Maur et à Orly, qui pompent dans la Seine et la Marne 800 000 mètres cubes d'ean par jour, soit 40 % de la consommation quotidienne des Parisiens. Objectif affirme par M. Lucien Finel, adjoint au maire : « Arriver à une sécurité totale de lution de la Seine ou de la Marne. Puis on réparera les 500 kilomètres d'aqueducs datant du Second Empire qui apportent à Paris l'eau des sources du Morvan.

Par ailleurs, une enquête publique sera ouverte en mers prochain dans l'Anbe sur les rejets en Seine des deux réacteurs de la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine, située à 100 kilomètres en amont de l'agglomération parisienne et qui doivent démarrer en 1987 et 1988.

Fonctionnaires étrangers dans la capitale

L'immigration dorée

Dix à quinze milliards de francs, telles sont les dépenses faites annuellement par les deux cent-quatre-vingts embas consulats et organisations inter-nationales installés à Paris. Voilà une estimation, établie par divers recoupements, qui n'apparaît jamais dans la comptabilité des activités parisiennes. Le petit monde des ambassades déteste la publicité et plus ancore qu'on perie de « gros sous ». Pourtant catte menne dépasse la totalité ties devises apportées par les touristes visitant notre cité. Le statut de capitale ne confère pas saulement prestige et puiseance politi-

Il est vrai que si les diplomates sont des hôtes discrets, ils sont aussi encombrants. D'abord, ils n'aiment que les « beaux quar-tiers » - 7°, 8° et surtout 16° arrondizsements - où ils occupent des centaines d'immeubles. Ceux-ci sont autant d'enclaves aux grilles desquelles s'arrêtent les pouvoirs des autorités françaises. Tout ce qui s'y passe relève de législations étrangères.

La prolifération des nations indépendantes et le formidable essor des échanges internationeux multiplient sans cesse ces inclusions. Autant de bonne affaires pour les agents immobi-liers qui ont à placer un hôtel perticulier, un terrain bien situé, un immeuble de standing ou un appartement haut de gamme. Et l'on se doute qu'une telle demande ne fait pas précisément baisser les prix. Il faut même parfois renoncer à nos règles d'urbanisme. Après des ennées de négociations et malgré l'opposi-tion de tout un quartier, l'ambasinstallée en bordure du bois de Boulogne, sur plus d'un hectare de l'ex-ceinture verte, évidem-

ment non constructible. Pas question, bien entendu, de gêner la circulation et le stationnement des 15 000 voitures immatriculés en CD, C et K. Cheque semaine, la préfecture de police met au penier un petit paquet de contraventions « dipiomatiques». Mais au moindre accrochage, le commissaire du quartier doit se déplacer en personne pour établir le constat. En revanche, la protection des personnels et des intérêts étrangers à Paris est devenue le cauche des forces de sécurité depuis la vague d'attentats qui, en 1982, a causé la mort de deux diplomates et de deux démineurs français.

La police estime à deux mille le nombres des ambassades, consulats, sièges de compagnies aériennes, centres culturels, lieux de culte et résidences étrangères à Paris. Comme il est impossible de les surveiller simultanément. on plante des fonctionnaires aux points les plus menacés et on lance des patrouilles qui pessent à intervalles irréguliers. C'est le plan Anjou. Il mobilise tout de même des milliers d'hommes. Conséquence heureuse : les douairières ravies constatant que les voyous ont déserté leurs quartiers devenus « de haute surveil-

Domesticité française

Mais la présence diplomatique a des effets plus tangibles. Selon les estimations du Quai d'Orsay trente mille diplomates et fonctionnaires étrangers gravitent organisations internationales à Paris. Ca nombre triple avec les familles. Le total de leurs salaires. loyers, frais de déplacement et factures d'entretien des immeubles dépasse certainement 10 milliards de francs per an. En outre, à l'exception des pays de l'Est, le plupart des consulats et organismes étrangers recrutent sur place leurs employés de bureau : salaires moyens, discrétion exigée, mais des milliers d'emplois stables. « Sur les traize personnes de mon service, dit Patrick Roberts, de l'ambassade britannique, la moitié sont françaises. Certaines en place depuis vingt-cinq ans sont les éléments les plus permanents, la mémoire

Autre retombée, tout à fait profitable pour le décor parisien : en s'installant systématiquement dans des demeures de prestige, les gouvernements étrangers ont sauvé les vieux hôtels particuliers de la capitale. Les Anglais celui de Pauline Borghèse, les Allemands celui des Beauherneis, les Espagnois la résidence des princes de Wagram. Et ils les restaurant à grand-frais. Les Soviétiques ont fait venir des spécialistes de Leningrad qui ont travaillé plusieurs années pour redonner tout son lustre à l'hôtel d'Estrée, superbe demeure dix-huitième de la rue de Grenelle. Piqués au vif. les Américains ont anglouti des millions de dollars dans la réhabilitation de l'hôtel de Talleyrand, leur consulat de la rue Saint-Florentin. L'édifice chargé d'hietoire en avait aussi subi les avanies. Mais on a tout respecté, y compris les impacts des projectiles tirés contre la façade à la Libération. Cette « possession » américaine est le seul endroit de

peints et les décors en trompe l'œil du décorateur français Ber-

Pour les admirer, il suffit de se faire inviter à une soirée culturelle Car si la vie mondaine des ambaspériclité - les banquets du corps diplomatique à l'Elysée et à l'Hôtel-de-Ville ont vécu, - des activités plus enrichissantes l'ont avantageusement remplacé. Il n'est plus une nation qui na rêve d'ouvrir un centre culturel à Paris. Le Bristish Council, le Goethe Institut, l'Institut italien ont, depuis longtemps, montré l'example D'autres leur emboîtent le pas. Les Allemands de l'Est ont pignon sur rue au faubourg Saint-Germain, les Hongrois rue Bona-parte, les Finlandais prospectent le quartier Latin, les Japonais lorgnent sur le boulevard de Gra-nelle. L'institut du monde arabe, en construction à la porte orientale du boulevard Saint-Germain, sera le plus spectaculaire. Comme le centre suédois, niché dans le Marais et celui de la Belgique, situé près de Beaubourg, il témoigne du placement progressif des antennes étrangères vers les quartiers les plus animés de la capitale. A leur manière, ils perticipent au rééquilibrage de Paris

En tout cas, chaque pays semble s'ingénier à enrichir encore les nuits et les week-ends des Parisiens. En 1985, l'Année de l'Inde leur a offert le grand Mela, étonnante fête populaire qui a rassemblé trois cant mille personnes au Trocadéro. Puis ont déferié une succession encore iamais vue de 150 manifestations en quelques japonaise, ce qui n'a pas empêché les Saoudiens de faire un tabac avec une exposition au Grand Palais, On annonce pour 1987 une année à la fois espagnole et brésilienne. L'univers semble déposer aux pieds des Parisiens

Derrière ces avant-gardes culturelles, les attachés commerclaux s'engouffrent pour promou-Résultat : ils attirent leurs firmes vers les congrès et les foires internationales qui se succèdent sur contribuent donc à renforcer la place délà prééminente que Paris occupe sur ce créneau. Jamais au cours de son histoire, la capitale n'aveit autant mérité sa réputetion de place internationale. Jamais non plus elle n'en avait tiré de tels bénéfices.

MARC AMBROISE-RENDU.

RELIGIONS

Reçus par Jean-Paul II

Les évêques d'Île-de-France défendent le catéchisme du mercredi

Les évêques de la région Bede-France out été reçus au Vatican, da 23 au 28 février, en visite ad limins. S'exprimant en leur nom, le cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, a évoque, vendredi 27 février, devant le pape, plusieurs ques-tions d'actualité, dont l'éventualité d'une suppression de la « pause du mercredi » dans les établissements scolaires et les conséquences qui en découleraient pour l'enseignement du catéchi

ROME

de notre correspondant

La présence à Rome des évêques des huit diocèses de l'Ile-de-France était évidemment un peu plus qu'une visite ad limina parmi celles des neuf régions apostoliques de l'Hexagone. Un Français sur cinq vit en effet à Paris on dans sa banlieue, et la capitale, même en matière reli-giense, pèse d'un grand poids. Que le président de cette région soit le cardinal Lustiger, dont l'influence au Vatican est considérable, ajoute à cette évidence.

L'archevêque de Paris a, devant le pape, énuméré quelques pro-blèmes emblématiques. Rapprochant d'abord les manifestations faveur de l'école privée de 1984 et celles des jeunes à la fin de 1986, il y constate cette contradiction : les parents se sont mobilisés pour « leur droit à transmettre en toute liberté à leurs enfants des valeurs fondamentales », alors que leurs cafants, cux, ont exprimé dans le rue leur

inquiétude face auxdites valeurs. L'explication est que la jeune génération, « ignorante de son passé, ne sait comment déchiffrer son ave-nir. L'Eglise a donc le devoir de lui apprendre l'histoire de notre salut et la mémoire de notre espé-

Les évêques d'Ile-de-France accordent une grande importance à la «question du mercredi»; ils se battent avec une grande énergie -soutems, observent-ils avec satisfaction, par la majorité des médecims scolaires — pour que ce jour « non travaillé » en classe reste aussi celui

A propos des immigrés, le cardi-nal Lusticer estima nal Lustiger estime que « les réelles difficultés de cohabitation » ont été amplifiées « par l'excitation des réflexes de défense et d'agressivité». Là encore, « la jeunesse a joué un rôle déterminant : elle a aidé le pays tout entier à mesurer la gravité des enjeux moraux de ce débat ». Elle a manifesté son « désir de fraternité » à l'égard de ses «contemporains, enfants d'immi-

Evoquant la crise économique, dont beaucoup comprennent « qu'il ne s'agit pas d'un accident de la conjoncture », l'archevêque de Paris se réjouit des « grands courants de solidarité que connaît notre pays > et qui ne sont pes « des émotions fugitives - mais une conversion « à une plus grande pauvreté » de « cœurs qui semblaient étouffés par les séductions de la richesse ».

Le cardinal Lustiger croit pouvoir parier de « renouveau catholique ». Il observe que dans les sondages une immense majorité de Français se

déclarent désormais spontanément catholiques – même s'ils ne sont évidemment pas pour autant « complè-tement fidèles à la foi et aux exigences sacramentelles ou morales . qu'elle implique. Mais il y a désormais - chez de nombreux fidèles une vision plus sacramentelle de la communion de l'Eglise, ainsi que de sa place visible dans la société fran-

Dans la période qui s'ouvre pour le pays, propice aux célébrations his-toriques de diverses natures, l'Eglise entend se souvenir et faire savoir qu'elle « a contribué de façon déci-sive à la genèse de notre nation ».

Ce discours ne pouvait que plaire à Jean-Paul II, qui, en 1980, avait rudement demandé : « France qu'as-tu fait des promesses de ton baptème? ». Il a constaté cette fois avec bonheur que le pays • n'a pas vraiment renie son histoire chrétienne » et que les jeunes « manifes-tent le désir d'une parole forte qui Vous devez, a-t-il adjuré les évê-

ques, « parler à temps et à contretemps; nous croyons que la chance d'une société libre est de pouvoir entendre une parole de foi », dès lors que « les chrétiens sont pré-sents... sur tous les chantlers de la vie associative et publique, à tous les échelons » – et à la fois « respectueux de ceux qui n'adhèrent pes à leur foi, sans cesser de désirer qu'ils la partagent à leur tour ». Cette vitalité doit naturellement se manifester d'abord « dans le corps ecclésial », lequel doit proposer des « communautés repérables, publiques et facilement accessibles ».

J.P.C.

REPÈRES

Université

Mme Francine Demichel présidente de Paris-VIII

M= Francine Demichel, professeur de droit public et de sciences politiques, a été élue présidente de l'uni-versité Paris-VIII-Saint-Denis, par 65 volx sur 107 votants. Elle remplace M. Claude Frioux, dont le mandat vient à expiration.

INée en 1938 à Marseille, M≈ Fran cine Demichel est agrégée des facultés de droit. Elle a soutenu sa thèse d'Etat en 1964 sur «le Conseil d'Etat, juge constitutionnel». Elle a enseigné à l'uniconstrutionnel». Lue a enseigne à l'im-versité de Lyon-II, puis à celle de Paris-VIII depnis 1982. Elle est l'auteur d'une dizzine d'ouvrages dont Le lutte idéolo-gique dans la France contemporaine (1982) et Eléments pour une libéorie des relations internationnelles.

Huit nouveaux départements d'IUT

M. Jacques Valade, ministre de la recherche et de l'enseignement supé-rieur, a annoncé le 26 février la créstion de huit nouveaux départements d'IUT (Institut universitaire de technologie) qui vont être ouverts des la rentrée prochaine. Il s'agit de départements de maintenance industrielle, à Périgueux et Châtellerault ; de génie électrique et informatique industrielle, à Valenciennes et Cergy-Pontoise; de transports logistiques, à Mulhouse ; d'organisation et gestion de la production, à Annecy; de biologie appliquée, à Amiens ; et enfin de génie mécanique et productique, à Tarbes. Ces nouvelles implantations seront financées grâce aux 50 millions de francs de crédits supplémentaires que M. René Monory, ministre de l'éducation nationale, avait obtenus au début de l'année (le Monde du 23 janvier).

Culture

THÉA

La saison à Berlin

Sang neuf

re demeure ı if à Berlin es héros lent fatigués. ublic va vers nusique et l'insolence ême si Bob Wilson occupe la Schaubühne

Ni la neige qui verglace ni la bon-limie cinématographique qui s'empare de Berlin au moment du Festival n'affectent les différentes activités artistiques de la ville la plus culturelle d'Europe. Mais les théâ-tres, les institutions majestueuses, chargées avec l'Orchestre philhar-monique et l'Opéra d'assurer le luxe du prestige, connaissent une période du prestige, connaissent une période de fatigue. La Freie Volksbiline s'est embourbée dans une ornière dont elle a du mal à se dégager.

Saved, d'Edward Bond, produc-tion de son directeur Hans Neuen-fels, a été mal accueillie. Le Schiller fels, a été mal accueillie. Le Schiller Theater fait venir des metteurs en scène — Bernard Sobel a monté Nathan le sage dans les décors que l'on va voir à Gennevilliers, Gert-Hagen Seebach vient de présenter la Judith de Hebbel, Hans Peter Clos répète Richard II — pour tenter d'accélérer le mouvement de l'imponente machine.

nte machine. La Schaubühne elle-même souffre de morosité. Son directeur, Luc Bondy, a été malade et n'a pas réussi Bondy, a été malade et n'a pas réussi son dernier spectacle, les Cœurs brûlés, d'Ostrovski. Le Prométhée vu par Klaus Grüber, avec Bruno Ganz, dans la version lourde donnée à Salzbourg, n'a pas soulevé l'enthousiasme du public. Même le retour de Peter Stein juste pour le Singe velu d'O'Neill s'est soldé par une décention.

C'est à Bob Wilson que revient la C'est à Bob Wilson que revient la tâche de remonter le moral de la glorieuse troupe. Avec Heiner Müller, il a entrepris le second D(eath) D(estruction) D(etroit). Le premier, inspiré par Rudolf Hess, a été créé en 1979, à la Schaubühne, mais dans l'ancienne salle, petite et spartiate, attribuée depuis à la Manufaktur – troupe engagée dans des utopies quelque peu dépassées. Cette fois, Bob Wilson bénéficie de ce que la machinerie théâtrale offre de plus mobile ; les murs et le plafond sont POUR SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

formés de plaques qui peuvent s'éccarter et se fermer, séparément ou d'un seul tenant, se lever, se bais-ser avec effets d'ascenseur. Les spec-tateurs sont assis sur des tabourets qui ressemblent à des selles de vélo, qui ressembient a des seues de veio, et permettent de se tourner de tous les côtés, car ils sont littéralement encerclés d'images sur les quatre côtés de la salle et même au plafond. Bob Wilson retrouve ses opéras rispels autour d'un personnage qui le visuels autour d'un personnage qui le fait rêver; et ainsi, après Joseph Sta-line, Einstein, Edison, Rudolf Hess, au centre de DDD 2, il y aura Kafka.

En attendant, il y a quand même des spectacles qui marchent très fort à Berlin, comme Ligne I, au Grips Theater. Un théâtre extrêmement sérieux, habituellement réservé au authlic inune et qui d'ailleurs a servi public jeune et qui, d'ailleurs, a servi de modèle à bien des troupes spécia-lisées. Cette fois — la représentation dure plus de trois heures et demie, — il vise les adolescents et les adultes.

La Cage aux folles

Verse les quartiers à problèmes.

L'intrigue – une jeune fille cherche le chanteur rock dont elle attend un enfant – est prétexte à en montrer les différents types sociaux, leur promiscuité, leurs frictions, le désarroi des jeunes suicidaires, les immigrés, les clochards, les « wissies » (les clochards, les « wissies » (les Allemands touristes à Berlin, autant dire les piones), les familles, les minettes branchées, les nanas et ces indestructibles vieilles dames de Berlin, d'Ouest et d'Est (à partir de soixante-cinq ans, eiles ont le droit de passer la ligne), qui occupent les pâtisseries comme des bunkers, veuves de guerre à la nostalgie agressive. Il y a le racisme quotidien, le chanvinisme, mais aussi la générosité, la gentillesse des loubards sympas. Car il s'agit d'un conte de fées avec une morale : l'idéalisme doit primer les plaisirs factices.

C'est un peu ambigu, la musique plus musique entit le divaine de comédiems La Ligne 1 du métro berlinois tra-

doit primer les plaisirs factions.

C'est un peu ambigu, la musique
plane, mais la dizaine de comédiens
qui interprétant tous les personnages
sont épatants. Ils changent de rôle,
d'allure à une vitesse folie. Ce n'est
pes tellement le maquillage qui y
fait, ce sont les attitudes, les
manières de parler, de bouger, et les

"... Un hymne tendre et fort comme un rêve retrouvé,

à la nostalgie poignante et drôle... L'émotion instantanée."

"Un petit chef-d'œuvre!"

"Un hymne à l'amitié, solide, gai, très juste

et très dur aussi, qui a la saveur de l'enfance..."

"... Un film attachant et profond, riche en émotions fortes,

avec un délicat parfum de nostalgie."

"C'est à la fois tragique et drôle, trouble et envoûtant. Comme l'enfance."

STAND BY ME

Compte sur moi

Brigitte Comand, ACTUEL

Alix de Saint-André, FIGARO-MAGAZINE

Christian Jauberty, 7 A PARIS

costumes, d'une minutieuse exactitude. Par instants on pense an Cam-

Autre grand succès, au Theater des Westens – une sorte de Châte-let, – la comédie musicale de Broadway est adaptée au style berlinoi way est adaptée au style berimois, moins huxueuse, plus insolente, plus grinçante, mise en scène par le directeur du théâtre, Helmut Baumann, qui joue également Zaza. Il en fait un personnage fin, lucide, qui vit pleinement la tendresse du couple. Tousure, ceil oblique, sourire aigu, il est en définitive plus proche de Michel Serrault que de l'interprétation Broadway, qui joue beaucoup sur la grace précieuse.

Helmut Baumann vient de la Helmut Baumann vieut de la danse. Et quand il était danseur son angoisse c'était : « Qu'est-ce que je jeral après ? » Son hobby était la chorégraphie. Le reste est venu par hasard grâce à un comédien de Hambourg qui jouait le diable dans l'Histoire du soldat, à l'Opéra de Berlin. Il a proposé à Helmut Baumann, qui dirigeait les ballets, de monter une Il a proposé à Helmur Baumann, qui dirigeait les ballets, de monter une revue de music-hall autour de l'empereur Guillaume II, le chorégraphe s'est donc lancé dans la mise en scène. Il y a deux ans, il a pris la direction du Theater des Westens, et apprend tous les jours à équilibrer ses programmes et ses badgets.

L'an dernier, il a comm un échec

L'an dernier, il a connu un échec evec Mahagoray et un triomphe evec une Revue Kurt Weill en trois parties : la période allemande, la française, l'américaine. Il compte monter en mai un Opéra de monter en mai un Opera ae quat'sous, « qui retrouve le choc de 1928, il y aura un grand escaller qui monte jusqu'aux cintres, de l'eau et c'est toui. Les héritiers nous ont autorisés à modifier l'orchestration. C'est toujours Kurt Weill, bien contrait mois guec des instruments entendu, mais avec des instruments contemporains, un feeling rock =.

Et en septembre, pour les fêtes du sept cent cinquantième anniversaire, Helmut Baumann présentera Cabaret – c'est décidément l'année du grand capital — mais viu la mande du grand capital — mais viu la mais viu la mais viu la mande du grand capital — mais viu la m grand revival — mais n'y jouera pas. Le spectale s'est donné à Berlin il y a dix ans, Helmut Baumann l'a déjà monté à Zurich : « Cette fois, dit-il, ce sera plus précis, plus brutai. Ce sera pour le public allemand.

Jean-Paul Chaillet, PREMIÈRE

COLETTE GODARD.

François Cognard, STARFIX

PHOTO

L'agence Vu, au centre de la Vieille-Charité à Marseille

L'image au quotidien

Le punch d'une génération à maturité, la diversité et l'autonomie d'expression, sont les atouts maîtres de l'agence Vu.

Lorsqu'en janvier 1986 Christian Caujolle crée l'agence Vu, ainsi dénommée en hommage au maga-zine célèbre fondé par Lucien Vogel en 1928, son intention est claire, Il ne s'agit pas uniquement de con tuer une agence concurrente de celles qui, comme Sygma, Gamma ou Sipa, sont déjà connues en France, mais de rénover le paysage photographique en adoptant une politique d'auteurs

politique d'auteurs.

Si l'agence est une filiale à 100 %
de Libération, le journal n'y a pourtant pas investi un sou. Formé avec
des prêteurs, composé d'un groupe
de dix-sept photographes (moyenne
d'âge trente-cinq aus) et employant
sept salariés permanents, Vu fonctionne par ses propres moyens, en
tonte indépendance.
Globalement positif es premier

Globalement positif, ce premier bilan n'empêche pas la définition de nouveaux objectifs. D'une part, conquérir d'autres marchés, princi-palement les Etats-Unis, et, d'autre part, s'affranchir de l'étiquette Libération qui, sans nécessairement constituer un atout, continue de lui coller à la peau.

C'est en co sens que, si la presse demeure un support essential, l'édi-tion et l'exposition représentent pour Vu une plate-forme d'expression pri-

La meilleure preuve en est donnée à Marseille, à la Vieille-Charité entièrement rénovée où, dans un secrochage sobre et bien rythmé, parfois un peu serré, sous le titre



« De Libération à Vu », cent quatrevingt-trois images, uniquement en noir et blanc, ce qui accentue encore l'unité de l'ensemble, retracent, par les travaux de treize de ses mem-bres, les six années d'existence de

scoutisme on le métissage culturel, tous démontrent qu'il est possible de raconter avec pertinence, humour et sême une part de rêve la chrom

Abordant tous les genres, alternant l'image unique et la séquence, les grandes séries et les petits reportages, les sujets de société comme de la Charité, Marseille, jusqu'au 31 mars. PATRICK ROEGIERS.

Coup de poker ou leut en

Prélude expérimental au Festival du son

Le Festival du son et de l'image enregistrée ouvre ses portes au public du 11 au 15 mars, après les journées consacrées aux professionnels. Au consacrées aux professionnels. An préalable, une opération d'information est organisée dans l'auditorium de la FNAC Forum. Il s'agit de tester, à partir d'auditions commentées, des enceintes acoustiques disponibles sur le marché français : les perfor-mances des haut-parieurs Allison, B&W. Cabesse, Celestion, Elipson, JLB, JM LAB, Kef, Luxman, Magnat et Yamaha pourrost être appréciées, d'après un programme musical de disques compacts, pré-paré et commenté par les critiques du Monde de la musique. Auditions les 2 mars, de 15 heures à 17 heures et 3 mars, de 11 heures à 19 heures; débat-rencontre le 2 mars à 17 h 30.

* CNIT-La Défense (pour le Festi-val du son). Auditions à la FNAC Forum, 1 à 7, rue Pierre Lescot, 75001

Danse indienne

Trois Françaises acquises à la danse indienne et s'y consacrant exclusivement sont programmées actuellement à Paris.

actuellement à Paris.

Malavika a fait ses premières classes avec la troupe de Ram Gopal. Elle reprend, au Théâtre du Rond-Point, le Ramayana, version picaresque des aventures de Rama qu'elle a chorégraphiée et mise en scène avec sa sœur Nita Klein (jusqu'au 11 mars 21 heures, dimanche matinée 15 heures). Shakuntala donne un récital à la salle Adyar, 4, square récital à la salle Adyar, 4, square Rapp, le 28 février à 17 heures.

Rapp, le 28 levrier à 17 neures.

Elisabeth Petit se consacre exclusivement au Bharata Natyam (danse du sud de l'Inde), qu'elle restitue dans sa pureté classique (jusqu'an le mars à l'Espace Marais, rue Beautreillis, à 18 h 30, relâche le lundi).

e Les biens d'Andy Warhol légués pour la création d'une fon-dation. — Andy Warhol a sssigné pratiquement l'intégralité de ses biens immobiliers, de ses actions et de ses œuvres d'art, évalués à 15 mil-liers de dollars. à la création d'une le ses couvres d'art, évalués à 15 mil-lions de dollars, à la création d'une fondation sur les arts visuels, selon un testament ramis à la justice new-yorkaise.

DERNIERE SAMEDI 28 a tempete LDC. 43 28 36 36 ET FNAC MARIO GONZALEZ met en scene STUART SEIDE LES FILMS COLUMBIA PRESENTENT UNE PRODUCTION ACT III UNFILM DE ROB REINER "STAND BY ME" (COMPTE SLR MOI). WIL WHE AFON RIVER PHOENIX COREY FELDMAN JERRY O CONNELL KIEFER SUTHERLAND COREY FELDMAN JERRY O CONNELL KIEFER SUTHERLAND COREY FELDMAN JERRY O CONNELL KIEFER SUTHERLAND RAYNOLD GIDEON & BRUCE A. EVANS RAYNOLD GIDEON & STEPHEN KING BRUCE A. EVANS RAYNOLD GIDEON ANDREW SCHEINMAN ROB REINER LA DERNIERE BANDE SAMUEL BECKETT

MUSIQUES

Dutilleux et Schubert à l'Orchestre de Paris

Le grand lyrisme

C'est une œuvre très dense et mystérieuse qu'Isaac Stern a donnée avec l'Orchestre de Paris. Le Concerto pour d'Henri Dutilleux,

dont il est le dédicataire, lui est réservé en exclusivité pour trois ans.

C'est use chance que de réenten-dre, à quinze mois d'intervalle, une œuvre nouvelle telle que le Concerto pour violon d'Henri Dutilleux. Isaac Stern l'a laissé mûrir et la reprend avec cette fois l'Orchestre de Paris, dirigé par Damiel Barenbohn, rivali-sant d'intensité avec l'Orchestre national et Lorin Maazel (le Monde du 2 novembre 1985). du 8 novembre 1985).

Sans revenir sur la structure de Sans revenir sur la structure de l'œuvre, que nous avions longuement analysée, disons qu'elle nous a para anssi complexe et profoade, d'un abord moins direct, que les symphonies ou Timbres, Espace, Moscoment, comme si la recherche de Dutilleux, tenaillée par son souci de la perfection, devenait avec l'age plus anacissante et mystérieuse.

plus angoissante et mystérieuse. La densité du langage est toujours aussi grande, mais le parcours se fait neux, riche en ramifications plus sinueux, riche en ramifications souterraines, avec d'admirables éclaircies, où la lumière jaillit comme une flèche au sein de développements très intériorisés, des interludes de rêve, des périodes de grande tension, dans un va-et-vient de la pensée qui s'exprime à travers le dialogue complémentaire du soliste et de cet orchestre en perpé-

melles metations, aux alliages d'une délicateurs extrême, de velours soin-

Pourtant, le rapport du violon à l'orchestre semble encore problématique, bien davantage que dans Tout de Rostropovitch planeit souveraine-ment. Il faudra attendre que d'autres interprètes s'emparent de l'œnvre (sprès les trois ans d'excha-sivité qui reviennent à Stern) pour savoir si le compositeur n'a pes présumé des forces du violon on si, comme je le pense, la partition exig-une puissance lyrique aussi rayon-nante que certains grands concertos du répertoire.

An même concert, Daniel Barenboim donnait une interprétation bien rsonnelle de la 9 Symphonie en ut de Schubert. Dans cette œuvre sublime, mais si longue et répétitive. il juge à bon droit nécessaire de sogner l'architecture, de varier la dynamique, le relief sonore, les phrasés, mais, en dépit d'une incon-testable spiendeur orchestrale, il en festable spiendeur orcnestrate, il en feit trop et bride l'élan par un mode-lage ampoulé des thèmes, une accentuation violente, un constructi-visme outrancier, qui tirent abusive-ment Schubert du côté de Bruckner. Bareaboim paraît de ce fait en porte à faux avec cette musique qui, maigré l'ampleur du cadre, est toute fracheur et déborde du trop-pleis du cour. Et le final, beaucoup trop rapide, ne rachète en rien les précédents mouvements en général trop

THE PERSON !

The strategy of the state of th The same of the same

The state of the s

-

Berger that has opin their

The state of the s

And the second

44

-And the same of the same of the

The state of the s

A Marie See Comment of the See

The boar is the

DE TO SEE THE SEE SE

The same of the same

TO STATE OF THE PARTY OF THE PA

Section of the sectio

424 M V 14 4

THE RESERVE TO THE PARTY OF THE

The second secon

Butte Gart

AR ELL TE

waste to be delicated

Principal Ser

ALL IN THE S

TANK HAME BOWN

de leges-kapf 🖝 💐

h # 16 M

Printe of Joseph Decisions of the

PATRICE STATE

- 295 Ms # 1

THE RESIDENCE

nersitet in

this printed in

1

i francisch für ...

ANTIC PROPERTY.

migge Arfeitei An Sin (Ma)

- 62 person

JACQUES LONCHAMPT.

Vingt-cinq ans après

Le « Rêve » des Beatles en compact

Le 12 septembre 1962, quatre petits « prolos » de Liverpool entrent dans un studio londonien où les attend un alchimiste de génie, un attend un alchimiste de génie, un grand et élégant jeune homme de vingt-neuf ans à l'esprit curieux et à l'intelligence vive, à la fois enthousiaste et pondéré, producteur et musicien: George Martin. Les quatre garçons ent auditionné devant lui juste avant l'été. Chacun à joué d'abord acoarément, puis ensemble. d'abord séparément, puis ensemble. A la fin de la séance, Martin s'est borné à dire « peut-être », à une condition cependant, c'est qu'ils se séparent de Pete Best, le batteur, du

moins pour enregistrer un disque. En ce jour de septembre, John Lennon, Paul McCartney et George Lennon, Paul McCartney et George Harrison arrivent avec un nouveau batteur: Ringo Starr. Deux chan-sons de Paul McCartney, améliorées par des harmonies particulières de George Martin, vont être earegis-trées: Lous mé do et PS I Lous vou trées: Love me do et PS I Love you L'aventure des Beatles commence. Elle va révolutionner la musique

populaire dans les années 60. Entre 1962 et 1968, John Lennon et Paul McCartney imaginent cent cinq chansons qui attrapent par magie le tempo d'un monde déjà en mutation.

Vingt-cinq ans après ce qui fut le début d'un phénomène social énorme, la firme RMI lance quatre compacts qui sont les premiers de la discographie d'un des groupes les plus célèbres de l'histoire : Please, Please me, With the Beatles, A Hard Day's Night et Beatles for Sale. Les enregistrements datent des années 1962, 1963 et 1964. Les antres albums, avec Yesterday, Lucy in the Life, sortiront en compact, tchelomés dans le temps, par ordre chronologique.

Au lendemain de la séparation des Beatles, John Lennon avait chanté Le rêve est fini. C'est ce rêve que le compact nous invite à revisiter ou à découvrir.

وكذا من الأعلى

Communication

La crise de «Lyon-Libération»

Coup de poker ou lent enracinement?

LYON

de notre correspondant régional

La crise de Lyon-Libération, qui s'est traduite par le licenciement de dix-sopt personnes (le Monde du 11 février), était d'abord financière. 11 fevrier), etait d'apord imanciere. C'est, en substance, le message qu'a tenté de faire passer M. Serge July, le gérant de Libération, au cours d'une réunion tendue avec le person-nel maintens (trente-quatre saleriés) on licenciés.

La défaillance des partenaires-investisseurs traditionnels du quotidien a entraîné des difficultés de trésorerie. La «maison-mère» a tenn ses engagements à hauteur de 12 millions de francs, mais les investisseurs pressentis pour un effort de l'ordre de la moitié de cette somme, qui aurait corraîné une prise de ris-que équivalente des banques, se sont

Cotte explication a choqué
l'équipe lyamaise en mison de son
caractère tardif... De même qu'on
été jugées sévèrement les conditions
dans lesquelles la liste nominative
des licenciés a été comme. Sur intervention pressante d'un chef de ser-vice, le rédacteur en chef, M. René-Pierre Boulla, a la une liste non négociable de dix-sept noms au cours d'une assemblée générale. Aucun patron lyonnais n'oserait

procèder de la sorte !» s'indignait une journaliste licenciée...

Cette remarque met Paccent sur l'incompréhension latente qui sem-ble s'installer entre des décisions « parisiennes» et un vécu « lyon-nais». Là où et un vécu « lyon-nais». Là où et un vécu « lyon-nais». Là où et « coup de poker », les journalistes locaux préféreraient parler d'un « lent euracinement ». Le civage samble eucore réel, au moment de la mise en place d'une nouvelle peripories est seure « » moment de la muse en parte a une nouvelle pagination, entre ceux qui ne désespèrent pas de retrouver à terme une place privilégiée pour l'information locale et les partisans d'une recherche axée sur le monde des « décideurs » de la « high tech».

Six salariés — trois licenciés et trois membres de l'équipe actuelle ont créé un comité de surveillence des licenciements à Lyon-Libération, pour « faire valoir leurs droits », bien sûr, mais aussi pour faire connaître leur position sur la palitique rédactionnelle. « Demain, semble-t-il, Lyon-Libé ne s'adres-sera plus qu'aux décideurs. Des hôtesses aux couleurs du journal le vendront peut-être dans le TGV. Cette ville regorgerali-elle à ce point de grosses têtes qu'on puisse en faire une clientèle? », s'interrogent - dans un texte collectif iolques « pigistes » remerciés.

« On voulait se « payer » la PQR

reconnaît mezzo voce un des responsables de Lyon-Libération, et nous nous sommes trompés. Mais le produit, allégé de quatre pages, est estimé encore capable de conserver son créneau et - au moins - dix mille acheteurs quotidiens. La nou-

velle échéance pour l'équilibre financier est fixée à la fin de cette année. On espère que les effets cumulés des économies de personnel et de papier, de la diminution des frais de gestion, du démarrage de la publicité et de la hausse des ventes en lisison avec le quotidien national (plus 10 % espérés en 1987) assure-ront la pérennité du titre lyonnais.

CLAUDE RÉGENT.

L'offensive des publicitaires contre Havas

Crise à l'AACP

Démissions en chaîne à l'Association des agences conseils en publi-cité (AACP), création d'une association destinée à accélérer le vote d'une loi anti-trust dans le domaine de la publicité : la campagne « France, ta liberté de communica-tion est en danger » continue à faire des vagues. Lancée à l'initiative de trois publicitaires – Jean-Clande Boulet (BDDP), Philippe Calleux (FCA) et Jacques Séguéla (RSCG), - elle dénonçait par voie

de presse l'omniprésence du groupe Havas dans les secteurs de la publicité et de la régie. Le groupe Haves a d'abord riposté par une assignation en référé puis par une plainte au pénal (le

Monde du 18 février). Il estime que des chiffres cités par les trois publi-citaires français, sont erronés. Et qu'il y a là « dénigrement et diffa-

L'affaire prenait un tour tel que l'AACP, qui regroupe 85 % des agences publicitairs, a tenté de jouer le juge de paix. Le 18 février, elle publiait donc un communiqué. Elle prenait à la fois acte du retrait d'Havas de la reprise de TF1 et « se félicitait qu'un risque supplémen-taire de concentration ait ainsi pu être évité ». Mais elle indiquait que Havas cumule historiquement diverses fonctions dont la comptabilité peut être discutée » tout en critiquant par ailleurs « les regrettables excès de langage et une campagne dont le ton porte atteinte à l'unité

de la profession ». Deux jours après la perution de ce communiqué, les groupes et les agences publicitaires liées à Havas qui représentent au total 20,7 % des cotisations annuelles versées à l'AACP - aunoncent leur départ de l'association. Bélier-conseil amoroe le monvement, spivi d'Havas-Conseil-Marsteller (HCM). A l'AACP, on s'attend dans les jours qui viennent à un départ massif des autres groupes dépendant d'Havas (Polaris, Ecom-Univas, Robert et Partners, etc.) et de leurs agences. En outre, M. Bernard Brochand,

président du directoire d'Eurocom missionne de ses fonctions de viceprésident de l'AACP, tandis que des dirigeants d'agences publicitaires liés à Havas abandonnent leur manat leur mandat d'administrateur de l'associa-

Un coup dur pour l'AACP mais que celle-ci prend avec philosophie:
- Ils reviendront », assure un de ses responsables, qui estime « que l'association a été choisie comme terrain de batalle pour une guerre qui oppose un groupe à d'autres depuis longtemps ».

Du côté des initiateurs de la campagne anti-Havas, on ne désarme pas. Les trois agences ont en effet décidé de créer l'association «Démocratie et communication». Cette dernière « se fixe l'objectif de lutter contre les concentrations abu-sives sur le marché de la communication » et s'appuie sur la proposi-tion de loi de deux députés barristes, MM. Bruno Durieux (UDF-CDS Nord) et François d'Aubert (UDF Mayenne), qui vise à limiter la concentration dans le domaine de la publicité (le Monde du 16 février).

Cette proposition pourrait être enregistrée le 2 avril, lors de la rentrée parlementaire. En tout cas, les publicitaires comptent y contribuer par diverses actions de sensibilisa-

YVES-MARIE LABÉ.

(presse quotidienne régionale), Les syndicats dénoncent le manque de concertation

Des bulletins d'information de sept minutes renouvelés toutes les demi-heures ; les titres de l'actualité repris tons les quarts d'heure, l'annonce à tont moment des évêne-ments importants; des rubriques fixes d'« information service » (métro, Bourse); de brefs repor-tages que vingt-sent journalistes pui-sent et « retravallient » à volonté dans les documents des rédactions d'Inter et de Culture-Musique. Tel est le projet de « chaîne d'informa-tion continue » que le PDG de Radio-France, M. Roland Faure, et son équipe préparent pour le 1° juin prochain (le Monde du 24 février). Mais fallait-il pour lancer Radio-France-Info, fermer Radio 7 ? Non, s'insurgent les syndicats CFDT, CGT, SNU et SUPART (artistes), qui regrettent que le nouveau projet (métro, Bourse); de brefs repor-

 $f(x) \triangleq \chi^{-1}$

.

coll, SNJ et SUPART (gristes), qui regrettent que le nouveau projet « serve de prétente à la suppression d'une radio non commerciale » et appellent à la grève le 3 mars « pour une durée indéterminée » afin de protester contre « l'abandon d'une pionnière de la bande FM ». Oui, répond M. Roland Faure : les 50 millions de francs d'écouonies imposées à Radio-France. les cent

imposées à Radio-France, les cent suppressions d'emplois, la rareté des fréquences disponibles sur la capi-tale, condamment tout nouveau pro-

BRUXELLES

de notre correspondant

Les téléspectateurs belges serontits privés de TF 1 lorsque la chaîne sera privatisée? La question posée

par le quotidien wallon la Meusela Lanterne n'est pas encore d'une brûlante actualité, les autorités belges compétentes estimant possi-bles plusieurs formules de com-

La loi sur l'audiovisuel prévoit

que les chaînes commerciales peu-vent pénétrer sur le territoire belge vent pénétrer sur le territoire belge - le plus câblé su monde - à la condition d'aider, sous une forme ou

sous une sutre, la promotion de la

De même Sky Channel, la chaîne

musicale, doit programmer un cer-tain nombre de groupes de chan-teurs beiges. De plus, elle doit verser

une contribution d'environ 10 millions de francs belges (1,5 million de

francs) per an.

après la suppression de Radio 7 jet à se bitir sur les décombres d'un ancien. Radio-Franco-Info ne pouvait se faire sans reprendre à Radio 7 ses 4 millions de budget annuel (salaires non compris) et sans le redéploiement d'une partie de ses personnels (dix technicieme et huit journalistes). Bref, pour la présidence, « la facilité, c'est ne rien faire. Le risque, c'est entreprandre ». Un discours qui a reça le soutien inattendu du... Syndicat général des journalistes Fo, qui juge « difficile de contester le remplacement d'une radio auss auditeurs par une radio d'avenir ». jet à se bittir sur les décombres d'un radio d'avenir -

Mais FO, qui refuse de se joindre an mouvement de grève, se retrouve aux côtés des suires organisations syndicales pour condamner « la hâte et le monomentation dure l'amelia s'ant effectué ce changement ». Des accusations auxquelles la direction se contente de répondre que « les règles ont été respectées » : le conseil d'administration a donné son approbation le lundi 23 février, le comité d'entreprise en a été informé mercredi et la station a fermé... ven-

Même justifié par la nécessité d'adapter les studios aux besoins de la nouvelle station, la efférité ne peut que surprendre.

Les chaînes françaises et le câble belge

M. Michael Checkland

Nouveau directeur général pour la BBC

M. Michael Checkland, un comptable de cinquante aus, a été nommé directeur général de la British Broadcasting Corporation (BBC) le 26 février, ea remplacement de M. Alasdair Milne, qui avait démis-sionné il y a un mois. M. Checkland était directour général adjoint, et assure l'intérim depuis le départ de M. Milne.

[Entré à la RBC comme comptable en 1964, M. Checkland est comm pour

avoir imposé un «pian de rigueur» à l'entroprise au début des amées 80. Il s'est récemment exprimé pour défendre le concept de service public, en préfé-rant «un service de qualité » aux pro-grammes plus « populaires ». L'une des priorités du nouveau directeur général sera de résifirmer l'indépendance politique de la BBC, mise à mal ces dernières amnées par plusieurs polémiques avec le Once avec le gouvernement conservatour de Macher.]

(Publicité)

ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉTUDIANTS DE L'EUROPE



QUAND LA JEUNESSE RELÈVE LE DÉFI DE L'EUROPE

L'ÉGÉE EUROPE (Etats généraux des étudients de l'Europe) est une association véritablement européenne. Elle rassemble près de 10 000 étudiants des différents pays de la Communauté européenne. C'est le première organisation en Europe à adoptar directament une structure européenne en refusent les représentations nationales : l'ÉGÉE EUROPE regroupe 42 villes universi-

taires sans distinction étatique. ÉGÉE EUROPE est la plus grande association européenne composée uniquement de leunes. Elle a mis en place cinq grands programmes : « EURO- STAGES ». « EURO-SÉJOURS ». « EURO-MANAGERS », « VERS UNE DÉFENSE EUROPÉENNE » et « EURO-LANGUES ». Elle publie ∢ EUROPOLIS », premier magazine étudiant européen et organise chaque année de multiples événements dans toutes les villes universitaires.

ÉGÉE EUROPE est une association sans lien politique partisan. Elle a reçu notamment le soutien de la Commission des Communautés européennes, de Francois Mitterrand, président de la République française, Richard von Weiszacker, prési-

dent de la République fédérale d'Allemagne, Jacques Chirac, premier ministre français, Margaret Thatcher, premier ministre britannique, Felipe Gonzalez, président du gouvernement espagnol, Ruud Lubbers, premier ministre kwembourgeois.

ÉGÉE EUROPE, c'est l'Europe des citoyens qui s'invente elle-même, et non les Etats qui modèlent l'Europe. Vous savez que du futur de l'Europe dépendra notre avenir collectif et personnel. Alors les colloques « EUROPE-ÉTUDIANTS » sont pour vous l'occasion de participer à l'élaboration de notre avenir commun.

Du mercredi 4 mars au vendredi 6 mars 1987. ÉGÉE EUROPE organise pour la deuxième année consécutive :

LES COLLOQUES EUROPE-ÉTUDIANTS

Cette année, dix colloques se tiennent simultanément dans dix villes européennes et abordent dix thèmes

- AMSTERDAM : « Le défi de la défense européenne »
- **COLOGNE: «** Les multinationales et les formations européennes au management » (EUROMANAGERS)
- DELFT : « Le génie génétique en Europe »
- KIEL: « L'Europe entre l'Est et l'Ouest »
- LONDRES : « Les transports aériens en Europe »
- LUXEMBOURG: « L'Europe dans le concert des nations »
- MADRID : « Les problèmes d'environnement dans le monde méditerranéen »
- MILAN : « Une stratégie technologique pour l'Europe »
- PARIS: « Le marketing politique en Europe »
- STRASBOURG: « L'entreprise, quelles stratégies pour l'Europe ? »

Chaque colloque accueillera entre 100 et 200 étudiants européens. Les langues de travail sont le français et l'anglais. Sur chaque ville, la nourriture et l'hébergement sont assurés gratuitement.

Pour tous renseignements, écrire ou téléphoner à :

ÉGÉE-EUROPE 75, rue d'Amsterdam 75008 PARIS Tél. : (1) 42-82-02-43

Le Monde

TF I qui, en tent que chaîne publique, avait droit de cité sur le Le Courrier de l'Ain en liqui-dation judiciaire. – Le tribunal de commerce de Bourg-en-Bresse (Ain) a prononcé, le vendredi 27 février, la mise en liquidation judiciaire du quo-tidien le Courrier de l'Ain (cinq mille examplaires). Ce jugement est toute-fois assorti d'une autorisation « exceptionnelle » de parution perresceptionnelle » de parution per-mettent au journal de « conserver l'habilitation à la publication d'annonces légales ». Les actifs du quotidien — en règlement judiciaire depuis la 10 octobre 1986 — seront vendus au plus offrant. Deux groupes de repreneurs seraient actuellement sur les rangs : le groupe « Tout Lyon » (use publication lyonnaise d'annonces légales), d'une part, et des représentants de l'actuelle direc-tion associés à le famille propriétaire du titre, d'autre part. Ces deux groupes proposent la transformation du quotidien en habdomadaire.

Les télévisions privées devront négocier un droit d'accès câble devra-t-elle en passer par là et câble devra-t-elle en pesser par là et négocier avec les responsables beiges? C'est ce qu'avaient entrepris les anciens propriétaires de la Cinq. M. Robert Hersant compte reprendre les discussions pour que sa télévision soit reçue en Beigique. En revanche, la sirème chaîne ne souhaite pas être diffusée sur le câble beige. Il est vrai que la Compagnie inxembourgeoise de télédifinsion, nouveau propriétaire de la Six, contrôle déjà TV 1 en Beigique.

Précisons que les téléspectateurs

Précisons que les téléspectateurs belges, qui reçoivent plus de vingt chaînes de télévision, consacrent 90 % de leur audience aux deux chaînes locales, la RTBF et RTL-Télévision. Sur les 10 % restants, la moitié va sux chaînes françaises

JOSÉ-ALAIN FRALONL

culture du pays. Ainsi TV 1, la future chaîne commerciale belge, a dans son cahier des charges l'obligation de consacrer une partie de ses programmes à des productions M. de Leusse mettra en place l'observatoire de la publicité

M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, a chargé M. Jean-Frédéric de Leusse, auditeur au Conseil d'Etat, de la mise en place de l'observatoire de la mise en place de l'observatoire, dont la publicité. Cet observatoire, dont la création avait été suggérée par M. Jean Cluzel, sénateur Union centriste de la Haute-Vienne, étudiera « les transferts qui pourraient s'opérer au sein du marché publici-taire devant la multiplication des services de radio et de télévision et des phénomènes de transferts de ressources d'un secteur à l'autre qui pourraient en résulter », a indiqué

M. Léotard, M. Jean-Frédéric de Leusse est chargé de « préciser les fonctions de cet observatoire et d'en proposer les structures - on faisant le recensement de tons les partenaires de ce projet (presse écrite, radios, télévision, annonceurs, agences publici-taires, affichage cinema). Le bilan des données recueillies fera l'objet d'un prérapport au ministre de la culture et de la communication qui informera alors le Parlement et les secteurs concernés de ses proposi-

LES SPECTACLES NOUVEAUX

VERA BAXTER, Théaire Jean-Marie-Serreau (45-45-49-77), sam. 20 h 45, dim. 17 h.

LE ROI LEAR, Théanc de Bobigny (48-31-11-45), 19 h 30. LE TOURNIQUET, Théaire des Bouffes parisieux (42-96-60-24), 18 h et 21 h 30.

ALLEZ HOP, Ménagerie de verre (43-38-33-44), 21 h. VISITE INTERDITE, Studio-théline de TEM (48-58-65-33), 21 h. ARTTANNICUS, Carré Silvis (45-31-28-34), 20 à 30.

Les salles subventionnées

OPERA (47-42-57-50), sam. 20 h 30 : Cua-SALLA FAVART (42-96-06-11), sees.

COMMEDUE-FRANÇAISE (40-15-00-15), sum. + dim. à 11 h 30; dim. 20 h 30: Turcaret; sam. 20 h 30: la Songe d'une

Turcaret; sain. 20 h 30; ic Songe Gwiss nuit d'été. CHABLOT (47-27-51-15), Grand Théi-tre, sain. 20 h + dim. à 15 h : in Mariage de Figure; Théitre Gémier : sain. à 20 h 30 + dim. à 15 h : les Découés.

PETIT ODÉON (43-25-70-32), sem. 18 h 30: Paysages bonnains, de Nazim

Hikmet.

BEAUBOURG (42-77-12-33), CinémaVidéo: Cinéma et littérature su Japon;
se reporter à la rubrique Films/Cinémathèque; Vidéo-information, à 13 h, Lo
bébé est une personne, de B. Martino; à
16, Chagall le peiutre à la tête renversée,
de D. Rimbault; à 19 h, De la sainteté,
de J.-M. Berzosa; Vidéo/Masiques, à
13 h, Samson et Dalila, de Saint-Saönt;
à 16 h. Fela Manmeira, de F. Confal-13 h. Seminos et Dania, de Samt-Saom; à 16 h. Fala Manqueira, de F. Confal-noieri; à 19 h. la Bobème, de Procini; Clafana da Mante (hm., mar.), à 15 h. Dernières acquisitions du MNAM; 18 h. Rose Lowder; Concerts/Débats; dist. à 16 h.: compositeurs d'anjourd'hai à FABC. Line heure avec les adistes de PARC: Une beare avec les solistes de PEIC (curves de Marc Battier, Marco

CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34) : mm., à 20 h 30 ; dim. à 16 h ;

Les autres salles

AMANDIERS (43-66-42-17), mm. 20 h 30 : ha Divine Clownerie. ANTOINE (42-08-77-71), sum. 15 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30 : Harold et Mande. ARCANE (43-38-19-70), sam. 20 h 30:

ARLEQUIN (45-89-43-22), mm. 20 h 30 :

Th. do Chambre.

ARTISTRC-ATHÉVAINS (43-55-27-10),
sum. 17 h et 21 h, dim. 17 h : Circuius
clandestins (dern. le 1*).

ARTIS-HÉBERTOT (43-87-23-23), sum.
17 h et 21 h ; dim. 15 h : Adorable Julia.

ASTELLE-THÉATRE (42-38-35-53),
sum. 20 h 30, dim. 16 h : Mon Istnetie.

ATELIER (46-06-49-24), sam. 21 h :

Adrians Monti (dern. kr 28).

Adrians Monti (dern. kr 28).

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24),

sum. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : le

Tourniquet.

CAPTOUCHERIE, Th. de la Tempita (43-28-36-36), sam. 21 h : la Demière Bande (dern. le 28) ; Aquarium (43-74-99-61), sam.-dim. 20 h 30 : le Prochs de Jeanne d'Are, veuve de Mao Taé-soung ; Epée de bois (48-08-39-74), sam. 20 h, dim. 15 h 30 : Caliguia.

CARREFOUR DE LA DIFFERENCE (43-72-00-15), sum. 21 h : Milenn la vic. CTÉ INTERNATIONALE (45-89-38-69), Galerie, sum. 20 h 30 : in Refi-giouse (dern. le 28).

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : Orlando Furiora.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11), sam. 19 h : Mam'zelle Julie (dorn. la 28) ; sam. 21 h, dim. 15 h 30 et 18 h 30 : h Leçon des alots (dern. le 1°). DAUNOU (42-61-69-14), sam. 20 h 30, dim. à 15 h 30 : Y a-t-il un otage dans Financable?

DECHARGEURS (42-36-00-02), sam. 18 h 30, dim. 15 h : Sidonie ; 20 h 30, dim. 15 h : Nes hommages Miss Emily. DOX HEURES (42-64-35-90), sam. 20 h 30 : le Magie d'Abdul Alafrez (dern. le 28).

EDOUARD VII (47-42-57-49), sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : les Clients.

ESSARON (42-78-45-42), sam. 19 h, dim. 15 h : les Contro-jours d'une controbasse ; sam. 17 h + 21 h, dim. 17 h : Papiers d'Arméois. PONTAINE (48-74-74-40), sam. 17 h, dim. 15 h 30 : Un beau salaud. GAITÉ-MONTPARNASSE (43-20-60-56), sam. 21 h, dim. 15 h: Bonsoir

inaman.

GALERIE 58 (43-26-63-51), sam. 19 h:
Sir Gawain and the Green Knight; 21 h:
Mester Harold and the Boys.
GRAND EDGAR (43-20-90-09), sam.
20 h 15: in Drague (durn, le 3).

GRAND HALL MONTORGUEIL (42-96-04-06), sam. 20 h 45, dim. 18 h 30:
La diligence de l'Ouest avait perdit le
pard.

GURCHET-MONTPARNASSE (43-27-88-61), sam. 19 h : le Guichet; 20 h 30 : Naître ou ne pas naître.

43-27-6* (45-44-28-80).

AFTER HOURS (A., v.n.) : Studio de la Contrescarpe, 5* (43-25-78-37), jusqu'an

RUCHETTE (43-26-38-99), sam. 19 h 30 : In Cantatrice charve ; 20 h 30 : In Lepon ; 21 h 30 : Sports et divertime-HUCHETTE

LA BRUYERE (4-74-76-99), mm. 21 h. dim. 15 h : la Fernma sanvaga.

LIERRE THÉAIRE (45-85-55-83), sam.

20 h 30, dim. 16 h : Electre.

LUCERNAIRE (45-44-57-34), sam.

I : 19 h 30 : Randelaire; 21 h 15 : Kon
per Kon. — II : 20 h : Thérèse Desqueyroux; 21 h 45 : On répète Bagatalle.

MADELEINE (42-65-07-09), sam.

16 h 30 + 21 h, dim. 15 h 30 : Deux sar
la balançoire (darn. le 1").

la balançoire (dern. le 1").

MARAIS (42-78-03-53), sam. 20 h 30 : is. Comedia sans titre.

MARIE-STUART (45-08-17-80), sam. 20 h 15, dim. 15 h 30 : Interview de Miss Morte Schmitt par ses familmes ; 22 h : Morus de mosus.

MARIGNY (42-56-04-41), 20 h, sam. 14 h 30 + 20 h, dim. 14 h 30 : Kean; Petite saffe, 21 h, sam. 18 h, dim. 15 h :

MATHURING (42-65-90-00), 2012. 20 h 30, dim. 15 h 30 : l'Idiot. MÉNACERIE DE VERRE (43-38-33-44), sum 21 h : Allez, bop! MRCHEL (42-65-35-02), sam. 18 h 45 et 21 h 40, dim. 15 h 30 : Pyjama pour six. MRCHODIÈRE (47-42-95-22), sam. 20 h 30, dim. 15 h, sam. 18 h 30 et 21 h : Double mixte.

Donbie mixte.

MODERNE (48-74-10-75) (D. soir, L.),
21 h, dim. 15 h: l'Effet Giapion.

MONTPARNASSE (43-22-77-74),
Grande salle (D. soir, L.), 20 h 45, sam.
17 h et 21 h, dim. 15 h 30: Ce sacrá bonhear. Petite salle (D. soir, L.), 21 h,
dim. 16 h: Conférence au soumet.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76) (D. soir, L.), 20 h 30, sent, 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : Mais qui est qui ? NOUVEAU TH. MOUFFETARD (43-31-13-93) (D. soir, L., mar.), 20 h 45, dim. 15 h 30 : les Youx d'Agathe. CEUVEE (48-74-42-52), 20 h 45, dim. 15 h: Léopold le bien-eimé. PALAIS DES GLACES (46-07-49-93), nam. 21 h: Une mouche dans la tête (dern. le 28); II : sem. 21 h, dim. 15 h: S. Joly.

PALAIS-ROYAL (42-97-59-81), wm. ZU h 45: l'Amess-gravie.

PLAINE (42-50-15-65), mm. 20 h 30, dim. 17 h: Images de Mussolini en hiver.

POCHE (45-48-92-97), mm. 21 h, dim. 17 h 15: Amédés on comment s'en déburquier; san. 18 h 30, dim. 17 h 15: Dernière ; san. 18 h 30, dim. 17 h 15: 20 h 45 : l'Aurest-ens

Dernières lettres d'une mère juive à son RENAISSANCE (42-08-18-50), sem., dim. 21 h : Y's per qu'Ageths. ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20), sam. 19 h, les jours pairs : Armandine.

SAINT-CEORCES (48-78-63-47), sum. 19 h et 21 h 30, dim. 15 h : les Seins de Lois. STUDIO DES CHAMPS-ELYSEES (47-

23-35-10), sam. 21 h, dim, 15 h 30 : Voyage an bout de la mit. TAI THE D'ESSAI (42-78-10-79), sam. 20 h 30, dim. 15 h : Antigone ; sam. 22 h, dim. 17 h : l'Écume des jours ; sam., 20 h 30, dim. 17 h : Hais clos.

Les films unequés (*) sont interdits aux spoins de troire ann (**) aux moins de étx-luit me.

CHATLLOT (47-84-24-24)

SAMEDI 28 FÉVRIER

15 h, Raboliot, de J. Daroy; 17 h, Le Voile bleu, de J. Stelli; Hommage à F. Rosi: 19 b, Cadavres caquis; 21 h 30, La Christ s'est arrêté à Eboli.

DIMANCHE I" MAES

15 h. Le Secret de Monte-Christo, d'A. Valentin; 17 h. Un homme marche dans la ville, de M. Pagliero; Hemmage à F. Rosi; 19, Les Trois Frères; 21 h. Car-

HEAUBOURG (42-78-35-57)

SAMEDI 28 FÉVRIER

15 h. La Chienne, de J. Renoir; 17 h. Histoire d'un acteur ambulant, de Yasujiro Can; 19 h. Chronique d'Anna Magdalena Bach, de J.M. Straub et D. Huillet; 21 h. Lea Demoiselles de Wilko, de A. Wajda

DIMANCHE I* MARS

15 h. L'Amant de Lady Chatterley, de M. Allegret; 17 h. La Caida, de L. Torre-Nilston; 19 h. Le Héros sacrilège, de K. Mizognohi; 21 h. Detrière le miroir, de N. Ray.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-29)

SAMEDI 28 FÉVRIER

14 h 30, Le Traquemurd, de H. Teshiga-hara; 17 h 30, La Face d'un antre/Le Visege d'un autre, de H. Teshigahara.

DEMANCHE 1- MARS

14 h 30, Il était une guerre dans mon enfance, de S. Saito; 17 h 30, Les Hommes de Nord/Les Hommes de Toboku, de K. Ichikawa; 20 h 30, La Bailade de

LES ADMEUX A MATRORA (Sor., v.c.): Epte de Bois, 5º (43-37-57-47); Cosmos, 6º (45-44-28-80).

Les exclusivités

Le Monde sur minitel

achetez chez vous, hors de la cohue.

36.15 TAPEZ LEMONDE

La Cinémathèque

cinéma

Le Monde Informations Spectacles 42-81-26-20 Pour tous renseignements concernant

l'ensemble des programmes ou des salles

(de 1) h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)

Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Samedi 28 février - Dimanche 1ª mars

H. D'EDGAR (43-22-11-02), sam. 20 h 15 : les Babes cadres ; sam. 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit de faire. TH. DE L'HEURE (45-41-46-54), same. 20 h 30 : Visites à la jeune veuve. TH, 14 (45-45-49-77), sam. 20 h 45, cim.

TH. DU LIERRE (45-86-55-83), sun. 20 h 30, dim. 16 h : Electre. THÉATRE DE PARIS (43-59-39-39), sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 et 18 h 30 : lea Brumen de Manchester.

TH. PARIS-VILLETTE (42-02-02-68), sen. 21 b, dim. 16 b 30 : Conventations THEATRE DU TEMPS (43-55-10-88), sam. 20 h 30: Antigone.

TH. DU ROND-POINT (42-56-60-70),
Grand Théitre: le 1= à 15 h : Mon
Faust; Petit Rond-Point, dim. 18 h 30:
Une soirée en Provence; MIT, sam. 21 h,
dim. 15 h : le Ramayana.

TOURTOUR (48-87-82-48), sam. 20 h 30 : Babiboum, sam. 18 h 45 : la. Fête à E. Guillevic. VARIETES (42-33-09-92), sum. 17 h 15 et 21 h, dim. 15 h 30 : C'est escore mieux l'après-midi.

Les concerts SAMEDI 28 PEVRIER secensiae, 18 h 30 : V. Secupel (Schu-bert, Liszt).

Salle Pieyet, 20 h 30 : Nouvel Orchestre philharmonique, dir. E. Krivine (Pos-ieuc, Honegger, Brosse...). Cryste Saines-Agails, 20 h 30 : A. Kremski; J.-L. Philippe (rencontre Lista-Bandelaire).

Egine Saint-Merri, 21 h : J.-L. Mas (Rosen, Kuring, Radniesca). Théinre 18, 16 h 30 : M. Llerons (Dow-land, Beth, Giuliani).

DIMANCHE 1 MARS

RC, Amiltonium, 16 h : P.-L. Aimard
(Battier, Stroppe). OC Salare, 17 h : Ch. Brugissur, J. Bach-mann, L. Wicki, W. Lang (Lejenne, Ger-vaise, Passereau...).

Th. do Road-Polet, 11 h : Quatror Molos (Cherubini, Boethoven). Eafles Saint-Merri, 16 h : Trio Marchetini

(Bounden, Shirum).
Salle Pleyel, 20 h 30: L Stern, D. Barenbotm (Schubert).
Temple des Hiffettes, 10 h : M. Leclert (Bach, Demensions, Dubois...). Netre-Dame de Paris, 17 h 45 ; D. Di Fiors (Vierse, Franck, Bossi...).

28; Cinoches St-Germeis, 6 (46-33-10-82), h.sp. AIANTEIE (Ind., v.o.) : Républic Cinéma, 11 (48-05-51-33).

L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.a.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

Grand Pavois, 13° (45-54-46-85).

ASSOCIATION DE MALFAITEURS
(Pr.): Forum Horizon, 1º (45-0857-57): Rez, 2° (42-33-82-93); UGC
Danton, 6° (42-25-10-30); UGC Montpartense, 6° (43-74-94-94); Marrignen, 9°
(53-59-92-82); Biarritz, 8° (45-6220-40); Français, 9° (47-70-33-88); Bestille, 11° (43-42-16-80); Nation, 12° (4343-04-67); Fauventie, 13° (43-31-5-66);
Galaxie, 13° (45-80-18-03);
Montpartense-Pathé, 14° (43-20-12-06);
UGC Convention, 13° (45-74-93-40);
Maillot, 17° (47-48-06-06); Pathé-Cichy, 19° (45-22-46-01).

ASTÉRIX CHEZ LES BRETONS (Pt.):

ASTÉRDX CHEZ LES BRETONS (Ft.): George V. 9 (45-62-41-46); Saint-Ambroise, 11 (47-00-89-16).

AUTOUR DE MINUIT (Fr.A., v.o.) : Chary Palace, 5 (43-25-19-90).

IES BALISEURS DU DÉSERT (Tuni-sien, v.o.) : Utopia, 5 (43-25-84-65).

BASIL DETECTIVE PRIVE (A., v.L): Napoléon, 17 (42-67-63-42).

BIRDY (A., v.o.) : Lacornsire, 6 (45-44-

57-34).

BLUE VELVET (A., v.a.) (*): Forum
Orient-Express, 1* (42-33-42-26): Hautefenile, 6* (46-33-79-38): Pagode, 7*
(47-05-12-15): Colisée, 8* (43-5929-46): Hactriel, 13* (47-07-28-04):
Parmassions, 14* (43-20-32-20). - V.f.:
Lumière, 9* (42-46-49-07).

BONS BAISERS DE LIVERPOOL

91-77).

BRAZIL (Brit., v.a.): Epéc de Bois, 5
(43-37-57-47); Saint-Lambert, 19 (4532-91-68).

CHAMBRE AVEC VUE (Brit., v.a.):
Impérial, 2 (47-42-72-52); 14-Juillet

CHRONIQUE DES ÉVÊNE-MENTS AMOUREUX. Film polo-nais d'A. Wajds. V.O.: Gasmont-Halles. 1" (42-97-49-70); Gaumont-Optra, 2 (47-42-60-33); Chmy-Palace, 5: (43-25-58-30); 14-Juillet-Odéon, 6: (43-25-58-30); 14-Juillet-Parnasse, 6: (43-26-58-00); Gammont-Champs-Ehyston, 8: (43-59-04-67); 14-Juillet-Bastille, 11: (43-57-90-81); Gasmont-Parnasse, 14" (43-35-30-40); 14-Juillet-Beangranelle, 15: (45-75-79-79). DANS LES MONTAGNES SAU-VAGES, Film chinch do Y. Xunzhu. V.O.: Utupia, 5: (43-26-84-65); 14-Juillet-Parnasse, 6: (43-26-58-00). GRAND GUIGNOL. Film français do

Inilici-Parasses, 6 (43-25-58-00).
GRAND GUIGNOE, Film français de J. Marbousf. Ciné-Beanbourg, 3 (42-71-52-36); UGC Odéen, 6 (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); Triomphe, 8 (45-62-45-76); UGC Boulevard, 9 (45-74-95-40); UGC Gran de Lyon, 12 (43-43-01-59).

MOSQUITO COAST. Film américain de P. Weit. V.O.: Gammont-Halles, 1= (42-97-49-70); Gammont-

LES FILMS NOUVEAUX

(Ang., v.o.) : Lexembourg. 6 (46-33-97-77).

Odéos, 6 (43-25-59-33); Ambessade, \$ (43-59-19-08); Monsparnos, 14 (43-27-52-37). LE CŒUR MUSICIEN (fr.): Forms

LE CEUR MUSSCIEN (fr.); Forum Aroco-Cicl, 1* (42-97-53-74).

LA CRULEUR POURPRE (A., v.o.): Triomphe; 8* (45-62-45-76).

CROCODILE DUNDEE (Aust., v.o.): Forum Horizon, 1* (45-08-57-57); Hantefenille, 6* (46-33-79-38); UGC Rotonde, 6* (45-43-49-4) (à partir de vendredi); Biarritz, 8* (45-62-20-40); v.o. et v.f.: Marignan, 8* (43-59-92-82); v.o. et v.f.: Marignan, 1* (45-52-70-6); v.f.: Impérial, 2* (47-42-72-52); Grand Res., 2* (42-36-83-93); Sa-Lazare Pasquier, 8* (43-87-35-43); Nation, 12* (43-43-67-4); Mistral, 14* (45-39-52-43); Mistral, 14* (45-39-52-43); Montparnasue-Patis, 14* (43-20-12-06); Patis-Wepler, 18* (45-22-46-01); Socréton, 19* (42-06-79-79); Gammant-Gambetta, 20* (46-06-10-96).

ChOSS (*): George-V, P (45-62-41-46); Paramount-Opera, 9 (47-42-56-31); Paramasiana, 14 (43-20-32-20). LE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉRI-

DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉRICAIN (Can.): Ciné-Beaubourg. 3º (4271-52-36); UGC Odéan. 6º (42-2510-30); Rotonde, 6º (45-74-94-94);
Pagode, 7e (47-95-12-15); UGC
Champs-Hyaées. 3º (45-62-20-40);
UGC Boulevard. 9º (45-74-95-40);
UGC Gare de Lyon. 12e (43-43-01-59);
UGC Gobelins. 13º (43-36-23-44);
Gaumont-Convention. 15e (48-2842-27); 14-Juillet-Beaugrenelle. 15º (4575-79-79); Images. 13º (45-22-47-94).
LE DIEU DE LA DANSE (Fc.): Pasode. LE DIEU DE LA DANSE (FL) : Pagode, 7 (47-05-12-15).

DOWN BY LAW (A., v.o.): Grumont Heller, != (42-97-49-70); Seint-André-des-Arts, & (43-26-80-25); Grumont Parmase, 14 (43-35-30-40); Elysées Lincoln, & (43-59-36-14). DOUBLE MESSIEURS (Fr.) : Denfert, 14 (43-21-41-01).

EMMANUELLE V (Fr.) (**) : George V, 3 (45-62-41-46) ; Maxéville, 9 (47-70-72-86).

L'ENIEU (Ture, v.o.): Roram Orient-Express, 1= (42-33-42-26); Reflet-Logos, 5- (43-54-42-34). L'ÉTAT DE GRACE (FL) : Parmaniers, 14' (43-20-30-19).

FIEVEL ET LE NOUVEAU MONDE (A., v.f.): Forum Aroen-Ciel, 1" (42-97-53-74); Res. 2" (42-36-83-93); UGC Odéon, 6" (42-25-10-30); Publicis Champs-Elysées, 8" (47-20-76-23); Ermitage, 8" (45-63-16-16); Res., 2" (42-Ermitage, § (45-63-16-16); Rex., 2* (42-36-33-93); UGC Montparamene, 6* (45-74-94-94); Paramount-Optics, 9* (47-42-56-31); Bastille, 11* (43-42-16-80); UGC Gobelius, 13* (43-36-22-44); Gammont-Alésia, 14* (43-27-84-50); Miramer, 14* (43-20-89-52); UGC Convention, 15* (45-74-93-40); Images, 18* (45-22-47-94); Secritan, 19* (42-06-79-79).

79-79).
LES FUGITIFS (Fr.): Gaument Opéra,
2: (47-42-60-33); Bretagne, 6: (42-2257-97); Ambatande, 8: (43-59-19-08);
Publicis Champs-Elysées, 8: (47-2076-23); Galarie, 13: (45-80-18-03);
Gaument Convention, 15: (48-28-42-27). GOTTERC (Brit*, v.o.): Cincoles St-German, 6 (46-3-10-82); Erminge, 8 (45-63-16-16); v.f.: UGC Montpar-gasse, 6 (45-74-94-94).

HANNAH ET SES SŒURS (A., v.A.) : Studio de la Harpe, 5" (46-34-25-52). L'HISTOIRE OFFICIELLE (Arg., vo.) Denfert, 14 (43-21-41-01).

Denicit, 14" (43-21-41-01).

JEAN DE FLORETTE (Pr.): Gaumost
Opéra, 2" (47-42-60-33); George V, 8
(45-62-41-46); Montparson, 14" (43-27-52-37). JUMPING JACK FLASH (A., TA) UGC Biznitz, 8 (45-62-20-40).

UGC Biarriz, 8: (45-62-20-40).

LABYRINTHE (A., v.c.): Forum Arcenciel, 1= (42-97-52-43); 14-Juillet Odéon, 6: (43-25-59-83); Mercury, 8: (45-62-96-82); v.f.: Paramoum-Opéra, 9: (47-42-56-31); Mazérille, 9: (47-70-72-86); UGC Gobelins, 13: (43-36-23-44); Mistral, 14: (45-39-52-43); Montparasse-Paris, 14: (43-20-12-06); Images, 18: (45-24-794).

LA LÉCERNIE DE LA EVIDTERESE

LA LÉGENDE DE LA FORTERESSE DE SOURAM (Sov., v.o.) : Epéc de Bois, 9 (43-37-57-47). Boia, 9: (45-37-57-47).

LÉVY ET GOLLATH (Ft.): Forum
Orient-Express, 1= (42-33-42-26); Genmont Opéra, 2= (47-42-60-33); Rez., 2=
(43-36-23-44); UGC Danton, 6= (42-2510-30); Ambassade, 8= (43-59-19-08);
UGC Gare de Lyon, 12= (43-43-01-59);
Fatvette, 13= (43-31-56-66); Gaumont

Opéra, 2° (47-42-60-33);
Haumfenille, 6° (46-33-79-38); Bretagne, 6° (42-22-57-97); Publicis Seint-Gurmain, 6° (42-22-72-80);
Ambassade, 8° (43-59-18-03); George-V, 8° (46-62-41-46); 14-juillet-Bastille, 11° (43-57-90-81);
Escerial, 13° (47-07-28-04);
Gaumont-Parnasse, 14° (43-35-30-40); Kionpanorama, 15° (43-06-50-50). – V.I.: Parameunt-Opéra, 9° (47-42-56-31); Nation, 12° (43-43-04-67); Fauvette, 13° (43-31-56-86); Mistral, 14° (45-39-52-43); Gaumont-Convention, 15° (48-28-42-27); Maillot, 17° (47-48-06-06); Wepker, 18° (45-22-46-01).

STAND BY ME. Film gméricain de

Wepler, 18 (45-22-46-01).

STAND BY ME. Film smaricain de R. Reiner. V.o.: Cinéma-Beambong, 3º (42-71-52-36); UGC Danton, 6º (42-25-10-30); UGC Biarritz, 8º (45-62-20-40); Gaumont-Parnasse, 14º (43-35-30-40); 14-Juillet-Beaugrenelle, 15· (45-79-75-75). - V.f.: UGC Montparnasse, 6º (45-74-94-94); UGC Boulsvard, 9º (45-74-95-40); UGC Gobelins, 13º (43-36-23-44).

Alésia, 14 (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27). Convention, 15" (45-75-47-27).

MANON DES SOURCES (Fr.): Forum
Orient-Express, 10" (42-33-42-26); impérial, 20" (47-42-72-52); Marignan, 8s
(43-59-92-82); Montparaos, 14" (43-27-52-37); Convention-Saint-Charles, 15"
(45-79-75-75).

(45-79-75-75).

MASQUES (Pr.): Forum Horizon, 1*
(45-08-57-57): Res. 2* (42-36-83-93); Cind-Beaubourg, 3* (42-71-52-36); 14Inillet Odéon, 6* (43-25-59-83); Pagode, 7* (47-05-12-15); Ambassade, 8* (43-5919-08); Biarritz, 8* (45-62-20-40); Saint-Lazare Pasquier, 8* (43-8735-43); Français, 9* (47-70-33-88); 14Juillet Bastille, 1!* (43-57-90-81); Nation, 12* (43-43-04-67); Français, 13* (43-31-56-86); Miramar, 14* (43-20-Nation, 12 (43-43-04-6); Faureni, 13-(43-31-56-86); Miramar, 14-(43-20-89-52); Gaumont-Alésia, 14-(43-27-34-50); Gaumont-Pernasse, 14-(43-33-30-40); Gaumont-Convention, 15-(48-28-42-27); 14-Jullet Beaugezeelle, 13-(45-75-79-79); Maillot, 17-(47-48-06-06); Pathé-Clichy, 13-(45-22-46-01)

MALIVAIS SANG (Fr.) : Ciné Bess-bourg, 3 (42-71-52-36); Bulzac, 8 (45-61-10-60); Lamembeurg, 6 (46-33-MELO (Br.): 14-Juillet Parmane, 6 (43-

MÉLO (Pr.): 14-Juillet Parasses, 6 (43-26-58-00).

LA MESSE EST FINIE (It., v.a.):
Rarine Odéon, 6 (43-26-19-68); Gunmont Parasses, 14 (43-26-19-68); Gunmont Parasses, 14 (43-35-30-40).

LE MIRACULE (Pr.): Roman in (42-97-53-74); 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); UGC Montparasses, 6 (45-74-94-94); Marignan, 8 (43-59-92-82); George-V, 8 (45-62-41-46); UGC Esseritz, 9 (45-62-240); Martillet, 9 (47-42-56-31); UGC Boulevard, 9 (47-42-56-31); UGC Boulevard, 9 (45-74-95-40); 14-Juillet Bentille, 11 (45-74-95-40); 14-Juillet Bentille, 11 (45-74-95-41); UGC Gobelina, 13 (45-36-12-44); Montparasses-Pathé, 14 (43-20-12-06); PLM St-Jacques, 14 23-44); Montparasso-Paths, 14 (43-20-12-06); PLM St-Jacques, 14 (45-89-68-42); PLM St-Jacques, 14 (43-20-32-20); Mistral, 14 (45-39-52-43); 14-heillet Beangrandle, 15 (45-75-79-79); Convention St-Charles, 15 (45-79-33-00); Path6-Charles, 15 (45-79-33-00); Path6-Charles, 15 (45-79-

MSSRON (A. v.a.): Forem Ocion-Express, 1* (42-33-42-26); Locomaire, 6* (45-44-57-34), George-V, 9* (45-62-41-46) – V.L.: Lumbre, 9* (42-46-49-07).

MISS MONA (*) : Lammburg, 3 (46-33-97-77): Baizac, 8 (45-61-10-60); Lamière, 9 (42-46-49-07) ; Paramburg, 14 (43-20-30-19)

14º (43-20-30-19)
LA MOUCEE (A. v.a.) (*): Forma
Orient-Express, 1* (42-33-42-26); UGC
Danton, 6* (42-25-10-30); Marignan, b*
(43-59-92-82); V.f.: Rest, 2* (42-3683-93); UGC Montparanne, 6* (43-7494-94); Prangais, 9* (47-70-33-81); UGC
Gobelins, 13* (43-36-23-44); Montparanses Pathé, 14* (43-20-12-06); Pathé
Clicity, 19* (45-22-46-01).

LES MEIRS DE UFERDE (A. L.)

LES MURS DE VERRE (A., v.o.) : Epéc de Bois, 5 (43-37-57-47). MY BEAUTIPUL LAUNDRETTE (Brit., v.o.): Cinoches, 6 (46-33-10-52). NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.): Triomphe, & (45-62-45-76).

OTR ET BLANC (Fr.) : Epic de Bain, 5-(43-37-57-47).

(43-57-57-47).

NOLA DARLING N'EN FAIT QU'A SA
TÉTE (A, v.a.) : Saim-André-ice Arts,
6 (43-59-36-14) ; Studio 43, 9 (47-7063-40) ; Républio-Ciniona, 11 (48-6557-33) ; Parasuniona, 14 (43-20-33-20). LE NOM DE LA ROSE (Fr., va.): Forum Horisse, 1" (45-08-57-57); Hantefemille, 6 (46-33-79-38); Marignau, 8 (43-39-92-82); UGC Normandie, 3 (45-63-16-16); Bienvente Montparnasse, 15 (45-44-25-02); V.I.: Français, 9 (47-70-12-06); Gaumout Alésie, 14 (43-27-84-50); Galanie, 19 (45-80-18-03).

34-50]; (unitaria, 15 (43-59-13)).
OUT OF AFRICA (A., v.a.): Publicis
Matignon, 3* (43-59-31-97).
LE PASSAGE (Fr.): UGC Emmiago, 3*
(45-63-16-16); UGC Bonlevard, 9* (45-74-93-40). PEGGY SUE S'EST MARIEE (A. v.o.) : Studio de la Harpe, 5 (46-34-25-52); Ambassade, 8 (43-59-19-08). PROMESSE (Jap., vo.): Forum Horizon 1* (45.08-57-57); St-Germain Hochotin 5* (46-33-63-20); 7-Parmassians, 14* (43 20-32-20).

20.32-20).

QUATRE AVENTURES DE RAINETTE ET MIRABELLE (Fr.):
Gaumon-Halles, 1= (40-26-12-12);
Saint-Germain det Prés, 6- (42-2237-23); Balzac, 9- (45-61-10-60); Parmessiens, 14- (43-20-32-20).

LE RAYON VERT (Fr.) : Par 14 (43-20-30-19). BOSA LUXEMBURG (AL. v.a.) : Claoches. 6 (46-33-10-82).

ches, 6 (46-33-10-82).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.): Grand Parcis, 1.9 (45-54-46-85); Châteien-Victoria, 1.º (42-36-12-83); LA RUMBA (Fr.): Forum Horizon, 1.º (45-08-57-57); Ren, 2º (42-36-83-93); UGC Danton, 6º (43-25-10-30); UGC Montparmane, 6º (45-25-10-30); UGC Montparmane, 6º (45-49-94); Colinte, 8º (45-63); St-Lazure Pasquier, 8º (45-63-16-16); St-Lazure Pasquier, 9º (47-42-56-31); Bastille, 11º (43-42-16-50); UGC Gare de Lyon, 12º (43-43-01-59); Fauvette, 13º (45-31-60-74); Montparmassa-Pathé, 14º (43-20-12-06); Mistrat, 14º (45-39-52-47); UGC Convention, 15º (45-79-93-00); Images, 18º (45-22-47-94); Secrétan, 19º (42-06-79-79); Gamount-Gambeita, 20º (46-36-10-96).

SABINE KLEIST, SEFT ANS (AR.

SABINE KLEIST, SEPT ANS (AB., v.o.): Républic-Ciotana, 11º (48-05-51-33).

S1-33).

LE SACRIFICE (Franco-Suid., v.a.):
Bonaparte, 6 (43-26-12-12).

LE TEMPLE D'OR (A., v.a.): Forum
Orient Express, 1* (42-33-42-26);
Georgo-V, 8 (45-62-41-46); Triomphe,
9 (45-62-45-76); v.l.: Arundea, 2 (42-33-54-58); Paramount-Opira, 9 (47-42-56-31); Gelié-Rochochonart, 9 (48-78-81-77); UGC Gobelina, 13*
(43-36-23-44); Montpersos, 14* (43-27-53-37).

TETE DE TERC (All., v.a.): St-André

TETE DE TURC (All., v.o.): St-André des Arts, 6° (43-25-44-18). THÉRÈSE (Fr.): Lacermine, 6° (45-44-57-34); Elysius Lincoln, 8° (43-59-36-14).

36-14).
37°2 LE MATIN (Fr.) : Geomeost Halles,
1= (42-97-49-70) : Seint-Michel, 5- (43-26-79-17); George-V, 8- (45-62-41-46);
Biouvenile Montparmane, 15- (45-44-TROIS HOMBES ET UN COUNTIN

(Fr.) ; George-V, 8 (45-62-41-46). TOP GUN (A. v.o.) : George V, P (45-62-41-46); v.L : Phermanisms, 14 (43-20-32-20).

LA VIE DESSOLUE DE GERARD FLO-QUE (FL): George-V, 8 (45-62-41-46); Pranquin, 9 (47-70-33-88).
WANDA'S CAFE (A., v.o.): Lummbourg, 9 (43-66-57-77). WELCOME IN VIENNA (Autr., v.o.) : Saint-Germain Studio, 5 (46-33-63-20).

Paris en visites

LUNDI 2 MABS

«Les sculptures et les remots du trei-zième siècle à Notre-Dame», 14 h 30, zième siècle à Notre-Dame», 14 n 31, façade portali central (Mar Romann).

«Promenade parisieme dei abbesses à Figalle», 14 h 30, mêtro Abbesses (V. de Langisde).

«La cour Carrée et les travasse du Louvre», 15 heures, mêtro Louvre, et «A Saint-Dezis, les cellules du carmel

de Louis de France reconstituées ». 15 houres, sortie métro Seint-Denis Porte de Paris (Paris et son histoire). «Veniges et curiosités de la monta-gae Sainte-Geneviève», 15 heures, métro Cardinal-Lemoine (M. Ragne-

- Hôtels de l'He Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résur-rection de pasté).

«Le musée Piesse à l'hôtel Salé», 12 heures, 5, rue de Thorigny, et «L'hôtel de Lauzun», 15 heures, 17, quai d'Anjon (Approche de l'art). «Visite des nouveaux appartements d'été restaurés du roy au Louvre. Du bil-

«L'Opère de Paris», 14 houres, hail «Belles façades et jardins ignorés de Rianche à la Trimité», 14 k 30, métro Blanche (V. de Langlade).

«De la place des Vorges aux hôtels Robau et Soubise», 14 h 30, mêtro Pout-Marie (Filmeries). «Hôtels et église de l'ile Saint-Louis», 14 h 30, mêtro Pont-Marie (Arts et cariosités de Paris).

«L'Opéra», 15 heures, hauts des marches (AITC). «La franc-maçonnerie», 14 h 30, 16, rue Cadet (P.-Y. Jaslet). « L'Opéra et ses souterrains », 14 heures, hall d'entrée (M. Pohyer).

CONFÉRENCES

LUNDI Z MARS 23, quai Conti: 15 heures, «Le calendrier des Gaulois (M. Pani-Marie Daval, professeur honoraire au Collège de Franca, membre de l'Académie); 14 h 45, «Du cosmos à l'homme»

MARDI 3 MARS 3, rue Rousselet: 14 h 30, «La vie seignouriale et les fêtes au Moyen Age; 19 heures, «Le caravagisme» (Arcus). Gare de l'Est, salle souterraine ATC: 17 h 30, «Si la Provence m'était contée », conférence-projection (M. Maumène).

Donnes Medica, 60, boulevard Latour-Manbourg : 20 beures : «La psychothérapie peut-elle évacuer la morale» (docteur C. Cahen).

iard de Concini à la salle des maîtres en faits d'armes du grand monarque», 14 h 30, sortie métro Louve (L Haul-

«Le palais de justice en activité», 14 heures, devant les grilles du palais (M. Pohyer). «L'Opéra et sea souterrains», 14 hours, hall d'entrée (P.-Y. Janlet). «Piscine olympique et jardin tropicul, trumpe-Fæil aux Halles», 15 heures, parvis Saint-Eustache (AITC).

«A Versailles: grande et petite écu-ris, collections de moulages antiques grecs et romains», 14 h 30, grilles petite écurie (B. Massot). «Musée Rodin», 14 h 30, 77, rue de

Varenze, caisse (V. Turpin). «Le dix-septème fismand : de Bree-lei à Van Dyck», 14 h 30, Louvre (Arces). Coins ignorés du vieux Montmar-tra », 14 h 30, métro Lamarck-Caulaincourt (Arts et esriceisés).

MARDI 3 MARS «Le quartier des Hallet hier et aujourd'hui, de Saint-Eustache à la pis-ciae et an jardin d'hiver», 15 heures, Bourse du commerce, ree de Viarmes

(Approche de l'art). «Hôtels et jardins du Marais», place des Vosges, 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé). « Histoire et fonctionnement de l'hôtel des ventes», 15 heures, sortie métro Richelieu-Drouet, devant la BNP

(Marion Ragneneau).

«L'église Saint-Merri et son quar-tier», 15 houres, 78, rue Saint-Martin (Paris et son histoire). Les hôtels de l'île Saint-Louis et l'église », 14 h 30, 6, boulevard Henri-IV (Visuz Paris).

Mairie du dix-septième, 16, rue des Batignolles : 17 h 30, «Marie Stuart prisonnière entre Elisabeth d'Angleterre et Catherine de Médicis »

Maison de l'Europe, 35, rue des Francs-Rourgeois : 18 h 30, «Le pope, sa femme et le peuple grec» (M= A. Guest-Papamonoli) (conférence-

Salle Chaillot-Galliers, 28, avenue George-V: 15 heures, «Le Piéznout et la Lombardie» (M. de Montgolfier). Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain : 18 h 30, De l'autoritarisme à la démocratie en

231 Mary mary of the Contract of the second

Informat

上甲并於 計一緒 (黃金屬縣 " free at CTRAMES &

Man. U.______

C

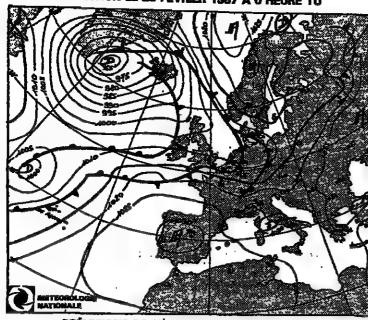
Le Carnet du Monde

MÉTÉOROLOGIE

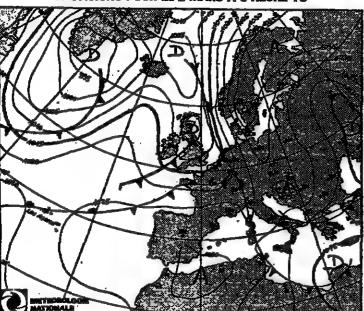
What have the property of the state of the state of

و المطيعة المصورة

SITUATION LE 28 FÉVRIER 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 2 MARS A 0 HEURE TU



relation probable de temps en France entre le samedi 28 février à 0 heurs et le dimenche 1° mars à 24 hours.

Un courant d'onest apporte sur la France de l'air donz et immide, les pressions relativement élevées samedi vont subir une baisse dimenshe avec l'azzivée d'une perturbation qui donnera des

anche : après una muit douce, 7 à Dimancias I après una mun conce, 7 a 10 degrés, en trouvers un ciel couvert sur la moitié Otest, de la Bretagne et de la Normandie, aux Charentes, au Captre, au Limonsin et à l'Aquitaine. Du Nord-Picardie, au Nord-Est, au Lyonnis et an nord des Alpes les mages seront déjà nombreux, mais il y aura aussi quelques échircies.

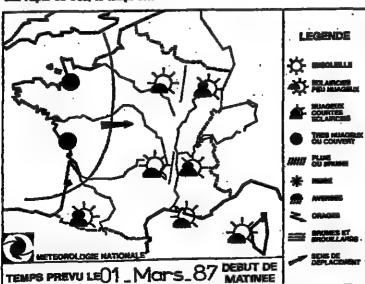
Enfin de la Méditerranée au Midi-Pyrénées, au sud du Masaif Central et aux Alpes du Sud, le temps sera bien

-

les mages n'arrivent qu'en soirés.

Les choses vont rapidement se gitter sur le Nord-Ouest avec des petites phries gagnant le matin jusqu'au Brania parisien et au Poitou-Charentes. Dens l'après-midi ces phries continueront à progresser pour atteindre en soirie PAisage, le l'ure, le avect des Alexe. PAisace, le Jura, le nord des Alpes, le Massif Central et les Pyrénées contrales et atlantiques. Elles se renforcerent alors de la Bretagne et de la Vendée, au Nord, au Bassin parisien, à la Champagne et su Centre, accompagnées per un vent de sud-onest fort en Manche, sensible dens l'intérieur (30 à 40 kilomètres/heure).

Les températures seront toujours très agréables, presque printsuières, avec 10 degrés dans le Nord-Est et le Centre-Est, 12 à 18 degrés silleurs du sord an



TEMPÉRAT Voicu le 27-2 à 6		nas minus	es entre .		et ter	aps ob 27-2-19	167VŠ 87
AMCIO FRANCIA BARRITZ 2 BORDEAUX 16 BURGES 11 CARN 15 CARNOT FEEX 15 DUCN 16 GENCULE SAME 5 LELIG 17 LANCES 11 MANSTELLEMAR 14 MANSTELLEMAR 14 MANCY 11 MANCY 11 MANCY 12 RANCES 12 PARS MINIS 14 PARS 15 PERFEGRAR 16 PERFEGRAR 1	F 7 C C F F C C C F F C C C F F C C C F F C C C C F F C C C F F C C C F F C C C F F C C C F F C C F F C C F F C C F F C C F F F C C F F F C C F F F C C F F F C C F F F C C F F F F C F	TOURS	14 16 16 31 17 18 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10	10 C 12 P 17 A	NATROBI NEW-YOR OSLO PALMA-DI PÉEN PRODEJA ROME SENGAROI	18	6 C 4 B 14 D 11 B 0 N -15 D -10 C
A B	C ciel conver	D	N ciel magenz	Ocago	P ptric	T tempête	* neige

* TU = temps universel, c'est-è-dire pour le France : heure légale moins 2 heures en été; hours légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support lechnique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISES

montagne Martinique.

PROBLÈME Nº 4431 HORIZONTALEMENT

I. Un spécialiste qui doit avoir une parfaite connaissance du code. Couper dans le panneau. — II. Spécialiste de la fabrication des bottes. Lire comme un débutant. Dans l'alternative. — III. An beurre, c'est un bon fromage. Pent être

assimilé à une portion de tripes. -IV. Divinité. Dans I Mayenne. Conjonction. - V. Doux, peuvent être assimilés à des poulets. Comme une VI. A tout son temps devant lui. VIII
Peut cassor les IX
pieds. Pas annoncé.
VII. Petit, chez la pâtissier. En XI
première ligne. XII
Peut être perché XIII XIA TA dans le Jura. -VIII. Est parfois sous le bonnet.

Regarder comme un ceuf. La pointe de l'aiguille. – IX. Abri. Etat d'Amérique. – X. Sans taches. Certains se font à la main. - XI. Privés de chefs. Pas unia. - XII. Animal. Est parfois sur les dents. Contumes. Qui a tout quitté. — XIII. Avec beaucoup de distinction. Bien assis. — XIV. Opération postale. Coule en Afrique. Glace d'insulaires. Morcean de bois. - XV. Une violente querelle. Nécessaire

VERTICALEMENT

1. Devient noire quand les gens sont en grève. Des gens qui vivent comme des rois. — 2. Passe à Compiègne. Comme certain Philippe. Canal. - 3. Possessif. N'est pas une grande œuvre. Blen nouri quand il y a beaucoup de pruneaux. — 4. Vend des morceaux de convertures. Avant l'heure. –
5. La rage avant Pasteur. Qui a donc
pu nous enrichir. Ne sont
évidenment pas des honmes de
ressources. – 6. Semblable. Aiment les crêpes. Augs pour saler les harengs. – 7. Faire revenir à de plus justes mesures. Demi, n'est pas vraiment un homme. – 8. La menvalse post mener loin. Passe à Chartres. Comme le cour quand on

JOURNAL OFFICIEL

DES ARRÊTÉS

UNE DECISION

UNE CIRCULAIRE.

enr certaines routes.

DES DÉCRETS

sions).

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 27 février 1987 :

Du 19 février 1987 interdisant,

en application de l'article L. 552 du code de la santé publique, la publi-

cité pour un objet, un appareil ou une méthode présenté comme béné-

fique pour la santé lorsqu'il n'est pas

établi que ledit objet, apparell ou méthode possède les propriétés

Du 25 et du 26 février 1987
 antorisant l'exploitation d'un service

de télévision à vocation nationale

diffusé en clair par voie hertzienne terrestre (5° et 6° chaînes).

Du 20 janvier 1987 relative à

la circulation des engins agricoles

Sont publiés au Journal officiel du samedi 28 février 1987 :

Du 25 février 1987 relatif aux

conditions de production des vins à appellation d'origine contrôlée

modifiant les livres III et IX du

code du travail (deuxième partie : décrets en Conseil d'Etat) et relatif

aux conventions passées avec le concours du Fonds national de

• Nº 87-134 du 27 février 1987 modifiant les livres Is, IIIs et IVs du code du travail (deuxième partie : décrets en Conseil d'Etat) et relatif

aux procédures de licenci

sait à quoi s'en tenir. - 9. Protègo une phalauge. Débarrassé des broussailles. La fin de tout. 10. Prophète. Vieille ville. Peuvent former une paire. Devint vraiment vache. - 11. Comme un autre Philippe. Parler comme un père. Bouclier. — 12. Combattit les gnostiques. Manvaises affaires. — 13. Un agrément d'autrefois. Comme des raisins pour les goujats. — 14. Un homme qui aimait jouer des comme des raisins pour les goujats. aux dames. Civil quand on fait une déclaration, Bien exprimée. — 15. Cours élémentaire. S'élèvent quand on a fait du foin. Qui ont donc circulé.

Solution du problème nº 4430

Horizontalement Avocate. - IL Vorace. RO. -III. Olier. Feu. - IV. Régner. Ur. -V. Tr. Tost. – VI. Nucs. Se. – VII. Mosb. Epl. – VIII. Eole. Rats. – IX. Tarée. – X. Titi. IT. – XI. Selle. Et. Verticalement

1. Avortement. - 2. Voler. OO. Is. - 3. Originalité. - 4. Caen. Ube. IL - 5. Acreté. - 6. Te. Roseraie. -7. Part. - 8, Rénasite. - 9. Courte.

GUY BROUTY.

Mailvs

est née le 11 février 1987, pour le plus grand bonheur de ses parents, Maureet

32, rue de Lourmel, 75015 Paris.

- M. Karel VAŚAŔ ¤ M≃, néc Micheline KRÉHER-PIC ont la joie d'annoncer la naissance de emière petite-fille,

ches Karin et Stanisles Vande.

Strasbourg, 15 février 1987.

- M. André Cauvy, M. et M. Thiorry et Danièle et leurs enfants,

M. l'enseigne de valssean et M™, Philippe et Mwanette Vasseur, M. et M™ Olivier et Pascaline Barbot

Son époux, ses enfants et petits-Les familles Canvy, Arnaud et

out la douleur de faire part du décès de M™ Micheline CAUVY,

Parents et allies.

nto America survenu, à Paris, le 25 février 1987,

Une messe sera offichrie corps pre-sent en l'église de Saint-Léon, place Dupleix, à Paris-15°, le 2 mars, à 10 h 30, suivie de l'inhumation à Caux

15, rue Auguste-Vitu, 73015 Paris.

 M. Philippe Clément, président, Et les membres de la Chambre de ommerce et d'industrie de Paris, M. François Easig, directeur géné Et les collaborateurs de la CCIP,

ont la profonde tristame de faire part du décès de

M. Jean MARTY, agrégé de l'Université, délégué général de la CCIP au centre HEC-ISA,

survenu le 18 février 1987.

Les obsèques ont en lieu dans l'inti-mité familiale.

Médecine

Deux nouvelles dispositions en Belgique

Le prélèvement d'organes pourra être effectué sans autorisation préalable des personnes décédées

BRUXELLES de notre correspondant

Depuis le 24 février, le corps de tous les Belges appartient, si l'on peut dire, à la science. En effet, la

Dépistage du SIDA obligatoire pour 1 500 étudiants étrangers

BRUXELLES de notre correspondant

Mille cinq cents étudiants du tiers monde, Africains pour la plupart, bénéficiant d'une bourse décernée par le gouvernement belge, ont été invités à se soumettre à une analyse

«Bezujolais», «Bezujolais» suivi du nom de la commune d'origine, de sang « complémentaire et obliga-toire » afin de détecter les cas séro-« Beaujolais villages » et « Beaujo-lais supériour ». positifs de SIDA. Les étudiants qui positus de SIDA. Les etudiaris qui refuseront de passer le test se verront purement et simplement retirer leur bourse d'études.

Cette décision a été prise par l'administration de la Coopération au développement, apparemment sans y avoir associé le ministère de la santé multique. A Reuvelles on se • Nº 87-102 du 27 février 1987 portant application de l'article L. 322-3 (convention de conver-● Nº 87-133 da 27 février 1987

sans y avoir associé le ministère de la santé publique, A Bruxelles on se demande quelles conclusions seront tirées à l'égard des étudiants reconnus comme séro-positifs. Un responsable de la Coopération au développement a déclaré au quotidien le Soir : « Dans un premier temps, nous essayons de faire un état des lieux. Ensuire, nous verrons étil évoire méassagire de pagadre s'il s'avère nécessaire de prendre d'autres dispositions. »

loi, qui est entrée en application ce jour-là, spécifie que les autorités médicales peuvent utiliser, notam-ment pour des greffes d'organes, le corps de toutes les personnes décé-dées, sans l'autorisation préalable de celles-ci. Cette loi, qui s'applique à toutes les personnes de plus de dixhuit ans vivant en Belgique depuis au moins six mois, précise toutefois que tous ceux qui ne désirent pas que leur corps soit ainsi utilisé doi-vent en faire la demande expresse aux autorités de leur commune. Celles-ci enregistrent alors leur demande et la transmet au fichier central informatisé du pays ainsi qu'au ministère de la santé publi-

Ces nouvelles dispositions ont créé un certain affolement dans les communautés turque et marocaine, très nombreuses en Belgique.

[La législation française n'est pas très différente de celle qui vient d'être promulgaée en Belgique. Les conditions dans lesquelles doivent se faire les prépromulgaée en Belgique. Les conditions dans lesquelles doivent se faire les pré-lèvements d'organe out été définies par la loi Calilavet du 22 décembre 1976. Cette loi stipule que « des prélèvements peuvent être effectnés à des fins théra-pentiques sur le cadavre d'une personne peuvent être effectués à des fins théra-peutiques sur le cadavre d'une personne n'ayant pas fait commitre de son vivant son refus d'un tel prélèvement. Toute-fois, s'il s'agit d'un mineur on d'un incapable, le prélèvement ne peut être effectué qu'après autorisation de son représentant légal. » La circulaire du 20 mars 1980 récapitule les recomman-dations d'ordre général, en particulier pour les étrangers et les pratiquants de certaines religions chez lesquels il convient de ne pas heurter les couvic-tions religieuses et morales lors de la tions religieuses et morales lors de la réalisation des prélèvements

- Champs-sur-Marne, Chelles.

M. et M∞ Henri Gelbras,

M. Thierry Gelbras, son frère, M≖ Aline Valette,

sa compagne, Mathica Gelbras-Valette,

son fils, M. et M= Clande Gelbras,

ses oncie et tante, Alexandre et Isabelle,

ses cousin et cousine, M= Emma Perret, sa grand-mère, Toute la familla,

out la douleur de faire part du décès de

M. Philippe GRLERAS, anı accidentellement le 26 février 1987, à l'âge de vingt-six ans.

Les obsèques civiles auront lieu le mardi 3 mars, à 11 h 15, au cimetièn nouveau de Chelles, où l'on se réunira. Ni fleuri ni couromos.

La famille ne recevra pes de condo-

M. et Ma Heari Gelbras, 8, allée Georges-Braque, 77420 Champs-sur-Marne.

- Les anciens détenus du Block 34 du camp de concentration de Buchen-wald font part de la mort de leur cama-rade de déportation,

Pierre MANIA

Ils s'uniront tous par la pensée, lundi 2 mars, à 11 h 30, au moment où ses cendres seront répandues au Jardin du souvenir, à Rouen.

Anniversaires

Il y a deux ans, le le mars, dispa-raissalt tragiquement, dans sa cinquan-

Erica Mariette RÉNABOU, née Adam Braun. noticano pevrienne, maltro-assistante à Paris-I-bisto

aissant sa mère, son époux, ses enfants

Rappelons la mémoire de son père, Henri Adam BRAUN

Le 1< mars 1982,

Magail GAUTIER,

disparaissait en montagne, elle avait vingt-cinq ans.

Le 22 octobre 1986, son père,

Jacques GAUTTER,

Nous les unissons dans le même pen

- Il ya chiq ans,

Made GOLDBRONN

ocus quittait.

Nous Paintens. Nous ne l'oublions pas.

 II y a cinq ans, le hundi 1^{et} mars 1982, disparaissait Nathañe STARKMAN, élève du lycée Camille-Sée.

Que ceux qui l'ont comme et aimée aient une pensée pour elle.

- Dyaman,

Philippe VALENCE et ses amis,

Nathalie et Pascal,

trouvaient la mort sur la route. Us avaient dix-buit ens.

Communications diverses

- Cours publics du Mouvement universel de la responsabilité scientifique : « Vivre avec les radiations ». Les mercredis 4, 11, 18, 25 mars et 1º avril 1987, amphithéâtre Descartes, 18 h 15 (17, rue de la Sorboune, Paris 5º). Ren-seignements: Tél.: MURS 43-26-43-98.

Nas abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du - Carnet du Monde -, sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Le Monde ser minitel

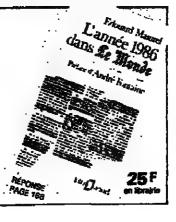
VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL

Bourse : suivez l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret. 36.15 TAPEZ LEMONDE

ui a obtenu le prix Nobel de littérature l'année dernière?

Le Monde

blio actuel



Le Monde REGIONS

AUVERGNE

L'école

des vacances

L'association Vacances-Auvergne-Limousin (VAL) mène une expérience originale tendant à permettre aux enfants de continuer leur scolarité presque normalement pendant que leurs parents s'adon-nent aux joies du ski. Pour cela, il suffit d'obtenir que l'école du village de vacances accueille les enfants des

Le formule a d'abord été expéri-mentée par l'association VAL dans son village de vacances de Saint-Jean-la-Vêtre (Loire).

Les bons résultats obtanus ont poussé à l'étendre, et c'est la station de ski de la Haute-Loire, les Esta-bles, qui la propose cet hiver. Bien évidemment, tout a été fait en accord avec l'Education nationale L'instituteur des Estables a, lui gussi, donné son accord, ne mettant qu'une seule condition : pas plus de neuf « nouveaux » élèves

Sur le plan pédagogique proprement dit, toutes les précautions ont été prises : l'expérience est réservée aux seuls enfants ayant une scolarité normale : avant les vacances, les parents premant contact avec l'ins-tituteur, puis les enseignants se met-tent en rapport de manière que l'instituteur de remplacement sache à qui il a affaire, quels points sont à surveiller, etc. : les élèves arrivent avec une lettre de leur maître et repartent avec un cabier où figurent tous les exercices effectués durant la

BRETAGIE

Etudiants en bateaux

Une convention a été signée entre l'école des beaux-arts de Brest, l'école d'architecture de Resues et la ville de Brest pour la création d'un certificat d'architecture navale. Les étudiants de cinquième année en architecture à Rennes et leurs collègues de deuxième année aux beaux-arts de Brest en section cadres bâtis suivront les cours donnés à Brest en architecture navale per un spécialiste brestois, M. Renaud Sers. Une dizaine d'étudiants seront accueillis par an.

Cette convention établit une complémentarité à travers deux écoles entre les deux métropoles bretonnes. celle de l'intérieur et celle de la met, souvent en concurrence. Elle fait d'autre part le lien entre l'enseignement des techniciens et des plasticiens. La conception d'un bateau ne répond pas seulement aux données techniques, la plastique y a aussi son rôle. On renoue de la sorte avec une vieille tradition : autrefois, école d'architecture et besux-arts for-

LEST à la fin du mois de mars

ou au début du mois d'avril qu'un comité interministé-

riel d'aménagement du territoire (CIAT) doit définir les nouvelles

territoire et les structures adminis-

tratives chargées de les mettre en

Pour préparer ces décisions, un travail de réflexion a 616 demandé à

travail de retienton a eté comande a une commission présidée par M. Olivier Guichard, qui fut, en 1963, le premier délégué à l'aménagement du territoire. La commission a remis son rapport le 18 novembre dernier (le Monde du 21 novembre). A commission and page de compulation page place de compulation

suivi une phase de consultation auprès des régions et du conseil éco-

nomique et social. La section spécia-lisée du conseil, présidée par M. Emile Arrighi de Casanova, vient de faire comaître ses proposi-

tions rapportées par M. Yves Régis.

Le conseil apporte des mances

intéressantes sur les deux points en

discussion : dans quel sens orienter l'aménagement du territoire fran-

çais? Qui doit être responsable de

avait souhaité rejeter les « attitudes

défensives » et orienter la politique d'aménagement vers les points forts

ntation ? Réaliste, la commission Guichard

orientations pour l'aménage

Conversion dans le Nord

Les bons champignons de Comines

MINES, ville frontalière du Nord, aura connu trois catastrophes en ce siècle. D'abord la guerre de 1914, qui la ssa en ruine, ensuite la guerre de 1940, qui la mit de force au service de l'Allemagne, et enfin la trialisation actuelle, qui la vide de se substance économique. Après 1918, on reconstruisit la ville, avec une église modern style et une mairie monumentale, dont le befiroi, surmonté d'une étrange poire, souligne la volonté de revi-

Une puissante centrale thermi-que au charbon est édifiée au bord de la Lys, la rivière qui coupe Comines en deux (moitié belge au nord, moitié française au sud).

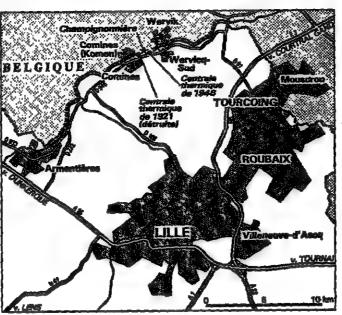
En 1946, il faut songer à rem-placer la vieille unité après un quart de siècle de bons et loyaux ser-vices. La toute nouvelle EDF édifie une autre contrale au bord de la Lys, dotée d'abord de deux groupes de 50 mégawatts, puis d'une troisième tranche ultremo-deme de 125 mégawatts. Quacentral de 125 mejavetta. Vuer rente ane plue terd, la deuxème centrale doit è son tour être arrê-tés. Le nucléaire à tué le charbon. Voici donc Comines sinistrée, avec sur lee bras deux friches industricites invendables... et trois cent quatre-vingts châmeurs (pour une ville de onze mille habitants). « Mon cour seigne à voir cette stuntion », avous le meire (PCF), M. André Château, lui-même den agent d'EDF.

Que faire ? Le seul repreneur qui se soit intéressé à l'usine de 1921 était un transporteur à la recherche d'un terrain pour parquer ses carrions, La municipalité a refusé parce que le repreneur ne vouleit ni démolir ni occuper les locaux kustres). Sens oublier les nuisances qu'aurait entraînées le va-et-vient des camions.

La commune exerce donc son droit de préemption... et se retrouve avec une gigantesque car-

cessa industrielle en toute propriété. Coût de la démolition actuellement en cours... 5 millions de francs. Et, avec la fermeture de la deuxième centrale, un manque à gegner de plus de 1 million de francs par mois pour le commerce local avec la suppression de deux

vicq. Il a repris en 1982 les champignonnières dites de la Ferme de la Gontière, qu'il a fait prospérer en trois ans grâce à son expérience de la grande distribution chez Auchan. A l'arrêt de la centrale de Comines,



cent quarante emplois (quarante agents EDF ont été reclassés à la centrale nucléaire de Gravelines, près de Dunkerque). Une déroute économique, assentiallement par la

Electricité de France, competissants, se met toutalois en quête d'activités de aubstitution pour Comines, qui l'a si bien et si longcommune voisine, à seulement 3 kilomètres, un jeune entrepre-neur, M. Didier Motts, se trouve à

les terreins d'EDF en réutilisent une

pertie des loceux. Gráce à des sides financières multiples (ANVAR, AFME, etc.) et au soutien conjugué d'EDF et de la municipalité, il ne faut qu'un an à la Ferme de la Gontière pour se transporter à Comines avec ses quatrevingt-quatorza salariés. On vient d'y inaugurer la « chaîne » de fabrication du champignon de Peria, qui pouses in non pas en cave, comme il est de tradition, meis s'hors sol », à la hollandales.

La nouvelle unité de Comines comprend une installation de trai-tement du compost (mélange de fumier de cheval, de fumier de poulet et de paille, acheté en Balgique pas de pollution I), qui est chauffé pour farmentation et pas-teurisation, puis inséminé avec des grains d'orge anrobés de myos-lium. Des convoyeurs à bande transportant le tout dans un turnel à incubation, où la température, l'humidité et le gaz carbonique sont contrôlés électroniquement, evec un système de ventilation Le compost inséminé est ensuits

dirigé mécaniquement vers les ealles de culture, où, après avoir été recouvert d'une couche de tourbe (importée de Sarre), il est disposé en rayons, toujours méca niquement. Personne ne manipule le « substrat » sur lequel poussent les champignons, Les cueilleuses, Installées dans des nacelles qui se déplacent le long des rayonnages (sur six niveaux), n'auront qu'à choisir les champignons mûrs. Les esiles sont vastes, lumineuses, parfaitement vantilées, « il ne man que que la musique, plaisante Dicier Motte, meis on y songe. »

Il ne reste plus qu'à déménager la conserverie de Wervicq pour que ls Forme de la Gontière, cham-plonne du champignon « pied coupé » (immédiatement utilisable en cuisine), soit complètement opérationnelle dans son nouveau ta. Un site pour le moins étrange, où les nouveaux hangars de la changignonnière sont littéralement écrasés par deux bâtiments gigan-tesques : à gauche, la vieille cen-trale déserticulés, que les atruc-tures métalliques éventrées font reseambler à une araignée géente ; encore intagte, où commancent à roullier les immenses chaudières.

qui remplit les œils supérieurs des fenêtres à meneaux on encore décore les mors.

33 n 1 1 2

The second

The second of

ัสสาราช <u>ช</u>

Augustin on the

 $q_{\mu}(x) = \alpha(x) q(x)$

支援政策 (4)

green symmetry of the

A Secretary of the Control

Supplied to the second of the second

A SPECIAL PROPERTY OF THE PROP

administration in

Military of San Control

State section

of the grant

*** ...

2.35

A CANADA STATE OF THE STATE OF

Carried to the State of the Sta

No. of Parties and State

المائح الدارية والمجالة والمجالية

The second secon

THE DESCRIPTION OF THE PERSON OF THE PERSON

The state of the s

. in the state of

gramme was physical

100 Marie 100 Ma

grass, aggidds w

La la Lindaga 🚧

الإنهاب بيد الياريان

infaring 1996 T

......

man property facility

. THE PARTY AND POST OF

House I have been

V Saraphili (4

NAME OF TAXABLE PARTY.

e. Transa 🖥 (

أرجه الد خلاشيات

AND MARKS

HARMA PERSON

كالمناه المناه المناه المناه

THE RESERVE

-

Le quintefeuille-chocolat sera vendu par la plupart des chocola-tiers des cinq départements des Pays de la Loire, qui auront l'exclusivité de sa fabrication. La liste de ceux-ci est disposible au 40.20.14.20.

Un stagiaire pour un dollar

La chambre de commerce et d'industrie de Nantes, qui voulait placer seize stagiaires, a accompagné sa demande auprès de 52 entreprises sélectionnées dans la région d'un billet de 1 dollar : initiative originale montée par une agence de publicité locale, qui a apparenment séduit puisque cent vingt proposi-tions ont été reques.

Les seize stagistres du Centre de promotion du commerce international (CPCI), qui dépend de la chambre de commerce, sont des personnes d'une trentaine d'années ayant pour la plupart une expérience professionnelle. Au cours de leur stage, qui dure près d'un an, ils acquièrent une formation spécialisés dans l'exportation. Leur rémunération est prise en charge par le conseil

LIMOUSEL

Conserves modernes

Un radio-ionisateur au cobalt vient d'être inauguré à Limoges. Il servira à la recherche sur la conservation des aliments et devrait contribuer à accroître le potentiel agroentaire régional.

L'acquisition de l'appareil a été menée par l'association CELIM (Conservation-énergie du Limou-sin) créée pour l'occasion par le comité régional d'expansion écono-mique et l'université avec l'appro-nique et l'université avec l'approconseil régional, qui a financé l'opération & 50 % (600 000 france sur 1,3 million), et plusieurs entreprises

L'ionisateur a été installé dans les locaux de l'UER de médecine-pharmacie qui va étudier, produit par produit, les effets de la stérilisation par ionisation avant de deman-der les autorisations d'exploitation industrielle.

L'industrie agro-alimentaire limousine est ainsi largement spécialisée dans les productions haut de gamme - foies gras, salaison champignous, marrous, etc. - trai-tées de facon traditionnelle et artisanale, et qui sont pour cela parfois refusées per certains merchés étrangers au nom de leurs réglementstions sanitaires. (Les foies gras, par exemple, que les Etats-Unis jugent insuffisamment atérilisés.)

L'ionisateur devrait à la fois préserver les saveurs et satisfaire les exigences sanitaires les plus draco-niemes. Le Limousin en espère la conquête de nouveaux marchés.

CENTRE

Transports urbains sur mesure

Le ministre des transports a signé avec la ville de Tours le premier contrat de productivité des transports publics urbains. Par ce contrat de trois ans. l'Etat s'engage à verser une subvention d'un peu plus de 10 millions de francs pour réaliser un certain nombre d'aménagements : sites propres pour les autobus, équipement de feux de croisement, etc. « On passe de la confection au sur mesure. Il ne s'agit pas de développer les réseaux à l'infini, mais de privilégier la qualité pour un meilleur service », & indiqué le ministre.

L'avenir de l'aménagement du territoire

Ne pas sacrifier le pays faible

du territoire. Pour elle, la politique

industrielle doit soutenir en priorité

les entreprises ouvrant des perspec-tives d'avenir. De même, les primes

d'aménagement du territoire (PAT)

devraient, elles, être concentrées sur

le tertiaire supérieur et les pôles de

impératifs d'efficacité qui justifient cette attitude. Mais il souhaite que

l'on ne privilégie pas exclusivement les secteurs de pointe de l'activité nationale. Il note ainsi très claire-

mont: . Sans nier l'effet d'entraîne-

ment que peut avoir le développe-ment des points forts, ici ou là, l'abandon des points faibles serait un gaspillage lourd pour l'avenir. En effet, il convient d'utiliser tous

nos atouts sur tout le territoire, pour tenter de maîtriser la crise. »

conseil. - une politique nationale

d'aménagement du territoire ne peut se désengager des actions dites de « reconversion industrielle »

pour trois raisons: par solidarité nationale; parce qu'il est de la vocation de l'Etat de faciliter les transitions et d'assouplir les consé-

quences des mutations; parce que l'Etat ne peut laisser les régions

seules face à ce problème ».

Plus généralement, pour le

Le conseil ne méconnaît pas les

développement urbain.

MEDI-PYRÉNÉES

Fesses gasconnes

A polémique fait rage dans le Landerneau gascon depuis que circule un proet d'affiche destinée à être le support d'une opération promo-tionnelle intitulée : « Le Gers, en Gascogne, c'est vallonné. » L'affiche, Imaginée par une agence d'Auch, assimile le département à une paire de fesses qui surgit d'un environnement de verdure figurant ia

Ella a été envoyée, svac una lettra d'accompagnement du président de la chambre de commerce et d'industrie, M. André Daguin, le célèbre restaurateur, à tous les entrepreneurs et industriels du décartement, auxquels il est proposé de sponsoriser une campagne dans le métro de la

De même scrait-il préjudiciable

de négliger le développement du « tertlaire banal » en concentrant le

totalité des primes sur la promotion

du « tertiaire supérieur ». Il ne fant

pas, en somme, sacrifier la France

Qui doit mettre en œuvre la politi-

que d'aménagement du territoire? Le conseil estime qu'il fant organi-

ser un « attelage à trois » en coor-

donnant l'action des régions décen-

tralisées chargées par la loi de la promotion économique des départe-ments, des commissaires de la Répu-

blique qui devraient avoir la haute

main sur les services déconcemrés

des différents départements ministé-

riels, de l'Etat, enfin, par l'intermé-diaire de la DATAR.

délégation à l'aménagement du ter-ritoire et à l'action régionale, le

conseil suggère que pour lui permet-tre de remplir sa fonction interminis-

térielle, elle soit rattachée au pre-mier ministre - c'était l'avis de la

commission Guichard - mais qu'un secrétaire d'Etat spécialisé assure le

JACQUES-FRANÇOIS SIMON.

suivi politique de ses décisions.

Quant au statut de la DATAR, la

capitale pendent la Foire de

Honteux, choquent, scandaleux, débile, provocateur... ; les réactions n'ont pas tardé, venant PS d'Auch, M. Jean Laborde, et du président du conseil général, M. Jean-Pierre Joseph. M. André Daguin, lui, ne res-

sent pas d'émotion particulière. e Cette campagne, de toute façon, est laissée au libre choix de ceux qui la sponsoriseront », dit-il. Quant au responsable de l'agence de publicité, il se borne è relever le peu d'humour de ses détracteurs. «La pomographie, estime-t-il, n'est pas dans l'affi-che mais dans la tâte de ceux qui ia recerdent. »

PAYS DE LA LORE

Gourmandise régionale

Emballé dans une botte cubiqu

couleur ocre rougs dont le couvercle est gauffré d'un dessin de l'Hôtel de la région, il a le bon goût du chocolat noir enrobant une pâte crêmechocolat imprégnée de framboise fruit cultivé presque partout en Pays de la Loire. Pour l'anecdote : quintsfeuille au féminin est le nom de la potentille, petite fleur à cinq pétales dont les verms médicinales sont connues depuis longtemps. On retrouve le nom de quintefeuille en héraldique: c'est une pièce figurant une fieur à cinq pétales. Quinte-feuille au masculin est un terme d'architecture : on rencontre dans grand nombre de monuments du Moyen Age cette rosace géométri-que formée de cinq lobes arroadis

La coopération transfrontalière

Français et Suisses main dans la main

N nouveau pas vers le ren-forcement de la coopéra-tion transfrontalière franco-helvétique a été franchi, jeudi, avec la constitution à Lausanne du Conseil du Léman. L'acte fondateur de ce nouvel organisme a été signé, le 19 février, par des représentants des départements de l'Ain et de la Hante-Savoie, ainsi que des cantons de Genève, de Vand

Dans l'esprit de ses promoteurs, le Dans l'esprit ue ses justiment de la Conseil devrait favoriser une meil-leure collaboration régionale dans des domaines aussi variés que le travail frontalier, les transports et communications, l'environnement, le tourisme, l'économie, l'éducation et

Ayant obtent l'aval des gouverne-ments de Berne et de Paris, le Conseil du Léman sera reconn comme une entité autonome conforme à la convention du Conseil de l'Europe pour la coopération transfrontalière. Par ses objectifs, il

Cotte page a été réalisée par nos correspondants : Alexis Rodnert, Georges Cantala, Francis Dupsy, Jean-Pierre Foron, Gabriel Simon. Coordination : Jacques-François

s'apparente à la Communauté de travail du Jura, regroupant depuis 1985 des représentants des pouvoirs locaux et régionaux de Franche-Comté et des cantons helvétiques voisins. Pour la Suisse qui, en raison de sa neutralité, se tient en marge de la CEE, c'est là une nouvelle occasion de se rapprocher de l'Europe.

Cinq groupes de travail

Le Conseil du Léman s'est doté d'un comité comprenent soitente-quinze élus départementaux et cantonaux, ainsi que des observateurs des deux gouvernements. Cinq groupes de travail out été créés pour examiner divers problèmes concrets : radios locales, constructions hospitalières, mouvement pendulaire de main-d'œuvre, construction d'une autoroute sur la rive française pour relier Genève au Valais ou encore tourisme nautique. En revanche, le Conseil du Léman ne traitera ni des pêches ni des relations spécifiques Genève-France. D'autres institutions s'en occupent

S'agissant cette fois de l'avenir de la région alémanique, M. Raymond

Juned, représentant du canton de Vaud et premier président du Conseil, a rappelé l'époque des comtes de Savoie où le bassin alémanique avait formé un seul espace politique, social et culturel. « Nous célébrons aujourd'hui des retrouvailles familiales et non des épousailles éphémères -, lui a répondu M. Charles Bosson, sénateur de la Haute-Savoie et l'une des chevilles ouvrières du nouvel organisme.

JEAN-CLAUDE BUHRER.



36.15 TAPEZ LEMONDE

And the state of the state of the A STATE OF THE PARTY OF THE PAR TO STATE OF THE PARTY OF THE PA THE PROPERTY OF THE PARTY AND IN COLUMN TWO IS NOT THE PARTY OF THE PA faprine do travail Arthone here-co-calles

ATRAVERS

ولدامن الأعلى

MI: dernières disc E la remise des pre Wash Company . since Place in the State Wall State of the state of the and in specific the second The first of the second 15 E FAS BOOK METERS . Sele State of The state of the state of the state of Street Parties The second secon

Man M Same & Paragraph AND DEPOSIT PROPERTY. A Carleston A CANCELLE . The second second THE REAL PROPERTY. The state of the s The same of the sa 219 BANKANIE 不知 海 海 And the state of t 化水平 网络 ALL DO BOOK The state of the s CONTRACTOR LAND The state of the s · (a) Per 14 AN FARM W ----Praymorphy British THE NAME OF fante Catte

The second second second The second second Service Land The second of the second THE RESERVED 15-4-

LE BITREPRISES SHEETS CRUCIAL grandi Gemmente in ministration of the second

STREET, ST TALK IN 144 4 lighted and pr 4 -

AMY CHA A COURSE OF SHARE

-

Water S à Limite A. S. 184 waterlift !

Economie

La mise en œuvre des privatisations

Saint-Gobain: la kermesse des petits porteurs

A 10 houres précises, chacun est

en place. Va de la scène, encore davantage qu'à la lecture des statis-tiques, l'actionnariat populaire n'est plus tout jeune, plutôt troisième âge même, les pionniers de la privatisa-

tion, qui ont mis du Saint-Gobain dans leur SICAV Monory comme

on glissait 1 franc or dans son bas de

laine. Mais les petits-enfants sont là

sussi, comme cet élève de première,

âgé de seize ans, qui a reçu dix

Saint-Gobain de sa grand-mère pour Noël ou cet étudiant de dix-neuf

ens, croix de Lorraine sur la poitrine

et tifoso d'Edouard Balladur.

« Vous verrez, l'actionnariat popu-latre, cela fera du tort aux syndi-cats, aussi bien chez les patrons que

chez les salariés. > On le dit comme

pour conjurer les esprits revendica-

tifs : si les privatisations continuent,

« Vous avez pris la bonne déci-

sion. » Les actionnaires applandis-sent le directeur général du groupe, M. Jacques-Henri David, mais ce

sont eux-mêmes qu'ils congratulent. Quelle bonne idée, en effet : déjà 100 francs de plus par action en por-tefeuille et le bénéfice du groupe en

progression spectaculaire en 1986. Quelle entreprise sussi que celle décrite par M. David et par le PDG.

M. Jean-Louis Beffa. De la Galerie

des glaces du château de Versailles à la pyramide du Louvre, « de la

cuve au grenier dans votre maison ».

du «nez du TGV» au métro du Caire, Saint-Gobain est partout, ils

en association avec des pertenaires

L'américain ATT, allié au néer

landais Philips, tient depuis le début

la corde, sontenu par les ministères de l'industrie et des P et T. Il

s'entourera, côté français, de la SAT

doivent impérativement être fran-çais pour ne pas dépasser la barre des 20 % du capital ouvert aux

Mais Pallemend Siemens conti-

nue à fourbir ses armes pour tenter

de convaincre que son montage avec le français Jeumont-Schweider est le

meilleur. A cette fin, les deux par

ties ont travaillé ces derniers jours à

un accord qui dépasserait le seul domaine du téléphone, pour s'éten-dre vers le matériel électrique. En

jouant ainsi à fond la carte euro-pécane, on espère, chez Siemens, « faire la différence » face à ATT.

Enfin, le suédois Ericsson fait

équipe avec Matra. Un partenaire

de dernière heure pourrait les accompagner : M. Francis Bouygnes. Cette hypothèse, qui ne fait l'objet d'ancan commentaire dans le groupe de la BTP, fait encore plus ressembler les hésitations autour de

la CGCT anz empoignades sur la

CGCT: dernières discussions

avant la remise des propositions

français.

« il y aura moins de grèves ».

Saint-Gobain privatisée tenait la première assemblée générale de ses nouveaux actionnaires au Zénith à Paris le vendredi 27 février. Sur 1,6 million d'actionnaires, environ 3500 étalent présents. A l'issue de cette rémion, M. Beffa a été réélu administrateur, puis PDG, par le nouveau conseil d'administration. Il a indiqué que 40 % des actions étaient détennes par des personnes physiques 6 % par des personnes physiques 6 % par des personnes proples sonnes physiques, 6% par des personnes morales et des investisseurs institutionnels, 11,5% à Pétranger, 6,4% par les salariés, 20% par les détenteurs de certificats d'investissement émis en juin 1986 et convertis en actions, 3,2% par l'Etat (en réserve de distribution au public) et 12,5% par

et lumière. Lorsqu'ils sont arrivés en délai raisonnable. métro, bien à l'avance pour être sûrs de trouver une place assise, munis de leurs luncties et portedocuments, les petits portents de part se sont aperçus tout de suite qu'on ne s'était pas moqué d'eux. Pour la première assemblée générale de ses actionnaires, Saint-Gobain privatisée avait tout préva. jusqu'aux navettes pour épargner les trois cents mètres de marche pasqu'au Zénith.

3

main

1 1

LINOS

Pendent trois beures, les petits porteurs en ont en pour leur action : le Zénith loué pour deux jours - la direction avait procédé à une répétition jeudi, - un chapiteau ajouté pour les guichets d'accueil, une cen-taine d'hôtesses anz petits soins pour leurs pouvoirs et mandats; saus oublier l'antenne médicale, la salle d'informatique, les yuccas pour rafraîchir la moquette, les deux écrans géants pour bien voir le visage des dirigeants du quatrième groupe industriel français et le monumental emblême de la firme sur fond blen glace.

Le temple du rock sura tout de même été trop grand pour les trois mille cinq cents participants : une audience à la fois faible, au regard du nombre de personnes qui ont acheté du Saint-Gobain en décembre (1,6 million de personnes), et colossale, comparée sux classiques assemblées d'actionnaires, ce qui a obligé à des innovations ; il a fallu mettre en place un système informatique avec lecture optique pour pou- sont fiers de l'apprendre. Et quel

On s'agitait encore beaucoup en

fin de semaine autour de dossier de

la privatisation de la CGCT (Com-

pagnie générale de constructions téléphoniques), l'ex-filiale d'ITT nationalisée en 1982, quarante-huit heures avant le dépôt des dossiers

des candidats à la reprise, lundi

La remise des propositions consti-

tuera une nouvelle étape dans co mauvais femilleton indostriel mais

n'en sera pas l'épilogue, puisque les

pouvoirs publics ont jusqu'au 30 avril pour choisir entre les divers groupes en lice. Une décision qui

aura demandé presque deux ans et aura particulièrement embarrassé

les gouvernements successifs : à

le marché français un second four-nisseur de centraux téléphoniques

face à la CGE. Mais cette opération est délicate, car elle suppose une

alliance avec un groupe étranger

(puisqu'il n'y a plus d'autre fournis-

seur français que la CGE) et le res-pect de la loi de privatisation limi-

tant à 20 % les prises de participations étrangères dans les entreprises à dénationaliser.

Actuellement, trois grands du

Acusement, trois grands du téléphone dans le monde restent en compétition pour recheter la CGCT (estimée à 500 millions de francs),

e, il s'agissait d'introduire sur

les institutions financières, dont 7,5% par la BNP (le plus gros porteur), 4% par Indosuez et 1% par PUAP.

Par ailleurs, Saint-Gobain a annoncé que ses bénéfices nets pour 1986 s'inscrivaient en hansse de 90 % à 1.43 milliard de francs (part du groupe) pour un chiffre d'affaires de 75,3 milliards, en. progression de 11 %. L'autofinancement (5,2 milliards de francs) est supérieur aux investissements (3,8 milliards). L'action, vendue 310 francs lors de la privatisation, cotait 420 francs ce vendredi

Le grand jeu. Saint-Gobain en son voir comptabiliser les votes dans un PDG enfin que ce polytechnicien de quarante-cinq ans à la máchoire carrée, qui sait en vingt minutes leur articuler une allocution autour de «trois atouts», «trois principes», « quatre axes ».

Ils venient tout savoir

Vient l'heure des questions. Ainsi confortés et mobilisés, les partici-pants accrochent. La stratégie du groupe au Brésil, au Japon, ils veulent tout savoir. Ils se prennent au jeu du petit actionnaire, protestent d'avoir été freinés dans leurs achats d'actions, jalousent les salariés du groupe, qui out eu droit à cent parts, contre dix seulement pour eux, et M. Beffa ne les apaisers pas en indiquant que lui-même, tout en possé-dant neul cents actions, a subi la réduction ministérielle.

Il faut les freiner. Un membre d'une « association des petits por-teurs de Saint-Gobain » voudrait qu'un administrateur laisse sa place à l'un des siens : réponse mitigée de la part du PDG, qui est « ouvert à une réflexion » à condition que le petit porteur en question « apporte également autre chose » au conseil d'administration que cette seule qualité. Une dame se plaint du nombre de kilomètres « assez considérable » qu'elle a du parcourir avant de trouver le siège de la Défense : sou-rires attendris à la table de la direc-tion. Plus indiscret, en veut connaître les prévisions du groupe pour 1987 (Les résultats devra aablement marquer un pro-(« Dans la très bonne moyenne des sociétés comparables ») et, enfin, le coût de la réunion du Zénith. Le PDG ne révélera pas ce chiffre à ses actionnaires sourcilleux, mais les journalistes auront plus de chance avec ses services : 3 millions de francs, dont 2 millions pour la seule expédition des convocations d'actionnaires. Heureusement, M. Balladur a dispensé le groupe du timbre fiscal de 30 F par pouvoir envoyé par les actionnaires absents.

Pendant la pause pour le décompte des votes, les VIP se res-teurent au buffet, et l'actionnerist populaire visite le Zénith, un sandwich à la main. Une actionnaire d'avant la nationalisation, experte du dividende et du coupon, ne se fait pas d'illusions : « Tout notre béné-fice sera englouti dans les frais de garde des banques. » Comme beaucoup, elle a pris aussi du Paribas.

« Quatre actions autorisées seulement, c'est de la fumisterie. » Mais quelle moue à la seule évocation de TF1: « Des gens qui peuvent se metire en grève pour un oui ou pour un non? Je n'ai pas confiance. »

CORINE LESNES.

• Rectificatif. - Dans l'article Paribas s'associe à la COMIT pour créer la première banque d'affaires en Italie » (le Monde du 28 février), il fallait bien entendu lire que le groupe français Paribas a été l'un des fondateurs de la COMIT en 1894 et non en 1984.

Selon la Banque mondiale

Le tiers-monde s'enlise dans la dette

Un certzin désenchantement doublé d'inquiétude ressort du dernier rapport de la Banque mondiale sur les « tableaux de la dette ». L'idée de partage des sacrifices a fait son chemin depuis la fin de 1985. Mais si les gonvernements créanciers ou débiteurs et les organisations multi-latérales ont fait leur part du chemin, les banques privées ont « durci leur résistance » aux appels à de nouveaux crédits permettant d'assu-rer le retour à la croissance des pays endettés. Ces derniers, confrontés à un endettement global de 1 045 mil-liards de dollars en 1986 et sans donte de 1 085 milliards en 1987, se voient condamnés à se « serrer la ceinture » une année de plus sans pour autant entrevoir « le bout du

Une situation décourageante pour les très nombreux pays engagés dans une politique d'assainissement écoique souvent coûteuse en termes sociaux et politiques. Leurs efforts n'ont pas été payés de retour, puis-que les cent neur pays du tiersmonde couverts par l'étude de la Banque mondiale continuent de rembourser plus qu'ils ne reçoivent : ces « transferts négatifs nets » sont passés de 11 milliards de dollars en 1984 à 26 milliards en 1985 et sans loute 29 milliards de dollars en 1986.

Les désillusions de 1986 sont désormais bien connues. Les pertes encourues par les exportateurs de pétrole du fait de la chute du prix du

beril, environ 40 milliards de dol-lars, ont été deux fois plus élevées que les gains enregistrés par les pays du tiers-monde importateurs d'or noir. La croissance mondiale a été médiocre et la poussée de 4% en médiocre et la poussee de 4% en volume du commerce mondial n'a pas suffi à compenser la baisse de 10% des cours des matières premières hors énergie. Au total, les pays en développement out comm une hausse de leur produit national brut limitée à 3,8% en 1986 contre 4,6% un an auparavant. L'Afrique fait figure, pour une fois, d'excep-tion dans le bon sens avec une expansion de 4,9% l'an dernier, un rythme supérieur à la croissance démographique pour la première fois depuis le début des années 80.

Concentration sur une poignée de pays

Tout n'a pas été négatif, bien sûr, pour les pays endettés. Les taux d'intérêt notamment ont baissé, la référence traditionnelle pour l'établissement des conditions de rééchecomement d'échéances, le Libor (taux interbancaire de Londres) passant de 8% à la fin de 1985 à 6% un an plus tard. Parmi les créanciers, les banques ont réussi à limiter leurs risques. Pour les vingt-quatre premières banques américaines, leur engagement représentait en moyenne 210% de leur capital en 1981, il est revenu à 147% en 1985 et 118% en 1986.

Il n'en reste pas moins que la dette du tiers-monde reste fortement concentrée sur une poignée de pays, notamment latino-américains, et que la situation économique des endettés s'est trop peu améliorée pour rassu-rer des prêteurs potentiels. Les craintes d'un effondrement pur et simple du système l'inancier international s'étant estompée, créanciers et débiteurs se retrouvent dans une situation morne, sans attrait ni crainte majeure. Sans raison de satisfaction ou d'espoir non plus.

Les auteurs du rapport de la Banque mondiale notent que les progrès réalisés ces derniers mois avec le lancement de nouvelles initiatives création d'une agence de garantie d'investissements multilatéraux (AMGI) par la Banque mondiale ou tentatives de transformation d'une part de la dette en prises de participation dans des secteurs productifs - seront - lents dans le meilleur des cas ». A leur yeux, ce n'est pas tant les idées qui manquent le plus, mais la volonté déterminée de concrétiser celles qui ont étnergé depuis dix-huit mois. Lorsqu'on sait qu'en 1986 trente-quatre pays ont dû renégocier leur dette publique ou privée pour un montant global estimé à 73 milliards de dollars dont 43,7 milliards pour le seul cas mexicain, - les raisons de lassitude semblent multiples comme les facteurs de tension sur la dette.

FRANÇOISE CROUIGNEAU.

Croissance des créances extérieures

Dette à long terme	(ea minards de donars)								
Dette à long terrae		1980	1981	1982	1983	1984	1985 a	1986 6	1987 b
Dette de source privée 268 315 354 409 438 463 485 50 50 50 50 50 50 50	Dette à long terme Dette de source publique Dette de source privée Dette à court terme (c) Crédit FMI Autres pays en développement (d) Dette à long terme Dette de source publique Dette de source privée Dette à court terme Crédits FMI	429 162 268 134 9 77 59 17 42 18 0	493 179 315 158 15 83 58 18 40 24	551 197 354 168 20 86 60 20 40 25	630 221 409 137 30 93 67 17 50 25	673 236 438 126 33 96 68 20 48 27	731 268 463 124 37 100 74 23 51 25	775 290 485 118 39 103 77 24 53 25	977 817 315 502 160 108 83 25 58 25

(a) Chiffres préliminaires.

(b) Estimations pour 1986, projections pour 1987.

(c) Ces chiffres tiennent compte de quelque 45 milliards de dollars d'échéances à court terme, transformées en long urs de rééchelonnements décidés entre 1983 et 1986.

(d) A l'exclusion des exportateurs de pétrole à haut revenu.

BRÉSIL

Un plan Cruzado III pour lutter contre

Pinflation

La prochaine mise en œuvre d'un plan Cruzado III pour réduire l'inflation, qui devrait être stabilisée en août prochain à 7 % par mois, a été annoncée le vendredi 27 février par un porteparole du gouvernement brésilien l'occasion du premier anniversaire du plan Cruzado d'austérité, lancé le 28 février 1986 par le président José Sarney.

« Pour le mois de février, l'inflation devrait s'établir à 11-12 %, soit une forte réduction par rapport à janvier », a indiqué le porte-parole. . Les nouvelles mesures en préparation ont deux objectifs : retrouver l'équilibre économique et provoquer une reprise de l'investissement dans le secteur privé », a-t-il précisé.

REPÈRES

SMIC Revalorisation de 2.4 %

au 1° mars

Conformément à la règle fixée per la loi, le SMIC est revalorisé de 2,4 % à compter du 1º mars, a annoncé le ministère des affaires sociales et de l'emploi le 27 février. Le taux horaire du aire minimum passe de 26,92 F à 27,57 F pour la métropole et Seim-Pierre-et-Maquelon, Sur la base de trente-neuf heures de travail par semaine, le SMIC s'élèvera à 4 659,33 F en salaire brut par mois, contre 4 549,48 F.

Ce relèvement automatique du SMIC est provoqué par la hausse des prix constatée depuis la demière revelorisa-tion. Le seuil de 2 % a été franchi avec l'annonce de l'indice définitif de 0,9 %

Le taux avait été revalorisé de 1,24 % le 1° juillet demier, en application là encore de la loi qui prévoit deux augmentations annuelles, en octobre et en juillet. De janvier 1986 à jan-vier 1987, le SMIC a augmenté de 3,4 % contre une inflation de 2,1 %, indique le ministère des affaires sociales et de l'emploi.

Commerce extérieur Dégradation

en Allemagne, au Japon et aux Etats-Unis

L'excédent commercial de l'Allema-gne est revenu de 11,57 millierds de marks en décembre 1986, record absolu, à 7,2 milliards de marks en janvier 1987, un recul de 39 %. Il reste encore supérieur de 3,3 % par rapport à celui de janvier 1986.

Celui du Japon, pour le même mois de jarvier, a chuté de près de moitié, passant de 10 milliards de dollars à 5,7 milliards (- 43 %).

Le déficit commercial des Etats-Unis s'est établi à 14,8 miliards de dollars en janvier 1987, contre 12,7 milliards en décembre 1986 (chiffre révisé) et 15,4 milliards en novembre. Il semble donc que la baisse du dollar ait com-mencé à toucher les exportations allemandes et japonaises, sans améliorer les résultats de la belance commerciale

La flambée de janvier : + 0,9 % en France

+ 0,7 % aux Etats-Unis

Les prix ont augmenté en France de 0,9 % en janvier, a confirmé l'INSEE, le vendredi 27 février. Es avaient aug-menté de 0,1 % en décembre. C'est le plus mauvais résultat enregistré depuis juillet 1983, Sur les douze derniers mois, la hausse est de 3 %. En janvier, les prix des produits alimentaires ont augmenté de 0,4 %, ceux des produits manufacturés de 0,8 % et ceux des services de 1,4 %. Permi ces demiers, on note une hausse de 1,3 % des lovers, autant qu'en janvier 1986, et de 1,6 % des cafes, hôtels et restaurants, alors que ceux-ci n'avaient progressé que de 0,1 % au cours du même mois de l'année précédente. Les prix de l'énergie ont fortement progressé le mois demier (+ 3,2 %) alors qu'ils avaient diminué de 2,9 % an janvier 1986. Le fioul domestique à lui seul fait un bond de 18,4 % en janvier 1987 per rapport à décembre 1986.

Le mois de janvier a connu una poussée de l'inflation dans la plupart des pays industrialisés : 0,7 % aux Etats-Unis (la plus forte progression mansuelle depuis juin 1982), 0,4 % en RFA et Grande-Bretagne, 0,6 % en Belgique, en Italie et en Suisse. Mais les premiers résultats connus pour février font apparaître une décélération de la

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Deventay candidat au rachat d'Eminence

Le groupe allemend Schiesser et le groupe français Devantay sont candidats au rachat de l'entreprise Eminance. Le groupe Schiesser a pris une participation dans la société Eminence et posséderait déjà 86 % des actions de la société. Dans les deux cas, la rachat d'Eminence devra avoir l'avai des pouvoirs publics.

Reprise du travail à l'hôtel Prince-de-Galles

Plusieurs dizaines d'employés de l'hôtel Mariott-Prince-de-Gailes (quatre étoiles luxe), situé avenue George-V à Paris, qui étaient en grève depuis le 28 janvier le Monde du 31 janvier) pour obtenir une amésoration des conditions de travail ont cessé leur mouvement le 26 février.

Les pharmaciens conservent le monopole de la vente des sucres de synthèse

Un arrêt de la cour d'appel de Paris

La vente des édulcorants de synthèse, parfois appelés «sucres de régime» restera, an moins pendant quelque temps encore, le privilège des pharmaciens : la cour d'appel de Paris, présidée par M. Pierre Drai, vient en effet d'infirmer l'ordonnance rendue le 6 janvier demier par M. Pierre Culié, juge des référés, qui refusait d'interdire au centre Leclerc de commercialiser le Sucrandel, un sucre synthétique fabriqué par la Société d'application et de recherche en pharmacologie phytothérapique — SARPP — (le

Monde du 8 janvier). L'instance avait été engagée par les établissements Scarles, une société américaine dont la filiale française diffuse depuis 1965 le Canderel dans le réseau pharmaceu-tique (le Monde du 23 décembre). Ce produit étant soumis aux contraintes imposées par la loi aux

médicaments, notamment en duit alimentaire ». Cependant, pour matière de publicité, son fabricant s'est refusé à admettre l'arrivée d'un concurrent qui ne se plierait pas aux mêmes règles.

L'ordre national des pharmaciens était intervenu ensuite afin de tenter de maintenir la vente des « faux sucres » à l'intérieur du cercle des officines. Mais le juge des référés avait estimé que les édulcorants n'étaient pas des médicaments et pe porvaient pas être rangés dans les produits alimentaires qu'une loi de 1902 destinée à protéger l'industrie betteravière, interdit de sucrer avec des substances synthétiques.

La cour n'a pas voulu se prononcer sur ce point, en déclarant qu'il ne hu appartenait pas, « statuant en référé, juge de l'évidence, de dire si le Sucrandel est ou non un médicament (_) ou s'il constituait un pro- Leclerc poursuivies de proposer ce

les juges d'appel, c'est l'habit qui fait le moine, car ils constatent que le Sucrandel est vendu « dans une présentation très proche de celle des médicaments », puisqu'il porte la mention « vente en pharmacie » et surtout, un avertissement concer-nant une possible intolérance pour le

Ainsi, selon l'arrêt, la SARPP « s'est interdit elle-même l'usage d'un circult commercial » et la mesure d'interdiction « s'impose d'autant plus que la vente libre du Sucrandel à des consommateurs non éclairés est également de nature à provoquer des dommages pour

Anssi la cour a interdit à la SARPP de céder son produit * à d'autres personnes que des pharma-

produit à sa clientèle. Chacune des interdictions étant assortie d'une astreinte de 1000 F par infraction constatée.

Le mardi 24 février, M. Michel-Edouard Leclerc a indiqué qu'il formerait un pourvoi en cassation contre l'arrêt, et un procès pourrait être engagé devant les juges civils par les laboratoires SARPP. Mais, en attendant, M. Leclerc n'envisage pas de renoncer à la vente du Sucrandel, malgré les mesures d'astreinte. Puisque ce sont les mentions portées sur l'emballage qui donnent an produit l'aspect d'un médicament, il affirme tout net qu'elles n'apparaîtront plus et que le consommateur sera ainsi privé d'une information tant réclamée par ail-

MARC PORTEY.

A STATE OF THE STA

والمطافق بمنطورين يراي .. The strange sta

-

The second second

12 The grant of the Street

Contraction & Statement

tolder the

The second second

& Real Property II

abiques ne risque

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

Ul aurult pu prédire au début de la seassine que la Bourse de Paris putériserait son record, d'autant que cette performance est effectuée dans un conflexte économique pour le moiss sombre ? Chaque jour a vu sou lot de mauvaises nouvelles s'abattre sur le palais Brosgniart. Pourtant, dans cette ambiance morone, les valeurs françaises out bien résisté, impressionnant bou nombre d'investisseurs, principalement étrangers. Après avoir mouté quotidicanement entre + 0,22 et + 0,45 % pendant presque quatre sénaces. l'indicateur s'est dome. unt presque quatre séauces, l'indicateur s'est donc s'rendredi de 1,4 %.

pendant presque quatre séances, l'indicateur s'est donc envolé vendredi de 1,4 %.

Ainsi, au terme de cette première semaine du mois boursier de mars, l'indice CAC de la Compagnie des agents de change a, pour la première fois, avoisiné la barre des 436 pour terminer à 429,1. Il luisse derrière lui sou précédent record de 425,7, atteint le 28 janvier, voici juste su mois.

Il est vrai que le marché était préparé depuis quelque temps à l'annonce de manvaises performances économiques pour la France, dont il a en confirmation durant les premiers jours de la senaine. Les professionnels avaient donc anticipé les difficultés du commerce extérieur, la remontée de l'activité industrielle. « Ces révisions pas le ralentissement de l'activité industrielle. « Ces révisions pessimistes des prévisions nons avaient déjà été distillées à donc homéopathique pour ne pas nous effrayer », explique un habitué de la corbeille. Et effectivement l'amouce officielle de l'assombrissement de la conjuncture n'a pas surpris le marché, qui a fait preuve d'une résistance surprensute. Seule, peut-être, la décision du Brésil de suspendre le paiement des intérêts de su dotte extérieure a troublé. Cette unmonce jeta, mardi, un froid autour de la corbeille sans pour antant entraîner un repil comme à Wall Street. Il faut dire que les banquiers américalus sont très directement concernés. A Paris, cependent, certains craignent un phénomène de contagion annemant d'autres pays à décider d'arrêter leur remboursement.

De la résistance au record

Les opérateurs out donc préféré prendre en compte uniquement les facteurs positifs. Cela a été tout d'abord la rémion des six pays les plus industrialisés à Paris, le week-end dernier, pour tenter de définir une parité entre les monnies. Attendate et espérée depuis longiemps, cotte rémion, malgré un accord sur la stabilisation des parités de chance anniors un cartain acanticions con la chance remann, mangre un accoru sur la sommannon des paritis de change souleva un certain scepticisme sur les places financières, qui se dissipa progressivement. La semaine se termina sur une boane tesses du MATIF, stimulé par une buisse des taxx. Pour la première fois depuis le début de Paintée, le loyer de l'argent au jour le jour est redescendu en destous de 8 %.

L'abondance des liquidités et le retour des investisseurs êtrangers à la Bourse de Paris sont également deux autres ségnes d'espoir. Les Anglo-Saxons se portent à nouveau acquéreurs de leurs valeurs favorites, Thomson-CSF, Michelin et Pengeot. Les titres de la fixme de Sochaux, recommunités par de nombreux courtiers, ent battu tous leurs records à la veille du week-end. Les inventisseurs mas records a se veille du weck-end. Les investisseurs américains et auglais as sont par les seuls à revenir, puis-que les Japonnis procèdent également à des acquisitions mais plus discrètement et dans des proportions moins importantes.

Bourse suise sunsi sur l'amilloration des performances des sociétés. C'est aimi que le secteur de l'armesaest s'est mis en vodette lundi . Deux titres, Matra et Lucinire, gagnalent en une seule séance près de 12 %, suite à des recommendations d'actuats qui tablest sur une forte pro-gression des bénéfices en 1987.

Banques, assurances

Buil Équipement	591
Bancaire (Cie)	1 643
Catelem	1 381
Chargeous SA	1 932
CFF	624
Rarafrance	3 061
Hémin (La)	
Localeunca	481
Localeunca	983
Midiand Bank	1 594
Midland Bank	1 596
Paris, de résec	851
Prétabail	1 400
Schneider	630
UCB	611

Alimentation

sociétés d'investissement

27-2-87 Diff.

- 14 + 31 + 31 + 2 + 30 + 19 hech - 12 + 9,50 + 15

Semaine du 23 au 27 février

Le secteur de la communication était également surveillé, après que la CNCL ent attribué la cinquissae et la sirième chaîne de télévision. La Lyonanine des eaux, associée à la CLT pour Métropole TV, royant son projet retenu, euregistra su gain de 4,65 % mardi, dans un marché quest stable. De sabne les valous huncaires furent recherchées en raison de la hone de taux. Ce fut le conventie projet de réconcernité. notsument de la Compaguie parisieure de réescompte, dont le dividende est majoré de 51 %, et du Comptair des

entrepreneurs, en plein redressement.

Mais au terme de cette semaine, ce sont encore les privatinables qui retiennent l'attention. Tout d'abord, Saint-Gobalu, pour an première assemblée générale mais surtout pour la couversion de ses certificats d'investissements en actions. Au total, plus de 98 % de cus certificats ent été transformés en titres remant rejoindre les autres au règlement mensuel. D'antre part, les modalités du retour au secteur privé de la banque du BTP et de la BIMP aut été surêtées. Leurs caliers des charges sont plus exégeants. Ces deux établissements bancaires font l'objet d'une vente de gré à gré de 51 % de leur capital, la participation maximale pour un repreneur est de 35 % du capital pour la BTP et de 34 % pour la BIMP. Mais Popération la plan originale revient à Rishue-Poulenc. Pour tianacer ses importantes acquisitions, le groupe chimique procèders prochainement à l'émission de certificats d'investissement privilégiés pour un montant de 2,5 milliards de francs. Une partie des titres sera réservée à l'étranger. Pour cela, le certificat Rhêne-Poulenc va être coté aux Etats-Unis. Le groupe devient sinté le trobalème français autorisé à faire appel à l'éparque publique américaire après Louis Vuitton et Thomson-CSE. Un moyen pour le groupe mationalisé de pouvoir se financer ou attendant son retour au secteur privé, qui pourrait intervenir vers la fin de l'autore. pouvoir se financer en attendant son retour s privé, qui pourrait intervenir vers la fin de l'amée

Filatures, textiles, magasins

Bâtiment, travaux publics

Agache (Fin.) BHV

Denty DMC
Galories Lafayette
La Rodoute
Nouvelles Galacies

Printemps SCOA

Pétroles

Esso
Exxon
Prancarep
Petrofisa
Pétrofes B.P.

Printgitt
Raffinage
Rayal Dutch
Sogerap
Total

106,30

106,30

27-2-87 DUS.

307,20 - 22,80 1 995 + 335 571 + 5 2 500 + 55 2 610 + 102

+ 18 + 47 + 119 - 44 + 24

457 - 8 108,90 + 1,90

27-2-87 Diff.

27-2-87 Diff.

331,30 - 7,28 451 - 24 478 - 29 339 + 2 1529 + 10 147 - 4 688 + 11 171 + 15 421 - 9 435 + 15 447 - 3,18

106,20

106,20

27-2-87 Diff.

+ 3

+ 33 - 97 - 17 + 52 + 129

Focialist 378
Sagon 3776
Sumfor 64
Vallo 519
Vallouse 163

Coupt Briton.
Motiva
Tales Luverne
Anguidat Roy

LES PLUS FORTES VARIATIONS

DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT

TRAITÉES AU RM (*)

(*) Quetro séasces sealement, du 25 sa 26 février.

BONS DU TRÉSOR

Sáence du 27 tévrier 1987

Baldiness Inst. Plan Comp. Varieties (par/valls) to setus.

Mars 87. . 92,26 92,25 92,26 + 8,81

5427. .. 92,57 92,53 92,56 + 9,86

Sept. 87. . 92,69 92,59 92,55 + 8,83

Déc. \$7. . . 92,68 92,58 92,55 + 0,85

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Cours Cours 2 june. S june.

78 700 78 900

Nore de Val. on titres cup. (F)

BOURSES **ETRANGERES**

NEW-YORK

Un profund malaise s'est emparé de Wall Street durant les cinq séances de la zemaine éconiée où des statistiques économiques décourageantes, la situa-tion de la dette commerciale du Brésil, tion de la dette communiciale du Brésil, et le rapport de la commission Tower sur l'imbproglio iranien ont accentué la pression des prises de bénéfice. L'indice Dow Joses des valeurs industrielles a terminé la semaine avec un décim de 11,25 points par rapport au vendredi 20 février, à 2223,98 contre 2235,23 lauit jours auperavant.

La décision du Brésil de suspendre le paiement des intérêts sur les emprants contractés auprès des banques internationales a semé la panique landi à la Bourse new-yorkaise. L'indice, qui avait parda près de 40 points en une heure,

Hourse new-yourses. L'hance, qui avant perdu près de 40 points en une heure, avait néammoirs récupéré la moitié de ses pertes à la ciloure. Le rapport de la commission Tower a, quant à lui, fait averter jeudi la modeste roprise de

Enfin, les estristiques économiques ont également suscité des inquiétudes. L'activité à Well Street au cours de la sensaine a porté sur 815,5 millions d'actions coutre 763,310 millions le sensaine précédents, mais qui ne companyate i une que les terres. prensit que quatre jours.

	(Intiria.)			Cours 20 fév.	27 lbs
	Mines, cuoutel outre-mer	iouc,		Alcou AIT Booing Chaur Man. Benk Du Rent de Neutours Eastman Kodak	433/4 231/2 527/8 463/8 993/4 797/8	32 1/ 54 1/ 38 1/ 100
		27-2-87	Diff.	Roman	81.5/8 78.1/4	78 3/
	Géophysique	349,58	- 9,50	General Electric	101 76 1/2	1833/
	Inco	110,10 93,10	- 2,90	Goodyear	55 1/4	527/
	Michelin	3 119 57,50	+ 4,66	IBM	139 3/4	427/
	RTZ	70	- 220	Mobil Oil	`43	423/ 727/ 375/ 337/ 533/
	ZCI	1,18	+ 0,87	Pfizor	73 7/8 36 3/8	375/
	Métallurgie			Transco	347/8	33 7/
2				UAL Inc	55 1/2 26 5/8	23 3/
	construction m	écaniq	ue	US States	24 1/8	237/
		72.277	-	Westinghouse	64 1/8 74 1/2	731/
		77.7.27	B 2447	I the same starts at a second		-

LONDRES

Les valeurs sont une fois de plus allées de sommet en sommet pendant la semaine écoulée au Stock Enchange. Un élan supplémentaire leur a, en effet, été donné par des nouvelles économiques

donné par des nouvelles économiques encourageantes et par l'optimisme des investisseurs à l'approché de la présentation du budget, le 17 mars. Les investisseurs à l'approché de la présentation du budget, le 17 mars. Les investisseurs ableau, ea effet, sur un allégement de l'impôt sur le revens et sur une baisse des taux d'intérêt.

L'indice «Financial Times» des trente valeurs industriales a franchi, pour la première fois, la barre de 1 600 points, mais a reculé en depà à la veille du wesk-end pour s'inscrire vendredi à 1 599,3 (contre 1 567 le 20 février). L'indice des fonds d'Bint étuit à 37,96 (contre 87,22) et ceini des mines d'or à 329,8 (contre 321).

	Cours 20 Ser.	Coun 27 for
ovenham ovenham ovenham harter ourtankis se Boess (*) lauso t. Univ. Stores mp. Chemical hell millower felders for Loan	538 418 756 325 611 947 15 9/32 16 1/4 13 61/4 10 33/64 24 21/64 565 37 1/4	16 1/4 13 61/4 10 39/4
(*) En dollars.		

FRANCFORT Falhle

La Bourae de Franciort est restie fai-ble et instable cette semaine. L'indice de la Commerzbank a perdu 35,5 points à 1711,7. L'annonce d'une baisse deus-impôts directs de 44 milliards de deus-chemarks à compter de 1990 n'a pas-suffi à stimuler la Boarse. Pour les suffi à stimuler la Boarse. Pour les sufri à stimuler la Boarse. Pour les changes n'out pes été dissipées après la réunion monétaire de Paris. De plus, les valeurs bancaires out été soumises à rude épreuve en raison de la crise de la dette sud-unfricaine.

dette sud américaine		
	20 févr.	Cours 27 févr
ARG BASF Bayer Commerciant Dentschebank Hoethat Kannadt Mannaman Sentens Volkswagat	298,19 248,59 291 261,39 665 248 453 152 651,20 347	297,58 248,98 292 254 645 248,56 447 161,78 643,58 352

TOKYO

Les cours cet poursuivi leur hansse à la Bourse de Tokyo cette semaine, à la suite de l'annonce de la baisse hundi à 2,5 % du taux d'escompte, qui a atteint ainsi son niveau le plus bas. L'indice Nikker a cibinté samedi à 20766,66 (contre 20 080,39 le 20 février) dans un marché actif. Il a même hattu le record établi jeudi (20 453,90) aurès avoir reculé de 32,24 yens vendredi. L'indice général à terminé à 1 793,7 (contre 1 752,27).

	20 fevr.	27 f
idgestage	510 681 945	6
iji Benk onde Motore strushira Electric itsubishi Heavy	2 590 1 390 1 970 520	25 13 15
ray Corp.	3 450 1 830	33 17

Valeurs diverses

	27-2-87	Diff.
Acres	544	+ 19
Agence Flaves	2 080	+ 60
Arjomeri Bic	2 578	+ 128
Bic	819	+ 99
Bis	1 635	+ 66
CGIP	1.494	+ 130
Chib Méditerranée .	3 635	1.2
Easilor	0.40	72
Barope 1	113	1 4
L'Air liquida	698	- 38 + 3
L'Orési	3948	+ 50
Navigation Mixto	1 898	+ 48
Nord-Est	199	+ 1
Pressor Cité	3 245	+ 65
Saint-Gobain	428,10	+ 11,10
Sanofi	866	1+ 61
Skis Rossignel	1 359	1+ 3

Produits chimiques

Inst. Méricux	5 255	+ 365
Labo. Beil.	2 229	+ 140
Roussel UC	1 740	+ 199
BASF	829	- 3
Bayer	966	28
Floochst	814	- 11
Into Chemic	134,40	- 1,10
Norsk Hydro	134	+ 0.50

Mines d'or, diamants

	27-2-87	Diff.
Angio-American	102,50	+ 4,90
Amgold	493	+ 22
Buf. Gold M	115	+ 4
De Beers	61,89	
Drief. Com.	197,88	
Gencor	91,50 72,50	
Gold Field	71	+ 1.10
Harmony Randfontein	556	1 2
Saint-Helens	80	+ 9.20
Western Doop	261	+ 21

quetre ans, cadre ou retraité, qui possédait un portefeuille boursier

avant d'acheter des titres du pra-mier groupe industriel privatisé en 1986, voilà le portrait-robot,

somme toute sans surprise, du

Gobain, tel qu'un sondage de la

Sofres, effectué entre le 22 jan-

vier et la 7 février 1987, le fait

apparaître. Effectuée auprès de cinq cent vingt-deux chefs de

ménaga », cansés représenter

l'offre publique de vente.

l'enquête montre combien leur acquisition a été perçue comme un placement de père de famille.

Pour 42 % des petits porteurs interrogés, l'action Saint-Gobein

est « une veleur sûre, que l'on peut garder en portefeuille ». C'est cette sécurité qui les a poussés à acheter, plus que la sentiment de bénéficier d'un prix

très attractif (motivation de 37 % des acheteurs) ou la pers-

pective de recevoir des divi-

dendes importants (motivation

de 20 % seulement des sche-

Aussi, la plupart de ces nou

exactement - répondent-ils

avec logique qu'ils n'envisagent

pas de revendre prochsinement leurs titres Saint-Gobain, 3 % l'ont déjà fait. Ils savent (à heu-

teur de 91 %) qu'ils pourront

dans certaines conditions race-

très fortunés, ni enclins à risquer gros : sur les 69 % qui ont été

servis intégralement selon leurs

souhaits, plus des deux tiers

Avisés, ils ne sont pas a priori

Le « portrait » du nouvel actionnaire de Saint-Gobain

Un père de famille avisé

7 % 1973	7810	+
10.30 % 1975	101,35	4
PME 10.6 % 1976		4
3.30 % 1977	122,70	-
9,80 % 1978	101,50	4
9 % 1979	100	ė
10.20 % 1979	194.60	
13.80 % 1980	103.21	
16,75 % 1981	105.00	
16,20 % 1942	117,60	
	111.96	
16% 1982		
15,75% [982	114,50	1
CNE3 %	427	r
CNB bq. 5 000 F	101,52	
CNB Parker 5 000 F	191,35	-
CNB Sect 5 000 F.	101,50	ı
CNU 5 000 F	101,60	-
		_
Market of Alast		

Valeurs à revenu fixe

41/2%1973 1541 -

27-2-47 Diff.

4,10 6,05 6,78 0,40 6,06 6,89

ou indexé

27-2-87 Ditt. Matériel électrique

services publics

	27-2-97	
Alcatel	2 400	+ 162 + 23 + 9 - 5 + 6 + 38
Abthom-Atlantique	393 327 1 430	+ 23
Croscott Générale des Russe	327	+ 9
Généralo des Estat	1 430	- 5
DBM	863	+ 6
Intertechnique	1 588	+ 35
TTT	382	- 7,50 + 130 + 100 + 380 + 129
Legrand	5 490	+ 130
Lyonnaire des Eura .	1 530	+ 106
Matra		+ 380
Mortin-Géria	260	+ 129
Motores Leroy-Somer	230	+ 3
Moteurs Leroy-Somer Moulisus PM Labinal Radiotechnique	107	+ 19
PM Labina	450	- 12
Kadiotechnique	1 402	+ 37.4
Schlumberger	225 845	11.00
SEB	2179	7 13
Signatur	679	I 2
Titlenda Chastrinas	3 300	+ 129 + 5 + 19 - 12 + 55 - 11,46 + 15 - 21 + 34 + 216
Tildende, Electrique . Thomson-CSF	1 535	+ 70
	1 000	17 .0

n'ant demandé que dix titres ou moins (soit 3 100 F ou moins).

Cette prudence réapparaît lors-

que 17 % seulement des petits

porteurs envisagent d'acheter,

per le suite, d'autres actions Seint-Gobein : 41 % répondent

4 non », et 40 % ne sevent pes.

sociologique très tranchée de leur nouvel actionnariet - préé-

minence des inactifs et retraités

(40 %) et des cadres (22 %). ~

les dirigeants de Saint-Gobain devront avoir à l'esprit une autre

donnés essentialis pour la ges-

tion à venir de leur communica-tion : 91 % des foyers qui ont acheté du Saint-Gobain à l'occa-

aion de la privatisation n'en poe-

Autrement dit, il a fellu la contexte particulier de la privati-

sation, et des espoirs qu'elle a

suscités, pour que cette popula-tion déjà initiée à la Bourse inves-

tisse dans le groups verrier. Une

fois pessée la phase médiatique du processus entamé par le gou-

vernement au lendemain du

16 mars 1986, il appartient des aujourd'hui à Seint-Gobein de

foundr un effort d'information à la mesure de sa nouvelle dimen-

La première assemblée géné-rale des actionnaires depuis la privatisation, qui s'est tenue le 27 février au Zénith (voir par ai-

leurs), est un premier pas dans ce sens. Nul doute que la meil-

leurs façon de toucher un action-nariet de masse sera d'utiliser aussi un média de masse : la télévision.

sédalent pas avent le national tion de 1981.

Autant que la composition

				~ ~ ~ ~ ~
n-Atlantique .	27-2-47 2-400 393 327 1-430 863	Diff. + 162 + 23 + 9 - 5 + 6	Béghin-Say Bongrain BSN Carrefour Casino Buromarché	668 2 470 4 626 3 758 2 469 3 500
heique ise des Easts . Géris . Larcy-Somer est . Larcy-Somer est .	1 588 342 5 480 1 530 2 550 2 649 830 181 859 1 402 225	+ 38 - 7,59 + 130 + 100 + 380 + 129 + 3 + 19 - 12 + 55 - 11,40	Guyenne et Gaie. Lesiour Martel Moit-Henneur Nestlé Ocidentale (Gie) Otide-Caby Persod-Ricard Promodés St-Louis-Bouchou C.S. Suspiquet	1 895 1 762 2 512 25 980 1 275 207 1 654 2 616 1 173 1 230
	845 2 178 679 3 380 1 535	+ 15 - 21 + 34 + 218 + 70	Verve Choquot	719 4 400 %. – C
			•	

MATIF otation en pourcentage du 27 février 1987

196,40

106,40

27-2-87 Diff.

COURS	ECHEANCES						
	Mars 87	Juin 87	Sept. 87	Déc. 87			
Prespier	106,30	106,25	106,30	106,20			
heat	106,45	196,40	106,40	106,25			
het	106.20	106.20	106.20	106.10			

106,35

106,38

Nombre de contrats : 24 136.

LE VOLU	ME DES T	RANSAC	TIONS (er	n milliers	de franc
		24 février			
RM	1 268 189	1 261 207	1 553 106	1707464	-
R. et obl.	7 229 795 480 981	8022200 471015	9092137 446719	7 574 266 440 571	=
Total	8978965	9754422	11091962	9722301	-
INDICE	SQUOTE	IENS (INS	EE base 100	, 31 décemb	re 1986)
Françaises Étrangères		104,5 101,4	104,9 101,7	105,2 102,3	=
		TE DES A			;
Tendance .	105,9	106,1	106,9	107,1	108,7
	-	- 100 21 4	Sameles 100	047	

Indice gen. | 421,1 | 421,5 | 422,7 | 424,4 | 429,1

mousse "STENFLEX" 12 cm

depaisseur, se falt en DISTRIBUTEUR dimensions : 80 x 190, 140 x 190, 160 x 190, tissu ou cuir 37, Av de la République 750N- PARSE 161(1) 43.57.46.35 Metro: PARSENTIER

Or tie julie en barrel

- tido en traget

- tido en traget

Pièce française (20 fr.)

Pièce satiese (20 fr.)

Pièce intiese (20 fr.)

Pièce intiese (20 fr.)

Pièce satiese (20 fr.)

Bouverais (20 fr.)

Bouverais (20 fr.)

Bouverais (20 fr.)

7 'r 3/ ... -Total spine and the second second 5.50 in in a result # 6 17.4 m 18 mm

2.5 (6) (1)

4-74-5

DES PREMIÈRES

umaïs dans un The state of the s ... W to Known TALLES WITH PRINTER PARTY. The second second A TABLE OF HEADING

crisped profitance · 在本語,在時間 Firegie je in in 3000 BOLLING BY BANK IN in the market of The first terms 24 121 W Arten ADER . The state of the s 15 ALCHE MERANE THE PLANTAGE SEC 423 . g

4 Shinnester Mi --- ... em 4451 A A Couples A. A C 41. 1 · 四十五年 - 阿州縣 200 At the Sections THE CHARLES THE STREET STREET Mr.

SEREET MY THE PART OF THE PARTY OF THE PA Shirthan - Jan C. 10 The state of the same of the s The same of the sa

L'EUROMARCHÉ

The state of the s

Où les banques ne risquent pas de se sucrer

La Havane répudiera-t-elle az dette extérieure ou en limitera-t-elle son service? On peut sérieusement se poser la question au vu des énormes difficultés économiques et financières auxquelles Cuba doit faire face. Si la dette étrangère cubaine, qui représente l'équivalent de 4,4 milliards de dollars, peut apparaître comme étant relativement modeste comparée à celle des grands pays latino-américains, une telle défection aurait un impact politelle defection aurait un impact poli-tique que n'aurait pas les autres pays d'Amérique latine. Toute répu-diation, totale ou partielle, de la dette étrangère cubaine aurait pour premier effet d'augmenter la dépen-dance de La Havane à l'égard de Moscou. Cette dimension politique est spécifique à Cuha

· S'ajoutant à celle du Brésil et du Pérou, alors que des réactions simi-laires de la part de l'Artentine et du Venezuela sont loin d'être exclues. toute défection cubaine porterait un coup supplémentaire à la crédibilité déjà fort compromise des banques commerciales internationales. Dans le cas de Cuba, ce seraient les banques curopéennes et japonaises qui seraient les plus affectées. Au moment où le secteur à taux varia-ble du marché international des capitaux traverse une crise de confiance extrêmement grave parce que la quasi-totalité des euroémissions qui le composent provien-nent des euro-banques empêtrées dans des prêts à l'onds presque perdus, toute réserve additionnelle à l'égard de la solidité de leurs surfaces financières scrait, c'est le moins qu'an puisse dire, des plus

La crise financière apparemment inextricable dans laquelle ne cesse de s'enfoncer la plus grande île des Caraîbes a pour origine une chute aussi spectaculaire qu'mattenduc des recettes en devises fortes du pays. A la fin de l'an dernier, le montant net des réserves internationales de la banque centrale cubains était tombé en dessous de 70 mil-tions de dollars. La conjonction de facteurs économiques et monétaires internationaux sur lesquels Cube n'a aucune prise et une politique écono-mique intérieure totalement irrationnelle sont les raisons de ce

La baisse des cours mondiaux de sucre et la diminution de la production sucrière dans l'île ont ramené à 275 millions de dollars les entrées en devises fortes en 1986, alors qu'elles avaient atteint l'équivalent de près de 1,1 milliard de dollars l'amée précédente. Simultanément, la chute du prix de l'or noir a durement affecté les recettes en devises provenant des réexportations de pétrole soviétique. Celles-ci n'ont plus rapporté, l'an dernier, que la moitié des 575 millions de dollars gagnés en 1985. La chute du dollar a fait le reste : la dette extérieure cubaine est principalement libellée et servie en yens, deutschemarks et comptabilisées en dollars.

Les mesures prises par Fidel Cas-tro pour empêcher la disparition des recettes en devises fortes de son pays ne sont pas convaincantes. La décision de réduire les importations cubaines à la limite de l'indispensable, de rationner encore davantage la population de l'lie, d'abandonner la politique d'incitations matérielles au profit d'encouragements moraux et de revenir à une politique de recentralisation des décisions économiques laisse reveur au moment où Moscon et la plupart des pays européens de l'Est tentent d'introduire

La nouvelle ruée sur l'or

Peu convaince que la réunion, le week-end dernier, du groupe des Cinq (on des Six) soit concluante, ou craignant qu'elle ait très discrète-ment débouché sur des accords d'intervention à des niveaux de parité nettement inférieurs à ceux présentement en vigueur, c'est-à-dire à un cours deutschemark/dollar de l'ordre de 1,60-1,70, le marché international des capitaux affiche un scepticisme qui se réflète dans une activité réduite. La majorité des euro-banquiers estime que tout raf-fermissement du dollar ne peut être que temporaire. Les autorités allemandes ont, une

fois de plus, contribué à accroître la confusion des esprits en autorisant la confusion des esprits en autorsant la Bundespost, emprunteur dont la qualité de la dette est égale à celle de la République fédérale elle-même, à lancer lundi au pair un emprunt sur dix ans de 2 milliards de deutschemarks avec un incroyablement hant coupon de 6,25 %. Ce n'est certainement pas en attirant les investisseurs avec des taux d'intérêt élevés que le Bundesbank va aider à stabiliser le doltar!

Devant la persistante difficulté à se procurer directement des francs français à taux fixes, les emprunteurs de l'Hexagone continuent d'emprunter en dollars à partir d'euro-smissions basées sur des swaps. C'est ce qu'a fait cette semaine le Crédit d'équipement aux petites et moyennes entreprises (CEPME). L'opération dirigée par la BNP et garantie par la Républi-que française s'élève à 125 milious de dollars. Sa durée s'étendra sur cinq ans. Elle sera émise à un prix de 101,25 et portera un intérêt annuel de 7,25 %. Les dollars à taux fixe seront, dans un premier temps, échangés contre des dollars à taux variable avant d'être finalement « swapes » en francs tricolores à

Pour se protéger contre l'incerti-tude des changes et le retour éven-tuel des pressions inflationnistes que pourrait engendrer une politique monétaire plus souple du Fed, contraint de venir à la rescousse des

que la majorité des exportations sont de readre leur économie plus effi-

Pour toutes ces raisons, les négociations entre La Havane et ses créanciers occidentaux destinées à rééchelonner le remboursement et le service de la dette cubaine venant à échéancs en 1986 et 1987 sont au point mort. Selon des sources diplopoint mort. Selon des sources diplo-matiques généralement bien infor-mées, le Club de Paris aurait, en jan-vier, esquivé une requête cubaine demandant la réouverture des négo-ciations. En lieu et place, le Club-aurait proposé d'envoyer au prio-temps une équipe d'économistes dont la tâche serait d'évaluer la situation formatique des situation économique du pays. Du coup, les négociations entre Cuba et ses banques occidentales créditrices sont dans l'impasse.

banques américaines éprouvées par la nouvelle crise de la dette latinoaméricaine, les investisseurs se reportent massivement vers le métal jaune. Le Crédit suisse en a fait l'heureuse expérience avec une émission sur dix ans de 200 millions de francs helvétiques qui verront le jour an pair avec un coupon attendu aux alentours de 3 %. A chaque obligation de 4 000 francs suisses sont attachés dix warrants qui, ensemble, permettront an porteur d'acquérir jusqu'au 20 mars 1990, grammes d'or à un prix de 2 315 francs suisses. Cela représente une prime de près de 16 % par rap-port au cours du métal jaune le mercredi 25 février.

Si, toutefois, on veut bien considé-rer que, sans l'appoint des warrants, le Crédit suisse aurait du offrir un coupon de 4,625 %, la prime globale atteint 40 % ! C'est cher, même pour du métal de cette couleur. Les investisseurs, tout à leur ruée sur l'or, s'en sont souciés comme d'une guigne. Une heure après son lancement, l'émission avait déjà attiré des demandes excédant 300 millions de

Jeudi, c'était au tour de l'américaine Citibank de proposer 10 000 warrants-or au prix de 1 050 francs suisses les 5 warrants. Chacun d'entre eux donners au porteur la possibilité d'acquérir au cours des deux prochaines années 10 caces d'or au prix de 430 dollars l'once (correspondant à un prix de 2 126 franca suisses pour 100 grammes), soit une prime de 23,5 %. Cela semble encore onéreux. Il paraît beaucoup plus intéressant d'acquérir le maximum des 43 500 actions de la BNP suisse qui vont être offertes en souscription du 6 au 12 mars. Non seulement elles seront libellées en francs de la Confédération helvétique mais, en plus, elles auront l'avantage de provenir de l'un des plus beaux fleurons du premier groupe bancaire fran-

CHRISTOPHER HUGHES.

LES DEVISES ET L'OR

Le dollar sous haute surveillance

Au lendemain de l'accord du groupe des Six, dit « accord du Lou-yre » ou « accord du Plaza-bis », (allusion à celui du 22 septembre 1985 à New-York), le dollar s'est trouvé placé sous « haute surveil-lance », ses cours ne variant pratiquement pas d'une semaine à l'antre.

Les marchés des changes, il faut le dire, ont réagi avec calme et pru-dence. Les cours du dollar auraient littéralement « plongé » le lundi 23 février si l'accord du Louvre n'avait fait allusion qu'en termes vagues à la stabilisation des parités monétaires. An lieu de cela, on le sait, les Six sont « convenus de coopérer étroitement pour promouvoir la stabilité des taux de change autour des niveaux actuels ».

Le soulagement était sensible, car les Etats-Unis acceptaient, enfin, de les Etats-Unis acceptaient, enfin, de recomaître que le recul du dollar était suffissait, du moins pour l'instant. Leurs représentants cessaient, alors, de réclamer une baisse supplémentaire du « billet vert ». Ils allaient même, comme M. Richard Darman, secrétaire adjoint au Trésor, jusqu'à déclarer gn'une telle sor, jusqu'à déclarer qu'une telle baisse pouvait ralentir la croissance économique dans le monde, et même aux Ecats-Unis, où les prix et les taux d'intérêt s'orienteraient alors à la hausse. Il ne croyait pas si bien

A la veille du week-end, on appre-nait que les prix de détail avaient augmenté de 0,7 % en janvier, en raison, essentiellement, de la remontée des tarifs du pétrole. En outre, M. Volcker, président de la réserve fédérale, réaffirmait : « le dollar ne doit pas balaser ». Enfin, le ministre des finances japonais, M. Kiichi Miyazawa, faisant connaître que les Six avaient signé un « accord secret » sur les changes, prévoyant, sans doute, des interventions de la part des banques centrales, ce qu'a confirmé M. Volcher.

La crainte de telles interventions

La crainte de telles interventions a, effectivement, pesé sur le marché, tant au long de la semaine pendant

laquelle le dollar a évolué dans une étroite fourchette (1,82 DM - 1,84 DM), se retrouvant au même cours d'un vendredi à l'autre. La période sous revue a même été très calme, voire ennuyeuse, pour les opérateurs regardant leurs écrans désespérement fixes, ou presque. Il y eut simplement un peu d'agitation itadi apparaité après d'apparaité. jeudi après-midi, avec l'annonce d'un recul de 7,5 % des commandes de biens durables aux Etats-Unis en janvier, le dollar revenant, fugitive-ment, à 1,8150 DM, pour remonier, imperturbablement, à 1,8250 DM.

Le scénario fut le même vendredi. Le scénario înt le même vendredi. En fin de matinée, la nouvelle d'une forte chute, en janvier, des excé-dents commerciaux de l'Allemagne (- 39 %) et du Japon (- 43 %) fai-sait monter un peu la devise améti-caine. Elle baissait derechef à l'annonce, en début d'après-midi, du déficit commercial des Etats-Unis pour le même mois de janvier, très attendue depuis le début de la semaine. Le déficit passant de 12,7 milliards de dollars en décembre (chiffre révisé) à 14,8 mil-liards'. Comme les prévisions avaient porté sur 14 milliards tout au plus, il en résulta une certaine

Mais après un repli fugitif, les cours du dollar retrouvaient leur niveau initial. Même scénario enfin, après la publication du chiffre de 0,7 % d'inflation aux Etats-Unis pour janvier 1987. Désespérant! Certes, bien des augures restent sceptiques sur la solidité de l'accord du Louvre, et prévoient, après une période de stabilité, une baisse ulté-rieure de la devise américaine. M. Kaufman, le « gourou » de Wall Street, la voit à 140 yens et 1,70 DM en fin d'année, contre 153 yens et 1,82 DM actuellement.

La nouvelle lettre de conjoncture d'Indosuez voit, également, le dollar retomber à 1,70 DM et 5,70 F, mais, an milieu de 1987, avec une reprise à 1,77 DM et 5,95 F au quatrième trimestre. En fait, l'accord du Louvre prévoit une stabilisation

« motour des révenux actuels », ce qui pourrait impliquer certaines variations, dans une bande que de nombreux opérateurs voient s'éten-dre entre I,70 DM et 1,90 DM, soit 5 % an-dessus et au-dessous de

Tout dépendra de l'évolution des balances commerciales. Aux Etats-Unis, l'amélioration tarde à se faire sentir. En Allemagne, ainsi qu'au Japon, le reflux de l'excédent sem-ble engagé. En attendant, les opérateurs ne semblent pas encore dis-posés à vendre du dollar.

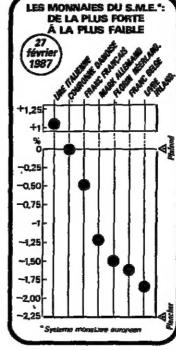
En France, les choses semblent aller mieux, en dépit du chiffre de l'inflation pour janvier (+0,9%). Il est vrai que, en Allemagne, on a fait +0,4% le même mois. Pour février, les prix n'auraient augmenté que de 0,1 % outre-Rhin, et il est plausible que en France, la hausse ne soit que de 0,5 % pour ce même mois. Pas trop de surprises donc. En conséquence, le cours du mark à Paris liese de course que ce c'installer en quence, le cours au mais et glisse doucement pour s'installer en dessous de 3,33 F. La Banque de France en profite pour racheter des marks, afin de rembourser ceux qu'elle doit à la Bundesbank. Elle a récupéré environ 2 milliards de marks la semaine dernière et plus de 2 milliards cette semaine, ce qui freine un peu la hausse de la devise allemande à Paris.

Avec la stabilisation du dollar, c'est le retour au calme qui s'effec-tue au sein du système monétaire de se retrouver investi en marks à trois on six mois à des taux inférieurs à 4%, alors qu'on obtient plus de 8 % à Paris. C'est pourquoi l'argent rentre en France. Il était

FRANCOIS RENARD.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 23 AU 27 FÉVRIÉR (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Llere	\$EUL	Franc Empais	France	D. mark	Franz Seige	Florin	Lire
		-	-	-		-	-	-
Landres	-	-	-	-	-	-	-	-
	1,5450	-	16,4265	615772	54,7046	2,6413	48,4262	0,8769
Boor-York	1,5290	-	16,4554	64,8258	54,7945	2,6483	48,5436	0,8771
	3,4844	6,8879	-	395.52	332,99	16,8777	294,76	4,6823
FER	9,2517	6,0776	-	393,97	332,98	16,0937	295	4,6894
	2,3771	1,5330	25,234		84,1984	4,8650	74,5278	L,1838
Zarich	2,3584	1,5425	25,7824	-	84,5295	4,0050	74,8786	1,1902
-	2,000	1,5280	30,0312	113,78	-	4,8293	88,5230	1,496)
Franciert	2,7984	1,8250	30,0318	118,31	-	4,8331	\$1,5922	1,4681
	52,4937	37,36	6,2198	24,6004	207,31		18,3341	2,9123
	57,7350	37,76	6,2136	24,4797	296,50		18,3300	2,9135
	3,1984	2,0650	33,9247	134,18	112,96	5,4543		1,5885
Amelican	3,14974	2,8680	33,8783	133,54	112,87	5,4555	-	1,5895
	206,5	1300	213,57	844,70	711,16	34,3370	629,54	-
Man	1561,58	1296	213.26	\$44,19	710,13	34,3220	629,12	-
Tokyo	234,77	153,25	25,1766	99,5776	83,8347	4,0478	74,2131	0,1179
	234,77	153,55	25,2678	99,5461	84,1369	4,0664	74,5388	0,1184
A Par			ontés, le	vendredi :	27 février	, 3,9719	contre :	,9576 F



LES MATIÈRES PREMIÈRES

Le maïs dans un champ précaire

Réunis en début de semaine à fisante. Alors que l'accord de 1983 repose sur l'engagement de Moscou d'acheter, chaque année, su moins les lie depuis 1983, Américains et Soviétiques ont paru trouver un terroir d'enterte. Comme de millions de tourne de Millions de de Millions de tourne de Millions de tourne de Millions de tourne de Millions de rain d'entente. Comme témoignage rain d'entente. Comme temorgnage de leurs bonnes dispositions, les représentants de Moscon, conduits par M. Malkevich, premier ministre adjoint pour le commerce extérieur, ont négocié l'achat de 1 à 1,5 million de tonnes de mais des Etats-Unis. Si te tonnes à Chieseo en pre presente de la configuration de de tonnes de mais des États-Unis. Si les cours à Chicago ont pen réagi-ils s'établissaient, le 26 février, à 145 cents par bosseau (1), – cette nouvelle marque une pause, sinon un point final, au contentieux céréalier qui opposait les deux pays. L'été dernier, les Soviétiques avaient boudé les offres américaines de blé «subventionné». estimant

de blé «subventionné», estimant que la ristourne proposée était insuf-

PRODUITS	COURS DU 27-2
Cuivre h. g. (Louiss)	920,5 (- 8)
Trois mois	Livres/rount
Altentaine (Lorius)	851 (+ 4)
Trois mois	Livres/toose
Nickel (Leaks)	2 469 (- 31)
Trois mois	Livres/tense
Secre (Pris)	1 298 (+ 12)
Mai	France/tonne
Callé (Loskes)	1 542 (+ 27)
Mars	Livres/tonne
Cacao (Ner-Yak)	1857 (+7)
Mars	Dollars/toune
Bis (Chicago)	282,75 (- 6)
Minra	Conts/boissess
Mate (Chicago)	147,25 (- 2,25)
Mars	Cents/boissess
Soja (Chicap)	141,40 (- 3,50)
Mara	Dollars/t. courts

Le chiffre coure paremberce un

tonnes de blé, et de 4 millions de tonnes de mat), les dirigeants sovié-tiques ne respectaient plus les clauses prévues.

Pour la campagne 1985-1986, terminée le 1º juillet dernier, ils avaient acheté 6,8 millions de tonnes de mals, mais à peine 140000 tonnes de blé, au grand dam des Américains. En reprenant ses achats de mais, après neuf mois d'interruption, Moscou semble vouloir revenir à un respect plus orthodoxe de ses engagements, y compris sur le blé.

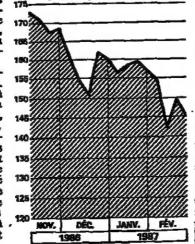
La situation du mais sur les marchés n'en reste pas moins précaire. Le stock américain, qui pesait déjà 100 millions de tonnes à l'issue de la dernière campagne, représentera, selon les révisions américaines, 145 millions de tonnes en juillet prochain. Les anticipations de récoltes seulement moyennes en Argentine et en Afrique du Sud ne sont pas de nature à doper les cours. La volonté chinoise de réduire à 1,5 million de tonnes (contre 2,5 millions de tonnes initialement programmes) ses livraisons au Japon n'a pas, là non plus, de conséquence nettement positive sur les prix.

Quant au récent accord américain-curopéen, qui donne de cains et Européens affichent la fait aux Etats-Unis la possibilité même impuissance. Elle est à la d'écouler chaque année (pendant quatre ans) 2 millions de tournes de pour limiter les dégats chez leurs mais dans la CEE (en compensation à son élargissement), il n'a pas favorisé les conta. Pas plus que l'obtention par les Douze d'un droit inneurs 500 000 remes de mais des Centres consuments de mais des Centres de Centres tion par les Douze d'un d'our de mais achat des Soviétiques de 1 million de toures de mais américain.

s'ils paraissent démesurés aux producteurs français...).

Enfin, la consommation animale de mals tend à reculer au profit du blé. La même substitution s'opère actuellement dans la fabrication d'amidon. Autant dire que le mars a encore des obstacles à surmonter avant de trouver une nouvelle

LE MAÏS A CHICAGO lan canto per bolevanu de 58 lbs)



vigueur. Sur ce terrain miné, Améri-

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Enfin la décrue!

nière en observant des taux supé-rieurs à 9% sur le marché interbancaire, en fin de période il est vrai, pour les réserves des banques? L'argument était que, au cas où le groupe des Cinq parviendrait à un accord sur la stabilisation des mon-naies, les tensions sur le mark s'apaiseraient au profit du franc, et la Banque de France pourrait alors manier moins durement l'arme des taux d'intérêt pour défendre la devise française.

Eh bien! il semble que ce schéma soit en voie d'application. Le dollar ne baisse pas, et le franc se porte mieux (voir ci-dexsus). Même si la Banque de France n'a pas encore douné d'indications précises sur un assouplissement éventuel de son attitude, se bornant, hundi, à maintenir son taux de 8 % sur son adjudication périodique, le marché, un peu aidé» sans doute, a anticipé cet ement en ramenant, vendredi, le loyer de l'argent au jour le jour au-dessous de 8 %, pour la pre-mière fois depuis le début de

Ce mouvement s'est effectué en dépit de l'annouce d'une hausse des prix de 0,9% en janvier, événement hii austi amicipé, car les cours en tenaient déjà compte. La nouvelle, assortie de prévisions sur les mois suivants et l'année 1987 tout entière, pour laquelle l'inflation scrait de 2,5% selon le gouvernement et de 3% selon l'INSEE, a plutôt rassuré les opérateurs. Certains d'entre eux redoutaient un chiffre de 4 % à 5 %.

Du coup, la Bourse des valeurs a fait un bond (voir d'autre part), et le MATIF, qui se traînait depuis le début de la somaine aux environs de vers les pays tiets (Maroc, Tunisie, Chypre, Scandinavie et RDA).

Le marché est trop pléthorique pour réagir à la perspective de flux

(1) Un boissem de mais = 25,4 kilos.

Est-ce l'ultime tension, nous d'un point de plus en huit jours. Sur emandious-nous la semaine der- le marché secondaire, les rendements ont amorcé une décrue, reve-nant de 8,91% à 8,83% sur les main de 5,1 % à 6,55 % sur les emprunts d'Etat à plus de sept ans, de 9,10 % à 8,95 % pour ceux de deux à sept ans, selon les indices Paribas. Seul le secteur public est resté coincé à 10,12 %, mais on relève dans ce secteur un frémises. relève, dans ce secteur, un frémissement très net.

Avec des perspectives un peu plus riantes, et avec toute la prudence désirable, tant les déceptions ont été nombreuses ces derniers mois, les affaires reprennent un peu. Depuis quinze jours déjà, les observateurs avisés estimaient que les cours pratiqués constituaient des cours d'achat, et il semble qu'ils commencent à avoir raison. N'a-t-on pas noté, cette semaine, des achats étrangers importants en bons du Trésor, dont, à l'extérieur, on juge les rendements élevés à l'échelle mondiale, avec peu ou pas de risque de change à l'heure actuelle. Sur la place, ces mêmes observateurs avisés se hasardent à prévoir des rendements de 8 % en fin d'année sur les emprunts d'Etat, peut-être même moins.

Sur le marché primaire, en tout cas, c'est vraiment le réveil. Cette semaine, plus de 10 milliards de francs d'émissions ont été lancées. L'accueil a été généralement satisfaisant. Le Crédit foncier a ouvert le fen avec deux emprunts totalisant 4,5 milliards de francs, sous la direc-tion d'Indosuez, du Crédit agricole et du Crédit lyonnais. Cette émission a pour but de créer un « gisement » d'obligations 7,50 % 1987-2001, en offrant un échange avec les 5 milliards de francs d'obligations 7,50 % 1986-2001 émises en juillet 1986.

A cet effet, le Crédit foncier lance une tranche de 1 milliard de

90 % du pair (soit un rendement réel de 9,33 %) et assorti de bons d'échange pour des obligations 7,50 % 1986-2001. Une deuxième tranche de 3,5 milliards de francs (dont 1 milliard en placement res-(indexation sur ceux des emprunts d'Etat), également avec bons d'échange pour les fameux titres 1986-2001. L'accueil a été bon pour la tranche à taux variable, moins bon pour celle à taux fixe, mais il se pourrait que l'intérêt se réveille pour

La Caisse centrale de coopération conomique s'est présentée avec un emprunt de 1,5 milliard à taux fixe de 8,80 % nominal, émis à 96,30 %, soit un rendement réel de 9,28 %, soit un rendement réel de 9,28 avec, naturellement, un bon pour l'échange, du 15 décembre 1987 au 15 janvier 1988, contre des obligations à taux variable TME. Là aussi. l'accueil a été bon. Signalons que la Société générale s'est engagée à assurer la cotation régulière de cet emprunt, jouant le rôle de marketmaker, comme elle le fait pour le dernier emprunt d'EDF.

Enfin, le Crédit lyonnais a levé 2 milliards de francs, en deux tranches de I milliard de francs. La première. à taux fixe de 9 %, est émise à 95,64 % du nominal, soit un rende-ment réel de 9,60 %. La seconde, à intérêt payé trimestriellement, est à taux variable TEB (taux d'escompte moyen pondéré des bons du Trésor à treize semaines) : un vrai « papier de banque ». Si cette tranche à taux variable a été bien accueillie, surtout le premier jour, car les gérants de SICAV redoutent un peu son instabilité, la surprise est venue de la première tranche. Malgré son taux fixe, elle connaît un très vif succès, car 9,60 %, c'est bon à prendre. C'est ce que les clients du réseau Crédit lyonnais ont pensé.

contre les violations des droits de l'homme. 4 Italie : la crise gouverne mentale et le mandat d'arrêt contre Mgr Mar-

- Argentine : les poursuites

POLITIQUE

RÉGIONS

champignons de Comines.

5 Après les déclarations de M. Pasqua : « Il n'y a pas de limita à la démocra ties, déclare M. Bérégo-

7 L'∢immigration dorée » à 12 Dans le Nord : les bons

SOCIÉTÉ

6-7 Le surprenant réquisitoire

him Abdallah.

de l'avocat général au

procès de Georges Ibra-

CULTURE

8 Photo: Vu. au centre de la Visille-Charité à Mar - Théâtre : la saison à Ber

COMMUNICATION

taires contre Havas.

SERVICES ÉCONOMIE

13 CGCT, Saint-Gobain : la -- Le tiers-monde s'enlise

dans la dette.

14 Revue des valeurs. 15 Crédits, changes, grands marchés

Météorologie11 Mots croisés11

DATES

Spectacles 10

2 Il y a vingt-cino ans en menie, Ne Win prend la pouvoir.

MINITEL

 Les dossiers echaudes du Monde. • Les informations

24h/24h · Les points forts de la somaine. Jeu : Gagnez la Monde, Actualité, Immobilier, Météo. Bourse, Télémarket, Loisirs.

38.15 Tapez LEMONDE

5 1.1 15 115-4

CHAR P.

A STORAGE & ALL

o curre de la co

A STATE OF STREET

SEAR BODA TO SHOP ME IN THE

A 2 2 7 10 1 1 1

E i marminia tra di

A SECTION OF A

1 1 mars.

- MAR - 14

279 Balls 147

A BACK TO T

9 82" PER L. 4

White the state of

Both Steller 11 4 . W

ga topological complete

The lark of the second

La denies nie 40

presented a real region in

Mark Art & Review

Light state of A . The

TEURS IT Sie id.

實際,如何 4. 4. 60

克莱州的山东北京

建設を開発した。 1月 1月 1月 1日

経典なわる ことの デ

Al Su values in . . .

SAL 14 24 1 41 1 15 15

girm matter a 1 4%

■ 3c.1541 at 2 = -5

The contract of the contract o

to the state of the last

Maria de la compansión de la compansión

Part of the second second

Sales unenter be b

THE REAL PROPERTY.

STATE OF BE

Market Ar la bul s

Commercial and and the government

The appropriate to their

THE PR. 120 1 1 ST. LOT

15 Act 1 54 6'7'-2 All

The state of the same of

STANSON OF THE PARTY OF

Marian a ten a contra

PROPERTY CANAL

Strates Spinger Sent

the at anything 1945

STATE OF THE PARTY OF

300 had M

The subscience : beg

THE REAL PR

Name of Street of B

principal and a second

A State of the State Color

Designation of the last of the

DAY 548 81'18 0 001

MATERIAL CRICK STREET

The Paris of the Paris

Salar Francisco

The Montain States of the Stat

Marine s as white a serie

The second secon

THE PERSON AS LAND ASSESSMENT AS A SECOND AS A SECO

Se colored such

STATE AND ASSESSED TO SELECT SERVICES

Selection of the select

BEEN 3 -- 10 ME.

The hands

S. COST

2 300 H 3.47.14

Von Cam

-

-

* make

T grand &

Street street

-

第1日本作者

NOUS

-

Stanfagen Sel

more just !

IN THE

proper by a

-

Armenia.

ave is the

AT THE PERSON

An About

-

4 mper

STATE OF THE PARTY IN

5 48. W. 4

MI # 65 27 98

 $m_{\rm e}^{\rm col}(t)^{\rm per}, \qquad (2) = 1$ egging tanica

Le mécontentement paysan se traduit par des manifestations

En Allemagne...

BONN

de notre correspondant

Les propositions de la Commisnon de Bruxelles en matière de prix agricoles ont attisé le vent de révolte qui souffle chez les agriculteurs alle-mands. Alors que les manifestations deviennent de plus en plus fréquentes, ce mouvement de protesta-tion échappe aux dirigeants du syn-dicalisme agricole, ouvertement accusés s'être acoquinés avec le gou-

Après Aix-la-Chapelle et bies d'autres villes ouest-ellemandes, ils étaient plus de 10 000 à défiler, le jeudi 26 février, dans les rues de Hanovre, capitale de la Basse-Saxa. Pour la deuxième fois en l'espace Pour la deuxeme lois en l'espace d'une semaine, le ministre fédéral de l'agriculture, M. Ignaz Kicchle, mais également le président de l'Union fédérale des agriculteurs ouest-allemands, M. Constantin von Hecreman, ont été brûlés en effigie sur le place publique.

Les coières de M. Klechie, qui a qualifié, mardi, les propositions de la Commission de « véritable décla-ration de guerre » à l'agriculture

ocest-allemande, ne suffiscut plus désormais à calmer les esprits. Au contraire, la puissante Union fédérale des agriculteurs se voit contestée sur sa droite et sur sa gauche par des groupes qui font de la surenchère. Les thèses défendues par les Verts, devenus ces dernières amées extrêmement actifs dans le secteur, rencontrent de plus en lus d'échos dans certaines régions, notamment chez les jeunes agricul-

... en France...

Plusieurs cemaines de produc-teurs de pores ont manifesté, le ven-dredi 27 février, en Bretagne, à

Pas d'accord salarial pour 1987 dans les banques

Il n'y sura pas d'accord salarial pour 1987 dans le secteur bancaire. La deuxième séance de négocia-tions, le vendredi 27 février, entre

les syndicats et la délégation patro-

nale de l'Association française des banques (AFB), a duré moias d'une

heure et s'est conclue par une rup-

L'AFB a décidé d'appliquer uni-

latéralement ses dermères proposi-tions d'une augmentation générale de 1,7 % en glissement, correspon-

dant aux propres choix du gouverne-ment pour la foaction publique. Le calendrier a cependant été légère-ment modifié : la première hausse de 1 % interviendra le 1 m mai et non la tériou le seconde de 0.7 % sera

le 1ª jain; la seconde, de 0,7 %, sera appliquée à partir du 1ª décembre et non du 1ª novembre. Cela

salariale de 0,03 %. C'est ridicule »,

a estimé Force ouvrière. Le

SNB-CGC a dénoncé « cette masca-

rade de négociations », et tous les syndicats ont refusé de signer.

«L'AFB n'est plus en mesure de jouer un rôle de partenaire social »,

La réaction syndicale est d'autant

La reaction syndicale est d'autant plus vive que cette négociation, sur une base inchangée, intervenait deux jours après la révision des prévisions d'inflation, estimée à 2,4 % par le ministère de l'économie et des imances. La CGT a appelé à une grève pour le 6 mars. La CFDT rencontrers, le 2 mars le SNE CFDT concentrers, le 2 mars le SNE CFDT con-

contrera, le 2 mars, le SNB-CGC et

FO pour envisager une éventuelle

Le Monde Infos-Spectacles

sur Minitel

36-15 + ISLM

a déciaré la CFTC.

entraîne une évolution de la masse

«Tête de Turc» Thyssen dénonce ses contrats avec 18 agences de travail intérimaire

Duisburg. - Sous l'influence des dénonciations du journaliste Gunter Wallraff, le géant ouest-allemand de la sidérurgie Thyssen a dénoncé ses contrats avec dix-huit agences de travail intérimaire employent dans des conditions déplorables d'insécurité des travailleurs immigrés dans se zone industrielle de la Ruhr, a annoncé vendredi 27 février la firme à Duisbourg (ouest de la

Dans un best-seller, Tête de Turc, le journaliste Günter Wall-raff avait dénoncé les conditions Thyssen. Déguisé en travailleur turc, il avait été ambauché par une de ces firmes d'intérim qui llent pour la société alle-

Lundi 23 février, un tribunai avait condamné l'écrivain à supprimer de Tête de Turc deux passages à la demande de Thyssen. Mais le tribunel avait donné rai-son à Günter Walkraff dans cinq autres cas dans lesquels l'écrivain dénonçait des manque-ments à la sécurité dans la zone industrielle de Thyssen. - (AFP.)

 Le syndicat CGT de Renault Billancourt condamné à 700 000 france d'amende. - La ribunel d'instance de Nanterra (Nauts-de-Seine) a, le jeudi 26 février, condamné le syndicat CGT de l'usine Renault-Billancourt à une amende de 700 000 francs pour des feits qui remontent au 29 août 1985 (le Monde du 30 août 1985).

Alors engagé dans une opération de guérilla pour maintenir la mobil tion au mois d'août, la CGT avait <emprunté> une cinquantaine de éhicules su centre Renault de Gennevillers pour les amener sur les Champs-Elysées. L'objectif était de dénoncer la fabrication en Espagne et en Belgique de modèles vendus en France. Cette action avait provoque un vif émoi et avait été désapproude la régie Renault avaient engagé des poursuites judiciaires contre des cactions» jugées comme des cactes de définquance ».

EFGH

l'appel de la FDSEA et du CDJA et avec le soutien de la Fédération nationale porcine (FNP), contre la baisse des cours du porc. Toutes les actions, qui étaient presque termi-nées en fin d'après-midi, se sont déroulées sans incident.

Dans le Finistère, une quarantaine d'agriculteurs ont bloqué le train Paris-Brest en gare de Landivi-siau, ainsi que le passage à niveau de Rosporden. D'autres ont bloqué pen-dant deux heures l'aéroport de Brest-Guipavas. Dans ce départe-ment, mais aussi dans les Côtes-du-Nord et en Ille-et-Vilaine, des manifestants, au volant de leurs tracteurs, ont mené sur les princi-

lequel l'Etat doit assumer aussi ses

Plusieurs milliers d'agriculteurs espagnols ont, depuis jeudi 26 février, interrompu la circulation sur des routes nationales avec leurs tracteurs, dans le centre et l'est de pays, pour protester contre la politi-que agricole du gouvernement. Ils demandent notamment le renforcement du contrôle des importations tions sociales.

Ces manifestations devaient se

tracteurs, out meué sur les princi-paux axes routiers des « opérations escargot ». A Remes, en Ille-et-Vilaine, ils out amené, en début d'après-midi, à la préfecture un camion de jambons danois qu'ils avaient intercepté dans la muit au péage autoroutier de La Gravelle (Mayenne). Le camion, qui devait assurer une livraison à Loudéac (Côtes-du-Nord), a repris la direc-tion de Paris.

... en Espagne

poursuivre vendredi et samedi. [AFP.]

CHINE: révélations sur la crise politique

Les « erreurs » de M. Hu Yaobang

Un document officiel du Parti communiste chinois, destiné à l'information interne de tout l'appa-reil, et qui vient d'être l'objet d'une fuite savamment organisée auprès de la presse étrangère à Pékin, apporte d'importantes précisions sur la crise qui a brutalement frappé la direction chinoise le mois dernier. Ce document, qui porte le numéro trois dans la succession des textes émis par le parti depuis le début de l'aumée, a été lu aux correspondants de l'AFP, du Washington Port et de l'agence japoneise Kyodo, per un responsable du parti.

L'ancien chef du PC, M. Hu Yaobang, limogé le 16 janvier, y est accusé de six « erreurs » dont su'il accusé de six « erreurs », dont celle d'avoir été lui-même à l'origine de la contestation étudiante qui avait tonché toutes les grandes villes en Chine en décembre, avec des manifestations réclamant une démocratisation du régime. Ces accusations figurent dans un rapport de M. Bo Yibo, un vétéran du parti, prononcé devant la session « élargie » du bureau politique qui a entériné la démission de M. Hu. Ce dernier est demission de M. Pic. Ce de linte de accusé d'avoir « encouragé les élé-ments actifs qui prinaient la libéra-lisation bourgeoise » contre laquelle le régime fait aujourd'hui campagne, ce qui « a jeté les bases de l'agitation étudiante ».

Autre critique, liée à la première : l'ancien secrétaire général favorisait la répudiation du « gauchisme » passé du régime sans se défier du «droitisme». S'il semble difficile de faire porter sur le seul M. Hu le poids de cette accusation, ce l'est encore plus pour la suivante : on lui reproche aujourd'hui d'avoir œuvré pour une croissance économique trop rapide et d'avoir donné la priorité à la cos duit de « sérieux déséquilibres » dans l'économie chinoise. Le parti l'acouse enfin d'avoir manqué à la discipline collégiale, de s'être mon-

tré peu attaché aux formes constitu-tionnelles pour faire adopter des décisions, et d'avoir eu, à l'occasion, des paroles malheurenses en matière de diplomatie.

sconomiques de la Chine ces dernières années est sans doute celle qui touche au plus près l'antorité de M. Deng Kiaoping lui-même. Aussi est-ce probablement pour cela que le document insiste sur le fait que l'homme fort du régime s'était opposé depuis longtemps aux méthodes de son second...

An point que le document suggèn aujourd'hui la formation d'un col-lège de «sages» où M. Deng (êgé de quatre-vingt-deux ans) siègerait aux côtés de M.M. Li Xiannian (président de la République, quatre-vingt-un ans) et Chen Yun (spécialiste de l'économie, quatre-vingt-un ans également) afin de garantir que le prochain chef en titre du parti ne déviera pas de la ligne qu'on lui aura tracée. Ces deux dirigeants peasent pour avoir, depuis longtemps, vu d'un œil critique certaines initiatives de M. Deng. Cette formule augure mal, en outre, de la reiève des géné-

Enfin, fait plutôt inhabituel à la tête du régime chinois, M. Hu Yao-bang a non seulement fait valour devant ses pairs qu'il avait «quel-ques divergences de vues» avec les critiques qu'on lui adressait, mais il a imposé que cette précision figure dans ce document, à la suite de son dans ce doctiment, a m sunce de son autocritique. La teneur de ses désaccords n'est pes précisée, mais le moins qu'on puisse dire est que M. Hu n'est visiblement pas parti sans se défendre et que, pour un homme de la génération suivante, qui autocare contra son sière au mi conserve en outre son siège su bureau politique, cela ressemble fort à une manière de se placer pour

FRANCIS DERON.

URSS

Comment M. Michel Noir peut-il être ministre?

se demande l'agence Tass

M. Michel Noir, selon qui la libéralisation annoncée en URSS est ∉une duperie » (le Monde du

Commentant, dans une dépêche datés de Paris, l'interview accordée par le ministre à l'heb-domadaire Paris-Match, l'agence s'interroge : « Comment un homme affichent un tel point de vue peut-il remplir ses obligations de ministre, qui consistent précisément à développer la coopération économique et à entre-tenir le dialogue avec les autres

« Le ministre est bien obligé. de par ses fonctions, de rencontrer et de mener des pourpariers avac les responsables du com-

Moscou. - L'agence Tass a violerrement stigmatisé, vendred! suit Tass, mais quelle peut être 27 février, les déclarations du sa volonté de pervenir à des accords, lorsqu'il adopte une position semblable ? »

"Tass se demande dans qualle mesure les « attaques » de M. Noir « reflètent le point de vue officiel des dirigeants français s. L'agence exprime notamment sa perplexité en notant que pour sa part, M. Jean-Bernard Raimond, ministre français des affaires étrangères, a observé « des signes positifs » dans les changements survenus en URSS. « Soit M. Noir prend ses désire pour des réalités lorsqu'il affirme que ses déciarations correspondent à la ligne officie Tess, soit les dirigeants français se répartissant différents rôles entre oux, comme au théêtre. ».

MADAGASCAR

Violentes émeutes à Antsirabe

De violentes émeutes, visant per-ticulièrement la communauté indo-pakistanaise, ont éclaté, dans la mit de jeudi 26 à vendredi 27 février, à Antsirabe, une importance localité industrielle, située à environ 150 kilomètres au sud de Tanana-rive. Les magasins et les villas appartenant aux commerçants indiens de la localité ont été systé-matiquement pillés et saccagés. Los émentes, qui auraient fait des

le calme revenant peu à peu à la suite de l'intervention des forces de l'ordre. Un convre-feu qui n'a pas été officiellement aunoncé aurait été

D'autre part, des échauffourées entre étudiants et forces de l'ordre ont eu lieu vendredi matin à Tananarive, dans un quartier proche du campus universituire. - (AFP.)

L'arrêt de TV 6 samedi à minuit

Course d'obstacles pour la nouvelle sixième chaîne

Avant la disparition, le samedi 28 février à missit de TV 6, une manifestation devait rassembler à 15 heures sur les Champs-Elysées, les partisans de la chaîne musicale : de jeunes téléspecta-Elyséea, les partisans de la chaîne musicale: de jeunes téléspectateurs, des artistes, mais aussi des militants des mouvements de jeunesse des partis politiques de ganche (PS, PC, MRG) ou de la majorité (CDS et Jeunes giscardiens). Les associations Allonz'enfants de l'ancien ministre socialiste Jack Lang, et Plus jamais ça, ainsi que le comité de soutien à Radio 7 (une station de l'andiovisnel public fermée vendredi 27 février), étaient conviés à se joindre à la marche de protestation, tandis que d'antres défilés étaient prévus en province. Pendant ce temps, les responsables de la chaîne appelée à succèder à TV 6, dimanche 1º mars, à 11 h 15, devaient se livrer à une course d'obstacles. Restait alors le problème sign

mence par un sprint de cinq jours », explique joilment le directeur général adjoint de Métropole TV, M. Jean Stock. Le démarrage de la petite demière des télévisions constituant, en effet, un défi à relever en cinq jours et cinq... nuits seulement. Un sprint? Une course d'obstacles plunt. Le premier fut, bien sûr, le rejet par la CNCL du nom de la chaîne primitivement choisi par les actionnaires: RTL 6.

Motif indiqué : ne pes créer une « confusion » entre l'« appellation « confusion » entre l'« appellation commerciale du service » et l'un de ses principaux actionnaires (le Monde du 27 février). RTL 6 a di laisser la place à M 6 (Métropole 6) ... sous réserve que cette nouvelle dénomination ne soit pas déjà une marque déposée. Au travail des équipes exavrant jour et muit sur l'« habillage » de la chaîne (les logos) et effaçant toutes références à RTL dans les émissions déjà enregistrées est donc venue déjà enregistrées est donc venue s'ajouter l'incertitude sur le nom de baptême de la chaîne.

Autre obstacle, interne celui-là : le choix du directeur de l'informstion qui a donné lieu aux première dissensions entre les actionnaires Aux responsables de la Lyonnaise Aux responsables de la Lyonnaise des eaux, qui penchaient pour l'ancien journaliste d'Europe 1, Jean-Claude Dassier, les équipes de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT-RTL) préléraient l'un des leurs, Alexandre Balond. C'est ce dernier qui devait présenter le journal de 19 h 30 le jour de l'ouverture. Un léger avantage pour lui, paisque, seion les dirigeants de la chaire, les fonctions de mésentateur et de directions de mésentateur et de directions de la chaire, les fonctions de mésentateur et de directions de la chaire, les fonctions de mésentateur et de directions de la chaire, les fonctions de mésentateur et de directions de la chaire, les fonctions de mésentateur et de directions de la chaire, les fonctions de mésentateur et de directions de la chaire, les fonctions de mésentateur et de directions de la chaire, les fonctions de mésentateur et de directions de la chaire, les fonctions de la chai

dirigeants de la chaîne, les fonctions de présentateur et de directeur seront liées dans un premier
temps. Mais, officiellement, le
second poste n'est toujours pas
pourvu... S'il est différé, le désuccord n'est donc pas réglé.

Enfin, le calendrier de démarrage imposé par les pouvoirs
publics et la CNCL est si rapide —
il ne failait pas laisser d'« écran
noir » entre la disparition de TV 6
et le lancement de M 6 — que la
nouvelle chaîne s'est vue contrainte
de démarrer sans qu'aucun accord de démarter sans qu'aucun accord avec les prestataires de service (Télédiffusion de France ou la direction générale des télécommunications, par exemple), ait pu être signé. Le cas de figure s'est répété avec l'entemble des sociétés avec l'entemble des sociétés d'auteurs les professionnels de d'anteurs, les professionnels du cinéma. Tous ont accepté un alignement provisoire des condition faites à M 6 sur celles de TV 6.

M. HENRI NALLET

invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Henri Naliet, diputé socia-liste de l'Yoma depuis la 16 mars 1986, meion ministre de l'agricul-ture diun le déraise genvername. Publis, sera l'invité de l'émission hebionadaire « Le grand jusy RTL-le Monde », dimanche " mars, de 18 h 15 à 19 h 30.

M. Nallet, qui fut conseiller technique chargé de l'agriculture à l'Elysie de 1981 à 1988, répondra aux questions d'André Passeron et de Jacques Grall, du Monde, et de Paul-Jacques Truffant et de Doui-nique Pennequin, de RTL, le déint étent dirigé par Houri Marque.

des clips pour une chaîne contrainte par son cahier des charges de diffuser 40 % de musique. Les responsables de la chaîne demandaient les mêmes conditions de prix de diffusion que TV 6, chaîne musicale, soit 850 F pour un passage. Les producteurs voulzient aligner M 6 sur les tarifs des chaînes «généralistes » de acrvice public : 4 000 F pour une diffusion. Les deux parties se sont fusion. Les deux parties se sont donné quinze jours pour trouver un Joëlle Aubron

serait la meurtrière de Georges Besse

Trois des témoins du mourire de Georges Besse, confrontés à Joëlle Aubron et Nathalie Ménigon, annaient recomm dans la pres l'autour des comps de feu contre Georges Besse et dans la seconde la jenne femme qui était + en converture».

taire d'un immeuble voisin de celui de l'ancien président-directeur général de la régie Renault, boulevard Edgar-Quinet à Paris (14°), à aquelle Nathalie Ménigon avait crie: « Toi, came soi ! ».

D'antre part, des enquêteurs de la police judiciaire de la République fédérale d'Allemagne (BKA) out passé l'après-midi du vendradi 27 février an quai des Orfèvres. Ils seraient notamment intéressés par les documents relatifs à l'unité d'action entre Action directe et le Fraction armée rouge, annoncée la 15 janvier 1985 par un texte comman aux deux organisations.

Enfin, M. Pierre Devoquesous, agé de soixante-six ans, le proprié-taire de la forme de Vitty-aux-Loges (Loiret), dans laquelle vivaient les quatre militants d'Action directe, a été entendu par la brigade crimi-nelle dans la soirée de vendreit en M. Desconantes qui se trempét en M. Devouascous, qui se trouvait en vacances aux sports d'hiver, lors de l'arrestation de Jean-Marc Rouillan, Nathalie Ménigon, Joëlle Aubron et Georges Cipriani, a été interrogé sur les circonstances dans lesquelles il a loué en 1984 sa ferme à un certain Eric Deroiel, nom d'emprent de Jean-Marc Rouillan.

· M. Paul Mitze, conseiller de la défense auprès de M. Reagan, sera reçu, lundi 4 mars, au Guei d'Oreny. - M. Jeen-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères recevra, lundi 2 mars, MNL Paul Nitze, conseiller spéciel de M. Resgan en metière de défense, et Richard Perle, assistant du secrétaire américain de la défense. MM. Nitze et Perle, actuellement en tournée dens les capitales européennes, informeront le Quai des problèmes liés au déploisment du bouclier spa-tiul américain (initiative de défense stratégique, IDS) et de l'interpréta-tion faite per Washington du traité soviéto-américain sur les défenses antimissies ABM. — (AFP.)

che Bank à Strasbourg. — Le plus grand établissement de crédit ousst-aliemand, le Deutsche Bank AG, a ouvert à Strasbourg sa deuxièn succursale en France, après celle de Paris, ouverte en 1977. Cette succursale servie par un personnel réduit, pour l'instant, à cinq per-sonnes, doir permettre à la banque de emieux soutenir les quelque que-tre cents filiales d'entreprises allemandes installées en Alsace-Lorraine, meis aussi les entreprises françaises souhaitant s'implanter en RFAs, a expliqué M. Hilmar Kopper, membre du directoire de l'établisse-

Le muséro du « Monde » daté 28 février 1987 a été tiré à 477 261 exemplaires

L'année 1986 ombien d'astronautes sont morts dans l'explosion de la navette Challenger? Le Monde folio actuel

Le Monde. sur minitel

L'ACTUALITE EN DIRECT

Les points « chauds » de la semaine. 36.15 TAPEZ LEMONDE